

Université de Montréal

Récits motards : examen d'un conflit en milieu criminel

**par
Dave Tanguay**

**École de Criminologie
Faculté des arts et sciences**

**Mémoire présenté à la Faculté des arts et science
en vue de l'obtention du grade de maîtrise es science (M. Sc.)
en criminologie**

Octobre 2003

© Dave Tanguay, 2003



HV
6015
U54
2004
V.002

AVIS

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

NOTICE

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

**Université de Montréal
Faculté des études supérieures**

**Ce mémoire intitulé :
Récits motards : Examen d'un conflit en milieu criminel**

**présenté par :
Dave Tanguay**

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Frédéric Lemieux, président-rapporteur

Carlo Morselli, directeur de recherche

Geneviève Gilbert, membre du jury

Résumé

Ce mémoire a pour objectif de vérifier l'effet de la répression sur un conflit en milieu criminel. Le conflit dans le milieu des bandes de motards criminalisés québécoise (1994-2001) et la réaction policière qui s'y rattache servent de terrain à cette étude. En jouant son rôle de tierce partie au conflit, la police exerce une pression sur les relations de confiances qui tissent les réseaux criminels. Cette pression, traduite en termes de risques pénaux, s'accompagne de tensions internes, soit les risques d'être victime d'un attentat. Dans ce contexte, l'intensification de la répression a hypothétiquement pour effet de faire diminuer ou de faire augmenter les violences létales. Les résultats nous apprennent que la police fait diminuer les hostilités et cesser le conflit. Toutefois, ce résultat ne repose pas que sur l'activité policière, mais aussi sur conflit lui-même. C'est de cette manière que la fin du conflit relève d'un double effet d'accumulation des arrestations et des pertes.

Mots clés : motards ; homicide ; règlement de compte ; conflit ; crime organisé ; répression ; tierce partie.

Abstract

The main objective in this study is to assess the endogenous and exogenous factors accounting for trends emerging from a conflict within a criminal milieu. The conflict in question takes place between criminal biker groups in Quebec between 1994 and 2001. This context is quite particular in that it incorporated a high number of murders and attempted murders within this time span. An analysis of the conflict itself demonstrates that a cyclical pattern is in place in which conflicting groups have a direct hand in guiding the intensity of the murder and attempted murder trends. An additional analysis in which the police reaction to the conflict is conceptualized as a third party acting between rival biker groups confirms Black's hypothesis of the repressive peacemaker: trends dropped dramatically and eventually ceased as a function of police repression. The combination of internal and external checks of the problem at hand suggest a two-sided accumulation effect extending from the number of losses to murders/attempted murders and arrests.

Key words : biker groups ; homicide ; contract killing ; conflict ; organized crime ; repression ; third party.

REMERCIEMENTS	VII
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I – LE MILIEU CRIMINEL, LE CONFLIT ET LE CONTRÔLE	3
1. LE MILIEU CRIMINEL : PARTICULARITÉS PERTINENTES	5
2. LA VIOLENCE	6
2.1. <i>De la violence comme contrôle social</i>	7
2.2. <i>Types de violence</i>	8
2.3 <i>Les violences collectives</i>	8
3. LES HOMICIDES	9
4. LES RÈGLEMENTS DE COMPTE	10
4.1. <i>Prévalence du recours au règlement de compte</i>	11
4.2. <i>Une première étude québécoise des règlements de comptes</i>	12
5. VENGEANCE, ESCALADE DES VIOLENCES ET LOGIQUE DE «GUERRE»	14
6. CONTRIBUTION DE LA THÉORIE DES CONFLITS	15
7. L'ANALYSE STRATÉGIQUE – LES PRÉMISSSES D'UNE PROBLÉMATIQUE	17
8. LA TIERCE PARTIE	18
9. LES PARTIES, LE CONFLIT ET LE TIERS	23
CHAPITRE II – DONNÉES ET MÉTHODE	27
1. TERMINOLOGIE	28
1.1. <i>L'attentat</i>	28
1.2. <i>Les bandes de motards criminalisés</i>	29
2. LES DONNÉES	29
2.1. <i>Le conflit</i>	29
2.2. <i>Les victimes et les événements</i>	31
2.3. <i>Les parties en conflit</i>	35
2.4. <i>La réaction policière</i>	36
3. L'APPROCHE ANALYTIQUE.....	39
3.1. <i>L'incompatibilité d'ARIMA</i>	40
CHAPITRE III. VIOLENCES COLLECTIVES EN MILIEU CRIMINEL	43
1. LES MOTARDS	44
1.1. <i>Le phénomène des motards criminalisés au Québec</i>	44
1.2. <i>La stratification chez les motards</i>	45
1.3. <i>Le conflit et ses victimes</i>	46
2. LES CYCLES	50
2. LES TENDANCES.....	51
<i>Phase I. Les débuts du conflit</i>	52
<i>Phase II. Une fausse accalmie</i>	54
<i>Phase III. Le cœur du conflit</i>	55
<i>Phase IV. Le retour à un certain calme</i>	57
3. LES DIFFÉRENCES OU LE NOMBRE ÉPURÉ DE VICTIMES ?	59
3.1. <i>Répétition symétrique</i>	61
4. LES REPRÉSAILLES	62
CHAPITRE IV. UN JOUEUR DE PLUS DANS L'ÉQUATION.....	68
1. LE DÉVELOPPEMENT DU CONFLIT ET LA RÉACTION DES AUTORITÉS	69
1.1. <i>Prise de conscience et premières réactions</i>	69
1.2. <i>Un nouveau foyer de conflit se développe à Québec</i>	71
1.3. <i>Une dernière réorganisation</i>	72
2. LA RÉPRESSION EN GÉNÉRAL	72
3. LA RÉPRESSION DE CHACUN DES CLANS	74

4. LES ARRESTATIONS ET LES VICTIMES D'ATTENTATS	76
6. LES EFFETS DE L'«USURE»	85
DISCUSSION ET CONCLUSION	88
1. PRINCIPAUX RÉSULTATS	89
2. LES LIMITES	91
3. LES IMPLICATIONS	92
4. DES PISTES POUR LES RECHERCHES FUTURES	93
BIBLIOGRAPHIE.....	97
ANNEXE I.....	I

Liste des tableaux

Tableau 1	Répartition des victimes de la banque originale selon leur affiliation et le résultat de l'attentat	32
Tableau 2	Répartition des victimes du conflit selon le clan et le type d'attentat	47
Tableau 3	Répartition des victimes selon le statut, le type d'attentat et le clan d'appartenance	47
Tableau 4	Les cycles	51
Tableau 5	Répartition du nombre de victimes par clans pour la Phase I	53
Tableau 6	Répartition du nombre de victimes par clans pour la Phase II	55
Tableau 7	Répartition du nombre de victimes par clans pour la Phase III	56
Tableau 8	Répartition du nombre de victimes par clans pour la Phase IV	59
Tableau 9	Nombre d'arrestations et de victimes selon les périodes de répression	83
Tableau 10	Double effet de cumul : arrestations et victimes cumulées et moyenne mensuelle des victimes par année	85

Liste des figures

Figure I	Distribution du nombre mensuel de victimes (clans confondus) par cycle	50
Figure II	Distribution du nombre mensuel de victimes (clans confondus) par phase du conflit	52
Figure III	Différence du nombre de victimes par mois	60
Figure IV	Les cycles dans la différence du nombre de victimes par mois	61
Figure V	Enchaînement des attentats	64
Figure VI	Distribution du nombre d'arrestations par mois (clans confondus) selon les phases de la répression et les événements	73
Figure VII	Distribution du nombre d'arrestations par mois selon le clan, les phases de la répression et les événements	74
Figure VIII	Distribution mensuelle du ratio du nombre d'arrestations par victimes selon les phases du conflit, les périodes de répression et les événements	77
Figure IX	Accumulation des arrestations et des victimes et nombre moyen de victimes par mois par année	86

Remerciements

Le mémoire n'est pas une entreprise aussi simple qu'il peut y paraître. Même s'il n'y a officiellement qu'un auteur, une multitude de personnes y ont contribué de près ou de loin et chacune à sa manière. Ces quelques lignes leur expriment ma reconnaissance.

D'abord, je veux remercier mon directeur, Carlo Morselli. Je lui suis reconnaissant d'être intervenu avec diplomatie à un moment clé de ma maîtrise et d'avoir su me «récupérer» : ce document prouve qu'il n'avait pas tort de croire en moi. Je le remercie aussi pour son enthousiasme, ses précieux conseils, sa confiance et sa disponibilité. Dans la même veine, je veux remercier les «partners in crime». Ce sont ces Katia, Véronique et Véronique, Mathilde, Mathieu, Frédéric et Samuel qui ont participé de la même expérience et qui ont été de formidables sources de motivation et d'effervescence. Ils ont grandement contribué à faire de la vie étudiante et de la production de ce mémoire une époque agréablement inoubliable. J'en profite pour remercier Sophie qui a égayé des journées «moins évidentes» au cœur des analyses et de la rédaction. Enfin, je remercie l'École de criminologie pour m'avoir donné une bourse de rédaction qui m'a permis de m'y consacrer plus intensément.

Je remercie mes parents. D'abord, pour avoir cru en moi et m'avoir supporté tout au long de cette entreprise, même si parfois je ne donnais pas substance à cette foi. Ensuite, pour le support financier, sans lequel toute bonne volonté n'aurait pu s'achever. Je remercie aussi deux amis de longue date, Lee-Philippe et Dominic, pour m'avoir convaincu, avec tout le sérieux qu'on leur reconnaît (!!), de me lancer dans cette maîtrise. Je remercie aussi d'autres amis de longue date qui, sans toujours comprendre la motivation conduisant ce projet, m'ont toujours épaulé de leur mieux. Je pense notamment à Sébastien et à Karl. Je remercie tout particulièrement Mélanie, une amie inqualifiable. Ses opinions et son soutien ont toujours été justes et salutaires.

Je remercie professeurs et amis du baccalauréat en sociologie, sans lesquels l'expérience de la maîtrise aurait été moins profitable. Ces professeurs qui ont contribué à

l'enrichissement de mon érudition et qui m'ont donné le goût du savoir. Ces compagnons qui ont participé du succès de ce baccalauréat et qui ont continué d'être de formidables amis et supports au cours de la maîtrise. Je veux remercier Mélanie et Dominique, mes hôtes du dernier été de rédaction. Dans la même situation que moi, ils ont su créer l'atmosphère propice à ce dernier grand droit.

Bref, je remercie toutes ces personnes (et ceux que j'ai pu oublier, je m'en excuse) pour m'avoir conseillé, autant scientifiquement que moralement, ainsi que pour avoir enduré mes crises existentielles, mes réflexions bucoliques et imprécises à n'en plus finir, mes euphories momentanées et mes questionnements répétitifs.

Introduction

Les crimes de marché regroupent les activités visant à se soustraire à l'application d'un règlement, au paiement d'une taxe et/ou à une interdiction. Ils reposent sur la fabrication de produits et de services intrinsèquement illégaux. Ce type de criminalité est marqué par des rapports sociaux essentiellement transactionnels (vendeurs-acheteurs) et qui ne font pas de victimes de manière directe ; ce sont des échanges de biens et de services illicites. Une de ses caractéristiques est d'être non-conflictuelle *a priori*. En théorie, il s'agit d'échange de produits et de services entre vendeurs et acheteurs consentants, peu importe à quelle étape de la chaîne d'approvisionnement on se situe. En pratique toutefois, certains comportements délinquants viennent altérer cette relation harmonieuse. De surplus, la nature illicite des produits et services offerts place les participants de ce commerce devant deux états de fait ; une réalité opérationnelle dont la répression est impartie et l'impossibilité d'avoir recours à des instances légales pour gérer leurs activités économiques et arbitrer d'éventuels conflits.

La criminalité de marché est ainsi en proie à des conflits que les délinquants doivent gérer eux-mêmes. En conformité avec leurs aptitudes, leurs moyens et selon les contraintes qui pèsent sur eux, ils ont le choix de différentes alternatives pour solutionner ces conflits. L'une d'elles est l'homicide ou, replacé dans le contexte d'un conflit entre délinquants, le règlement de compte.

Dans un univers fermé, la dynamique de vengeance serait l'un des seuls facteurs à prendre en compte pour justifier les modulations de l'intensité d'un conflit ; à une injustice perçue on répond par un préjudice égal. Or, le milieu criminel participe d'un univers plus large que lui-même sans lequel il n'a pas raison d'exister, la société. Malgré que ce soit certains éléments de cette société qui alimentent l'existence de l'activité criminelle via la consommation de ses produits et services, d'autres instances sont en contrepartie chargées de la réprimer, la police en l'occurrence. En plus de la partie adverse du conflit, les délinquants doivent aussi tenir compte de la police qui incarne le risque et le poids de la

dissuasion pénale. Cette tierce partie impose une contrainte supplémentaire au processus de gestion des conflits. L'objectif ici est de voir et de comprendre l'impact de l'action policière sur le déroulement d'un conflit entre délinquants. Deux hypothèses sont dès lors émises. L'une est à l'effet que l'intensification de la répression provoque une inflammation des violences dans le milieu criminel, l'autre propose plutôt que cette intensification a pour effet de faire diminuer le conflit, jusqu'à le faire cesser. La vérification de ces hypothèses passe par l'analyse d'un conflit particulièrement violent et visible dans l'histoire criminelle du Québec. Entre 1994 et 2001, un conflit a sévit entre les deux principales bandes de motards criminalisés implantés en sol québécois, les Hells Angles et les Rock Machine. Avec un total de 363 victimes, dont 192 individus spécifiquement identifiés comme motards criminalisés et visés par un attentat, ce conflit est sans contredit un laboratoire naturel inestimable.

Au cours des pages qui vont suivre, il sera d'abord question des particularités théoriques nécessaires à l'appréhension d'un tel conflit et primordiales à la compréhension de la dynamique répresseurs-réprimés à l'intérieur ce contexte de conflit dans le milieu criminel. Ensuite, quelques pages seront dédiées à la description du phénomène des bandes de motards criminalisés au Québec, à la terminologie spécifique que son étude requière et à la mise en contexte du conflit qui nous intéresse précisément ici. Ce sera aussi le lieu pour expliciter les contraintes et les impératifs de l'analyse que demande ce type de sujet ainsi que la présentation des opérations effectuées pour organiser les données et en arriver à une analyse. Enfin, ce sera le tour des analyses et de leurs résultats, scindés en deux parties. Une première partie porte sur le conflit comme tel : qui sont ses victimes et comment s'articule l'enchaînement des meurtres et des tentatives de meurtres seront les principales questions abordées. Une seconde partie s'attache précisément à introduire la tierce partie qu'est la police dans le modèle conflictuel précédemment présenté et de voir comment s'articule le conflit en y ajoutant cette nouvelle variable. Nous terminerons avec un résumé des principaux résultats et une discussion quant à la validité, la portée et les suites d'une telle étude.

Chapitre I – Le milieu criminel, le conflit et le contrôle

«La violence n'est pas un moyen parmi d'autres d'atteindre la fin, mais le choix délibéré d'atteindre la fin par n'importe quel moyen.»

Sartre

Le phénomène des bandes de motards criminalisés n'est pas propre au Québec. Les principaux clubs présents dans la province sont d'origine américaine. Dans les années 1960, et même avant, plusieurs de clubs de motards sont nés, surtout dans les régions rurales de la province. Peu à peu, ces groupes ont été approchés puis absorbés par les clubs américains. Les Popeyes, les Maraudeurs, les Missiles et d'autres clubs sont devenus des Hells Angels et des Outlaws. L'apparition et le développement des clubs américains au Québec se sont opérés dans les années 1970 (Tremblay et al. 1989 ; Alain, 1993). Des rivalités existaient déjà entre ces deux clubs aux Etats-Unis. Elles ont été importées elles aussi, avec pour résultat des conflits entre ces clubs en sol québécois.

Le Québec a été témoin entre 1978 et 1985 d'une série d'homicides marquant un conflit entre deux bandes de motards criminalisés, les Hells Angels et les Outlaws. Une autre série est survenue en 1985 au sein même des Hells Angels, faisant six victimes lors d'un seul événement (Cordeau, 1990). En 1994 débute une autre série de meurtres dans le milieu des bandes de motards criminalisés au Québec. Elle s'est interrompue en 2001 avec une chute importante du nombre de victimes à la suite d'une intervention policière de taille. Elle opposait les Hells Angels (HA) à un groupe en transformation qui sera tour à tour l'Alliance, les Rock Machine (RM) et les Bandidos. Les homicides susmentionnés se rangent dans la catégorie des règlements de compte ; soit un conflit entre délinquants dont la source est criminelle et qui se termine par l'homicide.

Aux activités criminelles des groupes impliqués ainsi qu'aux meurtres et tentatives de meurtre issus du conflit, s'ajoute automatiquement le contrôle. Les instances répressives s'activent pour contenir leurs commerces illicites, mais aussi dans l'espoir d'enrayer cette flambée de violence. Leurs efforts, dans un cas comme dans l'autre, ont une influence potentielle sur les dynamiques commerciales et conflictuelles existantes. D'ailleurs, cette répression n'est pas constante, mais assujettie à une multitude de facteurs susceptibles d'en

faire varier l'intensité. Principalement, deux générations d'escouades spécialisées ont été créées expressément pour contrer le conflit entre les bandes de motards criminalisés au Québec¹. Elles font parties des mesures répressives mises en places en réaction à cette série de règlements de compte. Ce sont les escouades Carcajou et les Escouades Régionales Mixtes (ERM). Les variations dans leurs mandats, leurs stratégies et le nombre d'individus arrêtés mensuellement indiquent bien que leurs actions n'affichent pas une constance linéaire. Il va sans dire que les bandes de motards criminalisés sont susceptibles de produire une réponse à ce contrôle et à ses fluctuations et c'est précisément là l'objet de cette recherche : déceler et comprendre la relation entre le contrôle et le déroulement d'un conflit dans une criminalité de marché. Ce conflit de 1994-2001 et le contrôle qui s'y rattache composent le terrain de cette recherche. De manière générale, une question guidera l'investigation de cette relation ; est-ce que le contrôle externe exerce une influence sur le conflit interne et, si tel est le cas, est-ce qu'il fait augmenter ou diminuer la violence létale ?

1. Le milieu criminel : particularités pertinentes

L'encadrement législatif et contractuel servant à réguler l'économie légale n'a pas cours dans le milieu criminel. En l'absence de contrats légaux, de lois formelles et d'instances d'arbitrage, l'économie souterraine est laissée à elle-même. Sans ces instances, dont le rôle est d'assurer le respect des accords transactionnels et l'équité du marché, les activités économiques illicites prennent une teneur particulière : le marché est hautement compétitif et en présence de conflits, les individus délinquants doivent se faire justice eux-mêmes (Black, 1983 ; Reuter, 1983 et 1984 ; Tremblay et Cusson, 1996).

Une autre spécificité du milieu criminel, imbriquée dans la précédente, a trait au risque de répression. Si les délinquants opèrent en marge de la loi pour la gestion de leurs activités illicites, ils sont en revanche directement visés par les efforts de répression. En plus du risque d'être victime du milieu, s'ajoute celui d'être arrêté et, risque mitoyen, d'être dénoncé (Reuter, 1983 et 1984 ; Cordeau, 1990).

¹ Il sera question ultérieurement d'autres groupes d'enquêtes actifs avant les Carcajou et E.R.M.

La grande majorité des délits sont commis par plus d'un délinquants (Reiss, 1980 ; Cordeau, 1990 ; Tremblay, 1993 ; McCarthy, Hagan et Cohen, 1998). Ainsi placés en constante interaction, ils sont régulièrement exposés à des situations potentiellement conflictuelles. Le cas échéant, divers moyens s'offrent aux criminels pour régler les différends qui les opposent. Les sanctions économiques et les menaces de violence physique en sont des exemples. Bien que les voies de solution puissent prendre différentes formes, elles ne sont pas toutes à la portée de l'ensemble de la population délinquante. Le choix des moyens utilisés repose sur les ressources disponibles et sur les capacités du criminel à mobiliser ces ressources et de les mettre en oeuvre (Cusson, 1993 ; Cusson, Cordeau et Boisvert, 1994). La violence fait partie des voies de «solution».

2. La violence

La violence est une option qui s'offre aux parties pour initier ou régler un conflit. En ce sens, elle n'est pas mise à parti simplement pour le plaisir ou pour le gain, du moins pas directement. Dans un contexte conflictuel, plutôt que de prendre l'allure d'un geste gratuit ou immoral, elle est la réponse à un comportement qui, selon certains standards comportementaux plus ou moins subjectifs, a été jugé inacceptable. Dans cette optique on peut dire que la violence est un geste de moralité (Katz, 1988) ; une action posée pour punir un écart de conduite (Black, 1983 ; Cooney, 1998). Par contre, il ne faut pas conclure à la «bonne moralité» de la violence ; employée au sens empirique, elle est un acte moral qui origine d'une dispute sur ce qui est «bien» et sur ce qui est «mal» (Cooney, 1998 : 4). À ce titre, une société gouvernée par un État contient des groupes qui se soustraient au cadre juridique, en l'occurrence ici les acteurs sociaux inscrits dans des activités criminelles. Hors du système légal étatique, ces individus sont davantage enclins à utiliser des moyens violents pour résoudre leurs conflits. Ce fait sous-entend parallèlement que les délinquants évoluent dans un univers où la victimisation à l'interne est en partie un moyen de contrôle social ; ce que Black (1984, 1993) nomme le «self-help» recouvre justement les crimes commis en réponse à une injustice dans un espace social où il est difficilement envisageable de recourir à la loi.

2.1. De la violence comme contrôle social

Pour Black (1984, 1993), il existe deux sens au contrôle social. D'une part, il s'agit des pratiques et arrangements en vue de conserver l'ordre social ainsi que la conformité des gens et, d'autre part, c'est la façon dont les acteurs sociaux définissent et répondent aux comportements déviants. Pris dans ce dernier sens, le contrôle social est un mode d'évaluation des comportements. En admettant que tous appliquent des standards comportementaux sur tous, on admet par le fait même qu'il existe une forme de contrôle social omniprésente. Le concept de «self-help» de Black s'inscrit dans cette voie ; c'est un moyen de se faire justice soi-même lorsque l'État n'est pas présent pour assurer cette justice. Pour les sociétés dites traditionnelles, le «self-help» apparaît comme un système de justice informel, un moyen de réparer une injustice en l'absence d'État ou d'instances appropriées. Or, ce concept est aussi applicable à nos sociétés contemporaines puisqu'il y existe des espaces sociaux où l'État est absent (Black, 1984 et 1993 ; Cooney, 1998). Bien entendu, l'État n'y est pas réellement absent. Ce sont les individus qui occupent ces espaces qui n'y ont pas recours pour des raisons de confiance ou parce qu'ils se situent en dehors de ses cadres législatifs. On pense par exemple à certaines communautés ethniques, à certains quartiers défavorisés ou au milieu criminel. Ainsi, une part des violences observées dans le milieu criminel est le résultat de contrôles sociaux internes.

«Il nous reste enfin l'exemple remarquable du «milieu». Les conflits entre bandes rivales et les conflits internationaux présentent de nombreuses similitudes. En effet, les nations tout comme les hors-la-loi ne disposent pour conduire leurs affaires d'aucun système légal et ont un recours si nécessaire à la violence la plus extrême : même lorsque cela n'est pas leur intérêt, celle-ci n'en est pas moins présente. Il n'est pas sans intérêt de remarquer que les spécialistes du racket et les bandes de malfaiteurs se livrent des guerres limitées, parlent de désarmement et de retrait de leurs forces, d'attaque par surprise, de représailles et de menaces de représailles. Les uns comme les autres cherchent par dessus tout à ne pas perdre la face, contractent des alliances et des engagements, et rencontrent dans ces différents domaines les mêmes difficultés que les nations, en raison notamment de l'impossibilité d'avoir recours à une autorité supérieure susceptible d'imposer le respect des engagements» (Schelling, 1986 : 26-27).

Entendu au sens de contrôle social issu de milieux où les cadres législatifs de l'État n'ont pas cour, la violence apparaît comme un moyen de rétablir l'ordre, de punir l'écart et de réparer l'injustice.

2.2. Types de violence

Reuter (1983) présente quant à lui deux types de violences dans les marchés illicites, les violences compétitives et les violences non-compétitives. Dans le premier cas, elles sont utilisées en vue de se tailler une place de choix dans un marché illicite. L'entrepreneur délinquant se sert d'une violence concrète, ou de la menace d'y recourir, pour s'accaparer certains territoires ou certaines parts du marché dans les cas où l'association avec la concurrence est impossible ou exclue *a priori*. Le problème avec cette approche de la concurrence tient à ce qu'il ne suffit pas de supprimer un individu pour prendre sa part de marché lorsqu'il est question de groupe. Il apparaît évident que ce geste suscitera des représailles et que la place laissée vacante sera comblée par d'autres individus du groupe. Ainsi, à moins de s'attaquer à un seul entrepreneur ou à un petit groupe, les violences compétitives tendent à se généraliser : «The enterprise can be maintained only if another member of the existing enterprise takes the place of the dead entrepreneur and retaliates against aggressor» (Reuter, 1983 : 141). Si l'on suit le raisonnement de Reuter, une violence compétitive dirigée vers un groupe a toutes les chances de devenir collective. Les violences non-compétitives sont davantage motivées par le désir de se protéger. Il s'agit de violences visant à établir une certaine réputation pour éviter de se faire voler ou pour s'assurer du paiement des dettes (Reuter, 1983 ; Katz, 1988).

2.3 Les violences collectives

Gould (1999) teste l'argument selon lequel les violences collectives surviennent parce que les groupes sont rongés par des tensions entre les intérêts collectifs et les intérêts individuels et parce que les participants au conflit sont conscients de ces tensions. Lorsque des conflits naissent, les individus qui y participent cherchent à amener leurs alliés à contribuer afin de montrer à l'adversaire qu'ils ne sont pas seuls. Sachant que la solidarité

ainsi créée peut flancher si le conflit s'intensifie, il arrive qu'ils refusent d'abandonner pour cette seule raison. Selon l'auteur, les violences de groupe sont essentiellement de deux types. Les violences collectives signifient que plusieurs personnes sont impliquées dès le départ. Inversement, les violences généralisées se traduisent par des conflits où les personnes qui n'étaient pas impliquées au départ (physiquement, mentalement ou verbalement), que ce soit en tant que victimes ou qu'agresseurs, le sont par la suite. Autrement dit, il y a des violences qui impliquent déjà tout un groupe et d'autres qui partent d'individus et qui se généralisent au groupe par la suite. Ses principaux résultats sont à l'effet que les actions de groupe découragent l'augmentation de la violence en véhiculant le message que cette violence peut être collective. Il découvre aussi que la généralisation de la violence aux individus qui ne sont pas impliqués dans la dispute au départ est un phénomène plus rare et que, plus souvent qu'autrement, le conflit se déroule entre les personnes impliquées initialement. Les violences collectives et généralisées sont plus probables lorsqu'au moins une des parties agit collectivement au stade pré-violent. Enfin, plus les liens entre les individus d'un groupe sont forts, plus la généralisation de la violence est possible. Il est intéressant de retenir de cette étude qu'au cours de conflits, des intérêts individuels peuvent alimenter des intérêts de groupes et qu'au travers des intérêts de groupes se trouvent des intérêts individuels. En fait, cette perspective donne à penser que des intérêts individuels motivent des conflits de groupes et qu'au travers des conflits de groupes, des individus profitent du climat pour voir à leurs intérêts personnels. C'est de cette manière qu'un individu peut profiter du conflit pour justifier une violence dont les réels motifs sont davantage personnels. Bien entendu, cette violence camouflée dans un conflit plus général est soumise à la contrainte d'être égale ou inférieure au degré de violence qui prévaut. On voit mal un meurtre être cachés au travers de bagarres par exemple. La violence générée au cours de ces conflits peut prendre différentes formes : paroles, gestes envers des personnes, envers des objets. Son expression ultime est assurément l'homicide.

3. Les homicides

On distingue plusieurs types d'homicide, les catégories variant en terminologie et en composition d'un auteur à l'autre. Grenier (1993) s'est penchée sur l'évolution des

catégories d'homicide entre 1959 et 1989 au Québec. Elle présente quatre catégories d'homicide : les homicides querelleurs et vindicatifs opposent des individus sans liens amoureux ou familiaux (30,1%) ; les homicides familiaux et passionnels (30,9%) ; les homicides survenus lors de la commission d'un autre délit (13,8%), un vol par exemple ; et les autres homicides, soit tous les autres homicides clairement définis comme tel et qui ne se classent pas dans les catégories précédentes (24,2%). Les règlements de compte, ou homicides découlant d'un conflit entre délinquants, prennent place dans la première catégorie de Grenier (1993). Ils représentent d'ailleurs 49,7% des homicides classifiés sous le thème d'homicides querelleurs et vindicatifs et 15,4% de tous les homicides répertoriés.

Cooney présente quant à lui une classification dichotomique des homicides : les homicides prédateurs (*predatory homicide*) et les homicides moraux (*moralistic homicide*). Alors que dans le premier cas on se réfère principalement à un comportement opportuniste qui ne relève pas d'un conflit, l'homicide moral débute avec un litige. Son expression s'articule autour de la punition et de la médiation. En fait, la violence n'est qu'une manière d'appréhender un conflit (Cooney, 1998 : 5). C'est justement dans le cadre de cette notion de violence en tant que crime accessoire que se situe ce projet. Contrairement à l'étude de Grenier (1993), l'intérêt porte uniquement sur les homicides résultant de conflits entre délinquants participant à des activités criminelles lucratives, soit le règlement de compte.

4. Les règlements de compte

Le recours au règlement de compte est marqué par deux caractéristiques. Premièrement, il ne s'agit pas d'un crime directement lucratif. Il ne conduit effectivement pas de manière directe à un gain pécuniaire (Reuter, 1983). Bien entendu, le tueur à gage touche une somme ou un avantage éventuel, mais autrement il ne s'agit pas d'un délit dont la fonction première est de toucher une forme de rémunération. Généralement, le meurtre est commis pour protéger ses intérêts (présents ou futurs), pour augmenter sa part d'un marché ou pour punir une transgression (Reuter, 1983 et 1984 ; Cordeau, 1990 ; Naylor, 1997). La seconde caractéristique est que le règlement de compte est lourd d'implications pour l'individu et/ou pour le groupe qui le commet et ce pour trois raisons. Dans un premier temps, il(s) s'expose(nt) à la détection. La disparition d'un ou de plusieurs individus, ou

encore, la découverte de leurs cadavres ne manque pas d'attirer l'attention de la police. Mentionnons au passage qu'un faible taux de résolution de ces homicides repose sur l'accusation et la condamnation d'un suspect. Or, remis en contexte avec la règle du «hors de tout doute raisonnable» du Code criminel canadien, parallèlement à la préparation caractérisant ce genre d'homicide, il est raisonnable de croire que ce faible taux ne signifie pas que les autorités n'en connaissent pas les auteurs, mais bien que les preuves sont généralement insuffisantes pour porter des accusations (Gauthier, 2003). À ce titre, de tous les règlements de compte survenus au Québec entre 1970 et 1986, seulement 25% ont été suivis d'accusations comparativement à 65% pour l'ensemble des homicides (Cordeau, 1990). Dans un deuxième temps, les résultats d'un règlement de compte sont incertains. L'attentat contre un individu seul, s'il réussit, risque peu de provoquer une vengeance. La situation est toutefois différente si la victime fait partie d'un groupe de criminels. Pour différents motifs tels que la vengeance ou la protection d'un marché, les partenaires de la victime peuvent opter pour des représailles envers l'assaillant, son groupe et/ou son employeur. Cette dynamique risque fort de conduire à une escalade de la violence qui occulte rapidement le sens premier ayant guidé l'homicide initial (Loftin, 1984 ; Cusson, 2000). Dans un troisième temps, l'usage de violence tend à nuire aux «affaires» (Reuter, 1983). D'un côté, le recours à la violence pour gérer les conflits est justifiable dans le milieu criminel ; une sorte de violence minimum visant à établir une réputation respectable. Par contre, son usage, notamment en ce qui concerne l'homicide, peut provoquer une certaine méfiance dans le milieu ; qui voudrait traiter avec un fournisseur, trop impulsif, qui en vient aux coups pour un rien. Bref, la violence est à la fois utile, pour s'assurer d'un certain respect (Katz, 1988), et nuisible en inspirant une crainte d'être violenté gratuitement.

4.1. Prévalence du recours au règlement de compte

De tous les conflits entre délinquants, on peut penser que seule une minorité se terminent par un homicide (Cordeau et Tremblay, 1989 ; Cordeau, 1990). Le recours à la violence dans le monde interlope peut être divisé en quatre types de circonstances. Premièrement, on l'utilise à des fins de sécurité interne à l'organisation. Ce qui peut se traduire par la punition d'un informateur, réel ou potentiel, ou d'un membre qui a des écarts

de conduite. Deuxièmement, on peut faire usage de violence pour provoquer ou parer une mutinerie relative aux luttes de pouvoir internes ou extérieures au groupe. Troisièmement, la violence peut être utilisée pour le recouvrement de dettes. Quatrièmement, les criminels peuvent recourir à la violence pour prendre le contrôle d'une entreprise, un syndicat légitime par exemple (Furstenberg, 1969). D'autres études se sont davantage attachées à décrire et à expliquer la distribution différentielle des risques d'être victime de règlements de compte.

4.2. Une première étude québécoise des règlements de comptes

L'une des innovations des travaux de Cordeau (1989, 1990) se pose avant même que l'on prenne connaissance des résultats de ses analyses. Il a contribué à faire du règlement de compte une catégorie d'homicides scientifiquement distincte, ce qui sous-entend sa définition conceptuelle et, par le fait même, l'exclusion des superflus de fiction et de sensationnalisme que les médias lui confèrent souvent. Rappelons qu'il s'agit d'un homicide découlant d'un conflit entre délinquants. Il se distingue des homicides querelleurs et vindicatifs, catégorie qui s'en rapproche le plus, par la nature criminelle de la source du conflit. En établissant le caractère propre de cette catégorie d'homicides, il pose aussi la pauvreté de la littérature criminologique à ce sujet et justifie ainsi la nécessité de sa compréhension.

Mise à part la description du règlement de compte comme tel², Cordeau s'attache surtout à le présenter comme un risque inhérent au milieu criminel. Plus précisément, il l'aborde comme un risque de victimisation qui joue le rôle d'agent de dissuasion, parallèlement à la dissuasion pénale, et qui est inégalement distribué dans la population délinquante. L'origine des risques d'être victime de règlement de compte est principalement de deux ordres ; il y a d'une part les risques relatifs à l'individu et à ses antécédents et, d'autre part, ceux qui sont relatifs à son activité criminelle et au type de conflit.

² Son déroulement et ses paramètres en termes de nombre d'assassins et de victimes, de leurs ressemblances et de stratégies.

Les 473 victimes de règlement de compte³ répertoriées entre 1970 et 1986 sont des individus plus âgés que la moyenne des délinquants. Ils ont derrière eux une longue carrière pénale et, malgré une fréquence de condamnation semblable à la population délinquante en générale, ils s'adonnent à des délits plus graves, traduits en termes de sentences plus longues.

Des trois types de conflits pouvant conduire à un règlement de compte, ce sont les conflits transactionnels qui conduisent dans une plus large proportion à cette solution avec 41,3 % des victimes dont l'origine du conflit est connue⁴. En considérant le type d'activité criminelle à l'origine du conflit⁵, les affaires de drogue arrivent en tête de lice avec 114 victimes, loin devant les vols à main armée avec 34 victimes. On peut voir que certaines activités criminelles prennent une importance relative selon le type de conflit. Ainsi, pour les conflits de délation, ce sont les cas d'homicides (31,8%) qui compte le plus de victimes. Pour les conflits transactionnels, ce sont les affaires de drogue qui ont été les plus mortelles avec 61,3% des règlements de comptes. Finalement, ce sont aussi les affaires de drogue (83,6%) qui comptent le plus de victimes dans les conflits compétitifs. Avec une forte majorité, ce sont donc les activités criminelles reliées à la drogue qui semblent présenter le plus de risques qu'un conflit dégénère en règlement de compte. Il serait toutefois intéressant de mettre ces résultats en perspective avec le nombre total de participants ou de conflits pour chacune des activités criminelles répertoriée. À la suite de ces résultats, ce sont surtout les enjeux du conflit qui indiquent si le recours au règlement de compte est probable. Ce qui explique, par exemple, que ce soit l'homicide qui compte le plus grand nombre de victimes pour les conflits de délation ; la lourdeur de la peine encourue par un homicide peut être suffisante pour en justifier un autre pour s'assurer du silence d'un partenaire ou d'un témoin. Parallèlement, on reconnaît au marché de la drogue des transactions impliquant d'importantes sommes d'argent et des profits considérables.

³ L'échantillon de Cordeau est composé de 551 victimes dont 473 étaient les cibles réellement visées, la différence étant composée d'erreurs sur la cible et de témoins gênants.

⁴ L'origine du conflit est connue pour 189 des victimes de règlement de compte : les conflits de délation ont fait 44 victimes, les conflits compétitifs en ont fait 67 et les conflits transactionnels 78.

⁵ On compte 114 victimes pour les affaires de drogue, 34 pour les vols à main armée, 15 pour les homicides, 4 pour les vols et, finalement, 22 victimes pour les autres types de crime.

Les implications de la recherche de Cordeau (1990) pour le présent projet sont de plusieurs ordres. Il a d'abord ouvert la porte à l'étude de ce type d'homicide en offrant une définition concise et en en faisant lui-même l'exercice. Il a ensuite procédé à un premier défrichage de cette catégorie d'homicide laissée pour compte. En plus d'en arriver à des résultats novateurs, il a prouvé la faisabilité d'une telle étude. Enfin, il a considéré le risque pénal comme une variable constante. La présence policière est prise en compte en ce sens que sa substance est issue des risques de délation, dans l'ampleur que prennent certains enjeux via la peine potentielle qui les accompagne et dans les actions criminelles singulières comme telles. Cependant, et c'est là notre point de départ, il ne considère pas que cette présence peut fluctuer dans le temps.

5. Vengeance, escalade des violences et logique de «guerre»

La vengeance est un concept qui s'inscrit à l'intérieur de celui de «self-help». Elle est comprise ici comme un système juridique informel (i.e. qui n'est pas du ressort de l'État) dans lequel on répond au meurtre par le meurtre de l'assassin ou d'un membre de son groupe d'appartenance. Elle rejoint le «self-help» en ce sens qu'elle est un des moyens de se faire justice lorsqu'il est impossible de recourir à des instances officielles pour le faire. Elle est guidée par un principe de réciprocité négative où la réparation du tort repose sur l'administration d'un tort équivalent à l'autre partie. C'est ce qu'Axelrod (1980) nomme le «*tit for tat*». Ce principe puise son essence dans la notion d'échange où l'acquisition d'un bien ou d'un service se fait par le don d'un bien ou d'un service de valeur équivalente. Abordée de cette manière, la vengeance est le recouvrement d'une dette, le meurtre, par la mise à mort d'un individu, soit le meurtrier ou un quelqu'un de son clan. «Si le crime est vu comme une créance et la victime comme un créancier, il coule de source que la vengeance apparaîtra comme un recouvrement forcé d'une dette. L'offense est une dette qui s'éteint quand l'offensé commet une offense équivalente à l'encontre de l'offenseur» (Cusson, 1985 : 56).

On attribue souvent à la vengeance une logique d'échanges qui tendent à être infinies ; une crime est vengé par un autre crime, qui sera vengé à son tour et ainsi de suite (Cusson, 1985). Cette dynamique d'escalade peut naître dès que l'une des parties n'accepte

pas une vengeance et décide de se venger. On lui confère un caractère interminable puisque l'un ou l'autre des adversaires ne peut cesser ou diminuer les hostilités sans offrir à son opposant l'opportunité de prendre l'avantage et/ou de l'anéantir. En théorie, tant que l'un des deux adversaires n'est pas défait, l'autre peut craindre lui-même d'être défait. En fait, chacun dicte informellement à l'autre l'obligation de poursuivre les hostilités. Conçue comme telle, la vengeance s'inscrit dans une logique d'escalade des violences et dégénère en conflit où tous les moyens sont bons pour détruire la partie adverse. Au bout d'un certain temps, il devient sa propre source d'alimentation : à la suite d'une escalade des vengeances, une logique de représailles s'est installée de manière telle que les parties impliquées ne peuvent abandonner, à moins d'un geste de soumission ou «suicidaire». Si l'on s'en tient à cette conception, le conflit ne peut se terminer que par l'anéantissement de l'un des adversaires ou par sa capitulation. Or, en tenant compte de la présence d'autres parties que celles en conflit, autrement dit en considérant que les adversaires ne sont pas seuls au monde, il faut revoir l'équation. La logique dégénérative des représailles ne se conçoit plus dans un circuit fermé entre deux pôles, les deux adversaires en l'occurrence, mais il s'y greffe une troisième partie qui, peu importe sa nature et son intervention, risque fort d'avoir un rôle à jouer sur l'issue du conflit tel que décrit.

6. Contribution de la théorie des conflits

Une situation de conflit est une relation sociale entre deux ou plusieurs parties, que ce soit des personnes ou des groupes, dans laquelle une des parties perçoit la ou les autres parties comme des adversaires, lesquels agissent de manière à la détruire, la blesser, la contrarier ou lui subtiliser ses ressources (Goldman, 1966 : 335). Cette définition offre l'avantage d'être suffisamment générale pour englober un large éventail de types de conflits et d'approches théoriques s'y intéressant.

D'après Schelling (1986), il est possible de classer les théories sur le conflit en deux grandes catégories. D'une part, il y a celles qui appréhendent le conflit comme un état «pathologique» dont il faut déterminer les causes et les traitements éventuels. D'autre part, il y a celles qui conçoivent le conflit comme un simple état de fait en axant l'intérêt exclusivement sur le comportement des parties impliquées. Deux sous-catégories découlent

de cette dernière. D'abord les théories tenant compte des comportements dans toute leur complexité avec les éléments de rationnel et d'irrationnel, de conscient et d'inconscient et qui envisagent toutes les motivations mises en jeu. La seconde sous-catégorie est composée des théories qui se limitent volontairement aux comportements rationnels, conscients et optimaux (Schelling, 1986 : 15). À l'intérieur de cette perspective, le jeu apparaît comme un affrontement où chacun des acteurs fait de son mieux pour «gagner»⁶. Vu de cette façon, le comportement des protagonistes est une recherche des règles qui leur permettent de s'assurer des meilleures chances de réussite. En ces termes, il est possible de parler de stratégie du conflit d'une manière plus théorique.

La notion de stratégie ne sous-entend pas exclusivement le recours à la force, elle renvoie aussi à son utilisation potentielle. Prise en ces termes, la stratégie d'un acteur social en situation de conflit peut reposer essentiellement sur la menace d'y recourir. Toutefois, pour être efficace, la menace doit être crédible, c'est-à-dire que l'adversaire doit croire qu'elle peut vraisemblablement être mise à exécution. Pour ce faire, il se peut que l'utilisation de la force soit nécessaire, question de donner une substance à la menace. L'objectif sous-jacent d'une menace est de décourager l'adversaire de poursuivre une action et/ou de maintenir une résistance, sans quoi il encoure un préjudice. Pour que la dissuasion ait un quelconque impact, il ne suffit pas que la menace soit crédible, elle doit aussi être correctement reçue par celui ou ceux qu'elle vise. Ainsi, le dissuadé doit être capable d'une certaine rationalité, être apte à l'autodiscipline et doit la percevoir au moment où elle est formulée (Schelling, 1986).

Cette théorisation du conflit est utile à ce projet ne serait-ce que pour la précision qu'elle permet d'apporter à l'approche du choix rationnel. Le choix rationnel postule que l'acteur social prend les meilleures décisions possibles compte tenu de ses moyens, de ses habiletés, de ses préférences et des contraintes qui pèsent sur lui (Clark and Cornish, 1985 ; Granovetter, 1985 ; Cusson, 1994 et 1996 ; Degenne et Forsé, 1994). Resitué dans un

⁶ Il est entendu ici que «faire de son mieux» s'inscrit dans la perspective du choix rationnel, c'est-à-dire que l'acteur fera de son mieux compte tenu de ses moyens, de ses capacités, de ses préférences et des contraintes qui pèsent sur lui.

contexte de conflit, le «meilleur» choix des participants repose sur la perception de l'attitude de son vis-à-vis (Axelrod, 1980 ; Schelling, 1986). Compris comme tel, le comportement stratégique consiste notamment à influencer le choix de la partie adverse en jouant sur son appréciation de l'attitude adoptée par soi-même. «[...] : le meilleur choix de chacun des joueurs dépend de l'idée qu'il se fait de l'attitude de son vis-à-vis, sachant que celui-ci fait de même, de telle sorte que chacun doit, avant de prendre sa décision, se représenter ce que l'autre pense qu'il fera lui-même, et réciproquement, suivant le classique enchaînement en spirale des attentes réciproques» (Schelling, 1986 : 117). C'est ici que la menace et le concept de dissuasion prennent tous leur sens. La menace est le moyen de la dissuasion. Chacun des acteurs du conflit menace l'autre et doit prendre en compte la menace adverse pour structurer son action future. Chacun d'eux espère dissuader l'opposant de poursuivre sa campagne et/ou sa résistance. Les menaces peuvent prendre de l'ampleur dans les cas où la dissuasion n'a pas fonctionné ou est perçue comme n'ayant pas fonctionné ; à chaque menace qui ne produit pas l'effet escompté succède une menace de plus grande ampleur, c'est-à-dire impliquant un plus grand préjudice, ou une menace encore plus crédible, c'est-à-dire qui a plus de chance de se voir concrétiser. Ce qui peut être combiné au fait que devant une menace grandissante, l'acteur opposé peut décider lui-même d'augmenter la menace qu'il profère, qui sera répondue par une menace plus considérable, et ainsi de suite. En fait, cette logique dégénérative, ou escalade des violences, est la même que celle explicitée précédemment pour la vengeance ; à partir du moment où ni l'une ni l'autre des parties ne veut céder, chacune s'investira de manière plus hostile dans le conflit, qu'il s'agisse de violence concrète ou de menace d'y recourir (Cusson, 1985 ; Schelling, 1986). Ainsi compris, les acteurs sociaux du conflit posent une succession de gestes rationnels qui représentent le moyen d'appréhender et de comprendre leur cheminement à l'intérieur d'une situation conflictuelle.

7. L'analyse stratégique – les prémisses d'une problématique

L'analyse stratégique est un principe analytique cardinal en criminologie. Cette démarche d'analyse prescrit un regard sur le délinquant qui, placé devant une multitude d'acteurs qui risquent de le sanctionner, est obligé d'adopter un comportement stratégique. Puisqu'il est confronté à des facteurs qui gênent réellement ou éventuellement son geste, il

est forcé d'en tenir compte et de structurer stratégiquement son acte délictueux. Ce qui se traduit par une évaluation des risques d'être pris, d'être victimisé (par la police, la victime, des témoins ou d'autres délinquants) et des efforts à déployer compte tenu des bénéfices envisagés. «L'analyse stratégique, qui conçoit le crime à la fois comme un conflit et un moyen en vue d'une fin, s'intéresse à l'interaction dynamique entre le délinquant et ceux qui s'opposent à lui (ses victimes, les forces de l'ordre, ses semblables et ceux qui condamnent son acte)» (Cusson et al., 1994 : 91-92). Dans une situation conflictuelle, un acteur social doit tenir compte de son adversaire, qui risque de lui porter préjudice, mais aussi de la tierce partie au conflit qui, elle, a une implication plus ambivalente au niveau des avantages et/ou des inconvénients que sa présence et/ou son action impliquent.

8. La tierce partie

Une triade est un système social composé de trois pôles, individus ou groupes, reliés durablement. Certaines approches sociologiques tendent à faire des triades l'unité de base des formes d'interaction sociale (Degenne et Forsé, 1994). Contrairement à Cordeau (1990) et Cusson et al. (1994), ainsi qu'aux théories sur la dissuasion, on conçoit ici la police non pas seulement comme une menace de sanction pénale, mais aussi comme un joueur supplémentaire qui exerce une influence sur une dynamique conflictuelle. Nous reprenons en fait la réaction policière pour la réintégrer dans l'équation. La police apparaît ainsi comme un troisième acteur social qui, par sa présence et/ou son action, a une influence sur la dynamique conflictuelle sise entre deux joueurs qui se règlent entre eux, sans elle ; ce sont les «third parties» (Black, 1984 et 1993 ; Cooney, 1998 ; Cusson, 1998).

Il est pratiquement impossible qu'aucun désaccord ne survienne à un moment ou à un autre entre deux acteurs d'une triade. Lorsqu'il survient, le rôle du tiers est déterminant dans la suite des événements ; ce troisième acteur est appelé à jouer le rôle de pacificateur ou de semeur de zizanie pour reprendre les termes de Cusson (1998). On lui reconnaît alors trois stratégies possibles ; la médiation, le *tertius gaudens* et le despotisme (Degenne et Forsé, 1994). Dans le cas de la stratégie du médiateur, le tiers sert d'intermédiaire et aide à la négociation. Il est toutefois nécessaire qu'on lui reconnaisse une certaine neutralité de part et d'autre. Le tiers qui opte pour la stratégie du *tertius gaudens*, ou du «laughing third», tire avantage du conflit dont les deux forces s'équilibrent ; chacune des parties

cherche à s'allier au tiers pour influencer le rapport de force en sa faveur. Ce dernier a alors la possibilité de jouer des deux côtés, de faire monter les enchères et de sortir gagnant par le biais de l'épuisement des deux parties. La stratégie du despote se résume à «diviser pour régner». Le tiers alimente le conflit entre les parties afin que leur coalition devienne impossible. Peu importe la stratégie, ce qu'il est important de retenir c'est que la présence d'un tiers influence nécessairement l'issue du conflit. «C'est pourquoi une triade ne se réduit jamais à la somme de trois dyades» (Degenne et Forsé, 1994 : 143).

On ne reconnaît pas à la police un attachement particulier à l'une de ces stratégies plus qu'aux autres. Elle peut effectivement adopter chacune de ces stratégies. Pour le cas du médiateur, on pense à l'exemple du policier qui tente de calmer une altercation entre voisins. Pour ce qui est de la stratégie du *tertius gaudens*, on pourrait se référer à la négociation avec des trafiquants pour en faire des agents sources. Le policier qui opte pour la stratégie du despote peut utiliser l'information et les sources qu'il possède pour semer la zizanie dans un groupe criminel afin de l'amener à se compromettre.

Cooney (1998) reprend sensiblement cette logique du lien entre trois acteurs dans un conflit. Il présente par contre les alternatives du tiers sous des catégories plus générales, soit le «warrior» et le «peacemaker». Dans le premier cas, il cherche à promouvoir le recours à la violence et dans le second, il cherche davantage à rétablir la paix. En fait, en introduisant le principe de la partisanerie (partisanship) on est en mesure d'établir une première base pour comprendre comment se configure un conflit suite à l'intervention d'une tierce partie. La partisanerie est une forme de gravitation sociale selon laquelle une personne est attirée par une autre ; ce qui sous-entend qu'il y a un rapprochement social avec une partie et éloignement avec l'autre. Deux dimensions de la distance sociale sont utilisées pour donner des types de configuration du conflit. Les distances relationnelles renvoient au degré avec lequel une personne participe à la vie d'une autre. Elles réfèrent à la distance entre individus dans l'espace organisationnel. Autrement dit, une distance organisationnelle minimum se retrouve lorsque deux individus font partie du même groupe et, inversement, elle est maximum lorsqu'ils sont issus de groupes différents. Avec des combinaisons de proximité et de distance de chacune de ces dimensions, Cooney dégage

quatre configurations possibles des conflits. Pour chacune d'elles, la position du tiers prend soit la tangente du pacificateur, soit celle du semeur de zizanie. Le problème avec la perspective de Cooney (1998) est qu'elle n'englobe pas les conflits qui se situent essentiellement dans un cadre organisationnel et qu'elle ne laisse pas suffisamment de place à la nuance.

La typologie que propose Black (1993) offre un plus large éventail de rôles que peut remplir la tierce partie et permet ainsi une plus grande précision à cet égard. La nature et le degré d'intervention de la tierce partie dictent les 12 types la composant. On divise d'abord le type de rôle joué par le tiers en prenant en compte s'il est partisan ou non. L'intervention peut être de deux natures ; le tiers est soit un *supporter* (partisan), soit un *agent de règlement*. Dans le cas du supporter, il prend position pour l'une ou l'autre des parties en conflit. Inversement, l'agent de règlement demeure neutre. Ensuite, c'est le degré de son intervention, compris comme le degré d'investissement dans le conflit d'une part et le degré d'autorité d'autre part, qui permet de spécifier de quel ordre est ce rôle. Deux types n'entrent pas spécifiquement dans les deux catégories présentées précédemment. Le négociateur (*negociator*) d'abord parce que son rôle se situe entre ceux de supporter et d'agent de règlement. Son rôle hybride s'inspire des supporters, en ce sens qu'il prend parti en parlant ouvertement pour celle-ci, et des agents de règlement, puisqu'il participe à la résolution du conflit ; il représente une seule partie, mais il sert les deux. Le dernier type, le guérisseur (*healer*), est un thérapeute en quelque sorte. Son implication se définit dans le genre d'aide ou de traitement nécessaires aux deux parties. Il vise davantage à ramener la situation à la normale qu'à faire justice.

Les supporters se distinguent entre eux par le degré d'assistance qu'ils offrent, par l'étendu du risque qu'ils prennent et par la part de fardeau qu'ils portent. L'informateur (*informer*) est celui qui s'investit le moins dans le conflit. Sa participation se réduit à fournir de l'information et des faits ; il ne s'implique pas dans le conflit comme tel. Il est parfois considéré comme «commère», mais il s'agit généralement d'une personne de bon sens qui juge qu'il y a eu outrage ou qui a de la sympathie pour l'une des parties. Son rôle n'est cependant pas à négliger puisque les informations qu'il apporte sont susceptibles

d'envenimer le conflit ou de changer considérablement le rapport de force. Le conseiller (*adviser*) donne son opinion à l'une des parties sur la façon de gérer le conflit et, même s'il conseil sur la stratégie à adopter, il ne participe pas au processus comme tel. On lui reconnaît généralement un rôle d'arrière-scène, demeurant inconnu de la partie adverse. Il a un certain pouvoir sur les fluctuations du conflit en insistant sur les stratégies favorisant soit la modération, soit l'emploi de force. En tenant compte de la portée potentielle de ses opinions, il s'investit peu et risque peu par le fait même. Le troisième type de supporter, l'avocat (*advocate*), s'affiche publiquement et plaide la cause de la partie qu'il supporte. Contrairement aux types précédents, il est directement impliqué dans la gestion du conflit. Il met d'ailleurs en jeu sa propre réputation. Son rôle ne demande pas d'investissements matériels et ne s'accompagne pas de risques outre mesure. L'allié (*allie*) accepte quant à lui de prendre en charge une part du fardeau. En conséquence, il se rend vulnérable aux blessures physiques et contribue au conflit à partir de ses propres ressources. Il ne prend cependant pas tout le risque encouru par la partie qu'il défend. Comme pour les autres formes de supporters, il arrive que l'allié soit rémunéré en échange de ses services ; on pense au cas des mercenaires par exemple. On comprend qu'en raison de l'ampleur de son investissement, l'allié est fortement impliqué dans le conflit. Le dernier type de supporter, le substitut (*surrogate*), prend littéralement la place de la partie qu'il appuie. De ce fait il la soulage partiellement ou totalement de ses responsabilités et des risques. Il est important de saisir que le substitut se distingue nettement par la nature de sa conduite et par les circonstances entourant sa mobilisation, qu'elle soit volontaire ou non ; les otages sont un bon exemple de substituts non-volontaires. Peu importe la nature volontaire ou non de sa mobilisation, le substitut représente la forme la plus extrême de la prise de partie.

Lorsque l'intervention de la tierce partie est non-partisane de manière prépondérante, elle se range alors sous le thème des agents de règlement. Le «pacificateur amical» (*friendly peacemaker*) tente seulement de convaincre les parties en conflit que la situation peut leur causer plus de tort que de bien et qu'en conséquence il est préférable de cesser les hostilités. Ses actions concernent les deux parties, sans parti pris. Il cherche à mettre fin au conflit sans égard à ses causes ou à son contenu. Comme le «pacificateur amical», le médiateur (*mediator*), dans sa forme la plus pure, refuse de prendre parti, mais

contrairement à lui, il est plus enclin à décortiquer le problème et à le comprendre afin d'en arriver à une solution. Il procède en amenant les parties à travailler mutuellement à un arrangement favorable, souvent traduit en termes de compromis. Le huitième type, l'arbitre (*arbitrator*), prononce une décision quant à l'issue du conflit sans égard aux souhaits de l'une ou l'autre partie. Il donne une opinion plus qu'un verdict en ce sens qu'il n'a pas le pouvoir d'imposer sa décision. Toutefois, à l'intérieur de certaines communautés ou dans certaines situations, son opinion peut avoir la valeur de verdict de manière informelle. C'est le cas notamment lorsque ce sont les parties elles-mêmes qui ont fait appel à ses services. Le type suivant, le juge (*judge*), possède quant à lui ce pouvoir d'imposer sa décision aux parties. Il adresse la manière de séparer les parties, comme le médiateur, rend une décision, comme l'arbitre, et l'impose si nécessaire. De sens commun, on pense immédiatement aux juges qui assument une partie du contrôle social au nom de l'État, mais ce rôle peut être rempli par toute personne qui a figure d'autorité dans un groupe particulier. Enfin, le pacificateur répressif (*repressive peacemaker*) incarne la forme la plus autoritaire de tierce partie. Il est totalement indifférent aux conséquences que peut avoir l'issue du conflit sur ses participants. Son intervention est plus négative que positive, hostile et possiblement néfaste pour les parties en question. Son unique but est de mettre fin au conflit le plus rapidement possible, violemment si nécessaire. Evidemment, seulement par son nom, ce rôle est présentie pour la police, surtout pour les conflits entre bandes criminalisées. «In modern America, the police act as repressive peacemaker when feuds arise between juvenile gangs or between so-called organized crime families and, for that matter, whenever they encounter fighting or other violence (which is typically a mode of conflict management between those involved)» (Black, 1993 : 177).

Bien entendu, comme pour toutes les typologies, il ne s'agit que de types pures et statiques dans le temps qu'on ne retrouve pas nécessairement dans la réalité de manière aussi concise. Il se peut très bien, par exemple, qu'une tierce partie qui tient le rôle de médiateur décide de prendre parti après avoir pris connaissance de certaines données sur le conflit. Pour notre propos, il est pertinent de poser la question de la police dans cette typologie. D'après Black, elle peut remplir à peu près tous les rôles sans toutefois y être campé. «[...] : Though none of the roles in our typology is performed by legal officials all

of the time, all are performed by legal officials some of the time» (Black, 1993 : 121). Il est à noter que la prise de parti peut aussi être l'affaire de la police. Être partisan ne signifie pas que la prise de parti se fait exclusivement sur une base volontaire et/ou consciente. Ainsi, un policier peut très bien prendre la défense d'une partie sans en être parfaitement conscient, en calmant un adversaire agressif par exemple. De même, la police peut être inconsciemment partisane d'une partie lorsqu'elle arrête son ou ses adversaires. On comprend ici que le geste ne vise pas à favoriser cette partie. Seulement, en retirant son adversaire du conflit, la police contribue à la «victoire» par défaut de cette partie.

9. Les parties, le conflit et le tiers

La pression exercée par les autorités sur un système de relations basées sur la confiance change considérablement la donne. Dès lors, conformément à une évaluation de la confiance possible entre entrepreneurs criminels pour jauger les risques de répression ou de trahison, les variations de l'intensité du contrôle sur ce système auront pour effet de provoquer une certaine réévaluation de cette confiance. Lorsque la police exerce un contrôle plus serré, cherche des indices et des délateurs, elle exerce une pression supplémentaire (à la normale) sur certains groupes. C'est le cas notamment lorsque certains groupes ou types de commerçants de produits et de services illicites sont visés par les priorités nationales en matière de répression. Cette pression a potentiellement pour effet de créer une certaine tension dans le milieu, traduite par une tension sur des relations déjà fragiles : en présence de la menace d'être pris, dénoncés ou les deux, les délinquants réagissent en voulant se protéger et protéger leur intérêts. La méfiance qui s'installe peut se traduire par des actions visant à s'assurer que certains éléments demeurent inoffensifs, ce qui peut signifier la suppression d'une quelconque menace émanant d'un de ces éléments. Cet effet a été observé lors d'une étude sur les homicides dans le milieu criminel. Block parle ainsi de la réaction d'un délinquant devant la recrudescence de la présence policière :

«And from 1936 until 1940 an increasing number of killings would be carried out in direct proportion to the legal pressures tightening around Buchalter. Additionally, as the search for both potential and actual informers went on, the pool of suspects narrowed down to encompass primarily

professional criminals closely associated with Buchalter. Ironically enough, in trying to protect himself and his power syndicate by eliminating certain members, his syndicate itself disintegrated in a welter of killings» (Block, 1983 : 228).

La relation n'apparaît toutefois pas aussi évidente lorsqu'il existe un conflit dans le milieu criminel en question. Nous avons abordé en début d'ouvrage le conflit qui sert de terrain à ce projet, soit celui entre les bandes de motards criminalisés au Québec entre 1994 et 2001. Le contexte de la relation est particulier en ce sens que la police s'immisce dans une situation déjà tendue où les délinquants impliqués risquent déjà d'être éliminés. Les implications de la police en tant que tierce partie sont dès lors plus ambiguës. D'après la théorie que propose Black (1984, 1993), le rôle de tiers de la police tel qu'elle le joue ici colle au «repressive peacemaker». Un conflit se déroule et son objectif premier est de le faire diminuer ou, idéalement, de le faire cesser. Or, nous avons vu au paragraphe précédent que l'investigation et l'intervention policière peuvent envenimer le conflit et être source de violence. La question est donc de savoir si les forces d'application de la loi ont fait diminuer ou cesser le conflit entre les motards ou s'ils l'ont alimentées.

On peut effectivement croire qu'une réaction des délinquants devant l'intensification des mesures répressives serait un repliement plutôt qu'une augmentation de la violence. Il s'agirait en fait d'une technique de sécurisation diamétralement opposée à la violence ; au lieu d'éliminer les éléments potentiellement ou réellement dangereux, on referme le réseau et on resserre les liens à l'intérieur. On s'assure ainsi de rallier tous les éléments à la cause et d'éviter les fuites. C'est ce qu'ont observé Eckland-Olson, Lieb et Zurcher (1984) lors d'une recherche sur l'effet dissuasif de la sanction pénale. Sommairement, ils ont découvert que la sanction pénale aurait davantage pour effet la fermeture de réseaux de vente de stupéfiants et l'augmentation de leur densité ; en resserrant la cohésion et en fermant les portes à un envahisseur potentiel, les criminels en question cherchent à sécuriser leurs intérêts. On peut donc formuler une première hypothèse : *L'intensification des mesures répressives, comprises comme la présence d'une*

tierce partie, a pour effet de faire diminuer la violence létale dans le milieu de la criminalité de marché.

Toutefois, il est possible que le contraire de la précédente hypothèse soit aussi vrai. «The more probing an investigation is, the more likely it is to be littered with dead bodies» (Block, 1983 : 235). Cette hypothèse se replace bien dans le contexte d'étude visé par ce projet. Nous sommes en présence de factions criminelles, les motards, qui ont été en conflit au cours des huit dernières années. Ces événements meurtriers signifient bêtement que ces délinquants règlent leurs problèmes entre eux ; ce sont des «joueurs» qui sont autonomes dans leur univers. Or, un troisième joueur vient interférer dans cette dynamique, la police. De la même manière qu'on le présente dans les théories sur le «third parties», ce troisième pôle exerce hypothétiquement une influence sur la dynamique se déroulant déjà entre les autres joueurs. Cette influence est de deux ordres. D'abord, en intensifiant le contrôle, les autorités créent un climat de suspicion entre les délinquants. Ensuite, en retirant des délinquants du milieu via la répression, les forces policières créent un vide. Comme tout vide tend à se remplir, ces postes laissés vacants sont convoités par les autres délinquants. Ce qui a pour effet d'instaurer un climat de compétition où la violence apparaît comme un moyen d'éliminer les aspirants rivaux. Il est à noter que ces effets ne sont pas mutuellement exclusifs. Ajoutons finalement que, contrairement à ce qu'on pourrait penser, l'intervention policière n'est pas un gage de paix (Black, 1984 et 1993 ; Cooney, 1998). Ainsi donc, une seconde hypothèse s'articule de la façon suivante : *L'intensification des mesures répressives de contrôle social, comprise comme la présence d'une tierce partie, a pour effet de faire augmenter la violence létale dans le milieu de la criminalité de marché.* Pour valider ou invalider ces hypothèses, une combinaison de l'analyse stratégique et de l'analyse de tendances sera utilisée.

En somme, le mode de vie criminel est particulier en ce sens que ses acteurs sociaux n'ont pas accès aux lois, contrats et instances d'arbitrage pour gérer leurs activités économiques et leurs conflits. Il est impossible que des conflits ne surviennent pas entre eux à un moment ou à un autre et leur situation particulière, c'est-à-dire en dehors des cadres législatifs de l'État, les obligent à les régler eux-mêmes. L'homicide fait partie des

moyens qui s'offrent à eux pour y parvenir. Le type d'homicide dont il est question ici, le règlement de compte, a fait l'objet d'une étude qui révèle entre autre qu'il agit comme agent de dissuasion endogène en plus de la dissuasion pénale. Sa fonction d'agent de dissuasion, qui est inégalement répartie dans la population délinquante, est fortement tributaire des risques encourus par le contrôle ; soit les saisies, les arrestations et les peines carcérales. Or, cette étude considère que ce contrôle fluctue en intensité et qu'en conséquence il aura un impact sur la fréquence des règlements de compte. Interviennent en parallèle les théories sur la tierce partie qui permettent d'avancer qu'à deux parties en conflit s'annexe toujours une troisième partie qui a une incidence sur le déroulement et l'issue du conflit peu importe le type de rôle qu'elle remplit. Ce qui suggère la question de recherche suivante : Quelle est l'influence que peuvent avoir les variations dans l'intensité de la répression sur la fréquence des violences létales lors d'un conflit dans le milieu criminel ?

Chapitre II – Données et méthode

Au cours de ce chapitre, il sera tour à tour question des données et de la méthode utilisées pour vérifier les hypothèses émises plus tôt. Les données se présentent en quatre parties : le conflit, ses victimes, les parties impliquées et le contrôle. La partie sur le conflit expose le contexte de la période à l'étude, soit une série d'hostilités qui servent de matière première à ce mémoire. La seconde partie se compose justement de la description de la banque de données des victimes et d'une explication des transformations qu'elle a subie. Une autre partie servira à conceptualiser les parties au conflit. Enfin, nous traiterons des données relatives au contrôle formel. L'intérêt portera surtout sur l'historique du conflit qui s'est effectué, sur la cueillette des données ainsi que sur leur validité. En fin de parcours, nous verrons en quoi les particularités de ces données dictent l'approche analytique et en quoi cette approche consiste.

1. Terminologie

Certains des termes employés tout au long de ce mémoire peuvent prendre différents sens et confondre le lecteur sur les analyses ainsi que sur les résultats qui en découlent. Pour éviter ce problème d'interprétation et pour faciliter la lecture, ces termes sont ici définis de manière opératoire.

1.1. L'attentat

L'objet de cette étude se concentre autour des cibles des règlements de compte. Ainsi, que la cible ait été tuée ou non importe peu, c'est le fait d'avoir attenté à la vie du ou des individus qui nous intéresse. C'est dans cette optique que les meurtres et tentatives de meurtre seront confondus dans la notion d'*attentat*. De plus, l'utilisation du mot victime renvoie à la fois aux victimes de meurtre et aux victimes de tentative de meurtre. Lorsque viendra le temps de les distinguer, elles seront nommées sous leurs vocables respectifs. Les individus disparus ne font pas partie de cette catégorie puisqu'on ne peut raisonnablement pas se prononcer sur ce qu'il est advenu d'eux. On peut difficilement dire avec assurance s'ils ont été tués ou s'ils sont en cavale.

1.2. Les bandes de motards criminalisés

À la suite du traitement médiatique qui en a été fait, l'expression *motards* désigne les bandes de motards criminalisés pour la majorité des Québécois. En réalité, ce terme désigne tout simplement les individus qui conduisent une moto. Or, ici, les expressions bandes de motards criminalisés, motards criminalisés et motards seront toutes utilisées pour désigner le même groupe.

2. Les données

Les données utilisées pour ce mémoire se composent d'informations relatives aux victimes du conflit, aux différentes escouades mises en place pour contrer le conflit, aux arrestations faites et à certains événements susceptibles d'influencer le niveau de tension dans le milieu. Ces données proviennent de deux sources. En ce qui a trait aux victimes, elles proviennent d'une banque fournie par la Sûreté du Québec. Elle a été créée et alimentée par un enquêteur et une analyste de ce corps de police. Les données concernant les escouades, les arrestations et les événements sont principalement tirées des journaux. Une partie d'entre elles ont toutefois été obtenues par des entrevues non-enregistrées avec des enquêteurs ainsi que par le biais d'autres recherches (Gignac, 2001 ; Turcotte, 2003).

2.1. Le conflit

La période à l'étude représente ce que certains ont nommé «la guerre des motards». Bien que l'histoire du monde interlope québécois soit ponctuée de quelques conflits impliquant les motards (voir Cordeau, 1990 et GRC/RCMP, 1999), celui dont il est question ici est particulier. Il se démarque principalement par sa durée, son intensité ainsi que par les réactions du public et des autorités. Quoi qu'il existe un certain consensus sur le début de ce conflit, on retrouve tout de même des divergences d'opinion à cet égard. On dit dans les milieux officiels⁷ (Laroche, 1997 ; Ménard, 1997 ; Desjardins, 2000) et dans les médias (Cédilot, 1995) qu'il s'est amorcé en 1994. Plus précisément, les hostilités ont commencé avec l'assassinat de deux individus acoquinés aux Rock Machine (RM) aux mois d'octobre et de novembre de la même année. On tend aussi à croire qu'il a franchi le

⁷ Les milieux pratiques, policiers et gouvernementaux sont considérés comme faisant partie de cette catégorie (Morselli, Turcotte et Petit, 2003).

point de non-retour avec le meurtre d'un membre en règle des Hells Angels (HA) à l'été 1995 (Turenne, 1996). Lors d'une entrevue donnée à un journaliste, un enquêteur de Carcajou mentionne que le conflit a commencé avec le meurtre d'un sympathisant des HA en juillet 1994 et avec la tentative de meurtre sur un membre d'un club affilié aux HA le même jour (Laroche, 1997). D'autres pensent par contre que ce conflit a vraiment pris son envol avec le meurtre de Glen Cormier en janvier 1996 (Beaulieu, 2000). On prétend que c'est avec ce meurtre que le conflit se serait étendu à la région de Québec (Carignan, 1997 ; Vaillancourt, 1997 ; Lavoie, 1998).

Pour les besoins de l'exercice, le début de ce conflit sera fixé à janvier 1994. Premièrement, parce que plusieurs événements violents et non-mortels ont eu lieu dès les débuts de 1994. Deuxièmement, parce que les tensions à l'origine d'un conflit naissent bien avant l'élément déclencheur des hostilités. Pour le cas qui nous concerne, on pense dans les milieux officiels que les tensions à l'origine du conflit découlent des aspirations de grandeur des Hells Angels (Laroche, 1997).

Pour ce qui est de la fin du conflit, les données disponibles couvraient la période se situant entre 1994 et 2001 inclusivement. Sans affirmer de manière certaine que le conflit a pris fin à ce moment, nous considérons qu'en raison de la diminution substantielle du nombre de victimes au cours de la dernière année, et en regard des données partielles de 2002, que 2001 est la dernière année de ce conflit. Bien que des attentats se soient produits par la suite, leur faible nombre comparativement à la période à l'étude et le temps les séparant laissent croire à un adoucissement considérable des tensions. Prenons aussi en compte qu'il n'existe pas de conflit qui n'enregistre pas d'escarmouches sporadiques entre les parties après sa fin officielle.

Le choix des motards criminalisés comme sujet d'étude du conflit en milieu criminel est en partie accidentel. D'abord, les données sur les victimes étaient disponibles. Tous les homicides qui sont présumés être liés au conflit sont répertoriés dans cette banque. Elle a été obtenue grâce à la collaboration du chef du Service de l'analyse et de la documentation de l'information criminelle de la Sûreté du Québec. Les détails de la

composition de cette banque seront abordés au cours de la section suivante. Ensuite, le conflit est particulier sur les plans du nombre de victimes, de l'attention qu'il a suscité et de la réaction qu'il a provoqué dans la population et chez les autorités. Au cours de cette période, et même encore aujourd'hui avec les procès qui s'étirent, les médias y ont consacré un nombre impressionnant d'articles. Compte tenu de certaines difficultés rencontrées lors de la cueillette, et dont il sera question plus loin, cette masse d'information apparaît comme un avantage indéniable. Une troisième raison est que ce conflit est, en soi, une opportunité d'étude exceptionnelle. Rares sont les conflits dans le milieu criminel qui prennent cette ampleur et qui suscitent autant de réactions de la part des autorités, de la population et des médias. On peut effectivement dire sans trop d'imprudence qu'il a provoqué une mobilisation des autorités comme on l'a rarement vu dans l'histoire judiciaire québécoise. Enfin, une dernière raison s'appuie sur la visibilité des motards. Ces groupes criminels précis offrent l'avantage d'arborer des traits particuliers (vestes, badges, repères, motos) qui facilitent grandement leur identification au travers monsieur et madame tout le monde. Et ce qui n'est pas étranger au point précédent, ils ont fait parler d'eux dans le passé ; on pense surtout à la tuerie de Lennoxville en 1985 et à la guerre qu'ils ont livrée aux Outlaws à la fin des années 1970.

2.2. Les victimes et les événements

Les meurtres et tentatives de meurtre de ce conflit au sein du milieu criminel représentent la matière première de ce mémoire. La banque de la Sûreté du Québec répertorie toutes les victimes présumées liées à ce conflit entre le 1^{er} janvier 1994 et le 31 décembre 2001. Elle contient deux catégories d'informations. D'abord, des informations sur la victime comme telle : son affiliation (HA ou RM), son club d'appartenance et son statut dans le club. On y trouve ensuite des données circonstanciées à propos de l'événement meurtrier. Il s'agit de la date, du lieu, du type d'arme utilisée ainsi que du type d'infraction (meurtre, tentative de meurtre ou disparition). À l'aide de la revue annuelle des homicides au Québec d'Allo Police⁸, nous avons également recueilli l'âge pour 149 de ces victimes.

⁸ La valeur de cette source de données en ce qui a trait aux homicides a déjà été validée lors des travaux de Cordeau (1989, 1990) ; environ 10% des homicides ne se retrouvent pas dans cette revue annuelle.

Pour les huit années de ce conflit, 127 meurtres et 90 tentatives de meurtre ont été retenus pour les analyses. Près de 50% de ces victimes sont d'allégeance Hells Angels tandis que 38,9% se situent du côté Rock Machine ; le reste se répartissant entre d'autres groupes criminalisés et des trafiquants indépendants.

Toute banque de données pose la question de la validité des cas qui y sont répertoriés en terme d'exhaustivité, et ce tout particulièrement lorsqu'il s'agit de crimes. Le chiffre noir de la criminalité touche plusieurs catégories de crime. À notre avantage par contre, les homicides représentent la catégorie de crime la mieux rapporter pour des raisons évidentes de transparence. D'abord, parce qu'il apparaît difficile pour le commun des mortels de cacher un cadavre. Ensuite, parce que le crime est suffisamment grave aux yeux de la quasi-totalité des gens pour faire l'objet d'une dénonciation systématique et, parallèlement, d'une enquête de la part des autorités (Cordeau, 1990 ; Ouimet, 1998). La banque recense toutes les victimes de ce conflit, qu'elles soient motards ou non. Ainsi, la banque originale compte un total de 363 victimes pour les huit années du conflit. Le tableau 1 présente leur répartition selon leur affiliation et le résultat de l'attentat.

Tableau 1. Répartition des victimes de la banque originale selon leur affiliation et le résultat de l'attentat

	HA	RM	Autres clans	Affiliation Inconnue	Victimes innocentes	Total
Meurtres	77	52	24	9	8	170
	45,3%	30,6%	14,1%	5,3%	4,7%	100%
	47,5%	41,9%	61,5%	60%	34,8%	46,8%
Tentatives de meurtre	72	71	15	5	15	178
	40,4%	39,9%	8,4%	2,8%	8,4%	100%
	44,4%	57,3%	38,5%	33,3%	65,2%	49,0%
Disparition	13	1		1		15
	86,7%	6,7%		6,7%		100%
	8,0%	0,8%		6,7%		4,1%
Total	162	124	39	15	23	363
	44,6%	34,2%	10,7%	4,1%	6,3%	100%
	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Ce n'est bien évidemment pas l'ensemble de ces 363 victimes qui sont impliquées dans le milieu criminel de manière active. Une partie d'entre elles représente des victimes innocentes, c'est-à-dire des individus qui n'ont rien à voir avec le conflit qui oppose les

motards. Dans l'immédiat, on peut voir que 6,3% des victimes sont dans cette situation. Toutefois, à la consultation de la banque, on s'aperçoit que certaines des victimes ont tout simplement eu la malchance d'être en compagnie de la cible lors de l'attentat, principalement des conjointes et des amis. De plus, l'affiliation est inconnue pour 4,1% des victimes. Après cette première validation, 325 victimes liés plus clairement au demeurent.

Qu'en est-il de l'implication de ces 325 individus dans le monde interlope et/ou avec les motards et de l'attentat dont ils ont été victime ? Ces deux derniers points ont motivé une validation de la banque. Elle avait tout simplement pour objectif de s'assurer que la présence de chaque individu dans cette banque était justifiée. Deux informations ont été systématiquement vérifiées pour chacune des victimes de cette banque, son appartenance au milieu ainsi que l'existence d'un lien avec les motards et l'existence véritable d'un attentat à sa vie. Pour ce faire, deux sources de données ont été consultées, soit les revues annuelles des homicides d'Allo Police et les principaux quotidiens parus au cours des huit années de ce conflit. Le quotidien Allo Police a été consulté à la Bibliothèque des archives nationales. La Revue annuelle des meurtres paraît à chaque début d'année, généralement entre la deuxième et la troisième parution du journal. Les autres quotidiens ont été épluchés via le site «Bibliobranché» en format électronique. Ce site internet répertorie les articles de plusieurs quotidiens québécois. En tout, six journaux ont été utilisés : Le Soleil (Québec), La Presse (Montréal), Le Nouvelliste (Trois-Rivières), La Tribune (Estrie et Cantons de l'Est), Le Devoir et Le Droit (Hull-Gatineau). Cette technique recèle deux lacunes. D'abord, deux quotidiens à large diffusion ne sont pas disponibles via ce service, soit le Journal de Québec et le Journal de Montréal. Ensuite, la région du Saguenay Lac St-Jean n'est pas couverte directement par un quotidien disponible sur «Bibliobranché». Toutefois, on peut supposer que les faits d'actualité importants s'étant déroulés dans cette région sont traités dans les journaux de Québec.

Avec le nom de la victime et la date de l'attentat, il était possible de retracer les articles discutant d'une part des activités criminelles de la victime si tel était le cas et, surtout, si elles étaient connues et, d'autre part, de l'éventuel attentat qui la visait. Bien entendu, dans le cas des activités criminelles, l'épluchement couvrirait une plus grande

période de temps parce que si on pouvait trouver des articles qui contenaient à la fois l'information sur sa vie criminelle et son attentat pour la plupart des victimes, d'autres avaient des antécédents judiciaires beaucoup plus discrets. Ainsi, deux nouvelles variables ont été créées. L'une stipulant si le sujet est lié aux bandes de motards criminalisés et l'autre s'il y avait effectivement eu un attentat à sa vie conformément à la date indiquée dans la banque. Pour demeurer dans la banque, un cas devait satisfaire ces deux exigences ; ceux qui ne les rencontraient pas ou qui n'en satisfaisaient qu'une étaient exclus de la nouvelle banque qui servira ultérieurement aux analyses.

À la suite de cette validation, trois catégories de cas ont été retirées. La première catégorie tombe sous le sens, elle se compose des victimes innocentes. Ce sont les individus qui n'ont assurément pas de liens avec le milieu criminel. 6,3% des victimes entrent dans cette catégorie et, parmi eux, on compte notamment un journaliste, deux gardiens de prison et un jeune garçon. D'autres individus se retrouvent dans cette catégorie parce qu'ils ont été l'objet d'erreur sur la cible. La seconde catégorie est un peu moins évidente à départager, appelons-les les «accompagnateurs». Il s'agit principalement des conjointes et des amis des motards ou des criminels visés. Ils accompagnaient la cible au moment où l'attentat a été perpétré et ils ont aussi été touchés par les assaillants. S'ajoutent aussi des membres de la famille ou de la parenté qui ont été attaqués. Le fait d'être lié au monde des motards ou, plus largement, au monde interlope se découpe moins bien puisque pour certains d'entre eux, il est possible de croire qu'ils participent aux activités de la cible. Cependant, tous les cas de liens ambigus ont été supprimés. Trois victimes sont demeurées dans cette catégorie, la stratégie est effectivement d'éviter toute forme de spéculation.

Une troisième et dernière catégorie d'exclus est plus vague. Elle se compose de 68 individus pour lesquels nous n'avons pu valider l'une des deux variables susmentionnées, soit 18,7% de toutes les victimes. Pour 47,1% (32) d'entre elles, il a été impossible de confirmer si elle était impliquée dans le milieu et si elle avait vraiment été visée par un attentat. L'autre 52,9% (36) se compose des cas pour lesquels il a été impossible de valider l'une ou l'autre des deux variables. Ainsi, pour 63,9% de ce deuxième groupe, on n'a pu confirmer un attentat alors que pour le 36,1% restant, c'est le lien avec le milieu qui n'a pu

être confirmé. Ce tri effectué, la banque finale contient 217 individus, dont 192 appartiennent au milieu des motards criminalisés à proprement parler ; 108 d'entre eux sont apparentés aux Hells Angels, 84 aux Rock Machine. Ici, appartenir au monde des motards signifie être membre d'un des groupes principaux, d'un de leurs groupes affiliés ou être en relation d'affaire avec eux sans allégeance à d'autres clans.

2.3. Les parties en conflit

Les deux principaux groupes impliqués dans ce conflit sont les Hells Angels et les Rock Machine. Sont rangés sous ces catégories leurs groupes affiliés respectifs. En comptant tous leurs membres et ceux de leurs clubs affiliés, les HA sont de taille plus importante que les RM. En 1995, les autorités avaient répertorié 315 motards ; soit 264 du côté HA, dont 72 membre actifs, et 51 du côté RM (Vaillancourt, 1995). Ces chiffres sont conformes avec les résultats des travaux de Alain (1993) voulant que le nombre de motards se soit stabilisé à un peu moins de 300 en 1988.

La population des bandes de motards criminalisés se répartie en chapitres, concentrés dans le centre et le sud du Québec. Les HA en compte six ; ceux de Montréal et de South⁹, de Québec, de Trois-Rivières, de Sherbrooke et les Nomads, club sans juridiction définie (Crevier, 2002c). Ils ont aussi plusieurs clubs affiliés qui tapissent la carte du Québec ; ce sont les Rockers, les Evils Ones, les Rowdy Crew et les Jokers pour n'en nommer que quelques uns (Crevier, 2002a et 2002b).

Les RM comptent deux chapitres au Québec, soit un à Québec et l'autre à Montréal. Ils n'avaient à l'époque que deux clubs affiliés, les Dark Circle et les Devil's Disciples, mais les Palmers se sont affiliés à eux par la suite (Le Soleil, 27 déc. 1995 ; Desjardins, 2000). Pour les fins de la recherche, la nomenclature RM ne désigne pas que le club comme tel, mais bien tout les opposants aux HA. Ce conflit a aussi ceci de particulier qu'il a permis de vérifier la théorie de l'ennemi commun, où des parties oublient leurs différends pour

⁹ Le Chapitre de Montréal a été scindé en deux à l'été 1997 ; le Chapitre Montréal à Sorel et le Chapitre South à St-Basile-le-Grand.

s'unir contre un ennemi qu'ils ont en commun. Le premier regroupement d'opposants aux HA a pris le nom d'Alliance. Il s'agissait d'un consortium de groupes criminels et de criminels indépendants qui se sont unis pour résister aux assauts des HA. Les RM se sont ensuite ajoutés sur la liste des ennemis des HA (Desjardins, 2000). En 1997, ils ont entrepris des pourparlers avec un autre club de motards criminalisés, les Bandidos. Ailleurs dans le monde, les Bandidos sont aussi opposés aux HA. Ce n'est qu'en 2000 que les RM deviendront des Bandidos sous un statut probatoire (*Probationary* dans l'argot du milieu) (Desjardins, 2000 ; Crevier, 2002d). L'évidente continuité d'un à l'autre donne à croire qu'aucun «changement d'ennemi» ne s'est fait, mais plutôt un changement de nomenclature d'une manière générale. Bien entendu, cette observation exclut le roulement normal du «personnel» ; à ceux qui meurent, qui sont emprisonnés ou qui abandonnent tout simplement succèdent des recrues. Conformément au principe de l'ennemi commun et aux transformations effectivement observées dans le milieu au cours du conflit, ces trois groupes seront considérés comme un seul et même antagoniste.

2.4. La réaction policière

Afin de mesurer les fluctuations de l'intensité du contrôle sur les motards criminalisés au cours des huit années de la guerre, trois indicateurs ont été retenus. Ce sont les événements, la mise en place d'unités spécialisées et les arrestations.

2.5.1. Les événements

Le premier indicateur se compose de quatre événements susceptibles d'entraîner une intensification des mesures répressives via les pressions de l'opinion publique. Il s'agit expressément d'attentats sur des personnes complètement extérieures à ce conflit. En fait, pour trois d'entre eux, ce sont leurs activités professionnelles qui les relient à ce milieu. On pense ici à la gardienne et au gardien de prison assassinés respectivement en juin et septembre 1997 ainsi qu'au journaliste victime d'une tentative de meurtre en septembre 2000. La mort du jeune garçon en août 1995 est le quatrième événement. Entre le 8 août 1995 et le 31 décembre 2001, 181 articles de journaux ont été répertoriés en utilisant son nom de famille, Desrochers, et le mot «motards». Un autre type d'événements a été retenu comme susceptible d'ajouter des tensions dans le milieu parce qu'il représente une nouvelle

menace pour les groupes criminalisés en général. On soupçonne effectivement l'adoption en avril 1997 de la loi C-95 (Loi anti-gang) d'avoir eu un impact sur le milieu et sur le conflit.

2.4.2. Les escouades spécialisées

La mise sur pied des différentes escouades spéciales pour la lutte aux motards criminalisés représente le deuxième type d'indicateurs. Trois d'entre elles ont été retenues en raison de l'ampleur du déploiement policier qu'elles ont représentée. La première escouade Carcajou est apparue en 1995. En 1996, l'escouade Carcajou de Québec a été ajoutée à celle de Montréal. Enfin, les Escouades Régionales Mixtes ont été créées en 1998. Il sera question plus loin de la présentation plus détaillée de la périodicité de ces escouades. À l'apparition de ces unités spécialisées ont été ajoutés des informations permettant de quantifier (ampleur des effectifs et budgets) et de qualifier leur intervention (mandat, objectifs et stratégies sous-jacentes) (Turcotte, 2003).

2.4.3. Les arrestations

Le nombre d'arrestations faites mensuellement par les corps de police dans le cadre des escouades spécialisées¹⁰ constitue le dernier indicateur des fluctuations de l'intensité de la pression policière. Elles ont été compilées par le biais de la consultation des principaux quotidiens québécois parus pendant cette guerre. Il s'agit des mêmes sources que celles qui ont été utilisées lors de la validation de la présence des individus dans la banque des victimes. La corroboration des arrestations mentionnées dans un quotidien a été faite à l'aide d'une contre-vérification dans les autres journaux. C'est de cette manière que nous avons pu à la fois ajuster le nombre d'individus effectivement arrêtés lors d'un événement et vérifier les allégations parallèles, soit l'affiliation et le grade lorsque l'information était citée. On enregistre un total de 1089 arrestations de motards criminalisés et de gens gravitant dans leur entourage pour les huit années du conflit. Il est évident que ce ne sont pas 1089 personnes différentes qui ont été arrêtées ; certaines d'entre elles ont dû l'être plus d'une fois.

¹⁰ Ce sont essentiellement les corps municipaux, la police de la Ville de Montréal, la Sûreté du Québec et la Gendarmerie Royale du Canada.

Afin de valider notre estimation des arrestations, nos données ont été comparées à celles divulguées lors de bilans publics de la police. Un premier bilan fait état de 77 arrestations faites par l'escouade Carcajou entre septembre et mars 1995 (Le Soleil, 17 mars 1995 : A5). Notre banque en indique 56 pour la même période. Ainsi, nos arrestations enregistrées sont sous-estimées de 27,3%. Il est aussi possible que les arrestations compilées n'ont pas toutes été faites par ces escouades spécialisées. Elles peuvent notamment avoir été faites par la section des Crimes contre la personne de la SQ et celle des Homicides du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM). On peut toutefois penser qu'en regard de l'exclusivité des unités spécialisées sur l'investigation du phénomène des bandes de motards criminalisés (Turcotte, 2003), la plupart d'entre elles ont été faites dans le cadre de leurs activités. Un second bilan indique 553 arrestations entre la mise sur pied de Carcajou (1995) et août 1998 (Ménard et Marceau, La Presse, 13 août 1998) ; on en compte 411 entre le premier octobre 1995 et le premier août 1998. Notre estimation des arrestations couvre cette fois 74,3% des arrestations que les autorités disent avoir fait. En somme, on peut dire que, de manière générale, l'indicateur que nous utilisons mesure un peu plus de 70% du nombre des arrestations vraiment faites. Cette estimation nous convient largement compte tenu des difficultés rencontrées à obtenir des informations officielles. Effectivement, des demandes d'accès aux données officielles ont été faites à plusieurs reprises auprès des corps policiers. Elles ont toutes été refusées. Enfin, cette perspective permet une approche plus prudente que téméraire de la réelle ampleur de l'action des autorités dans ce conflit.

Chacune des escouades sera organisée de manière à situer sa période d'opération au cours du conflit. À chacune de ces périodes s'annexent des séquences d'arrestations et un nombre mensuel d'arrestations qui seront analysés en regard de leurs fluctuations et de leurs impacts sur la tendance des attentats.

Ainsi, la majeure partie de la tâche pour cette portion du projet était de ventiler la banque des victimes du conflit et de faire la cueillette des indicateurs avec le plus de

justesse possible. Pour la portion suivante, l'exercice consiste à organiser les données en séries chronologiques de manière à pouvoir croiser les différentes variables.

3. L'approche analytique

Une approche quantitative combinant une partie descriptive et une analyse temporelle a été privilégiée. La méthodologie utilisée se répartie principalement en deux phases. Une partie descriptive sur les données composant les tendances et une seconde sur l'analyse des tendances elles-mêmes. La partie descriptive portera, pour le chapitre III, sur les attribuent des victimes et des attentats et, pour le chapitre IV, sur les caractéristiques du contrôle. De la même façon, l'analyse de tendances portera sur le conflit uniquement sur le conflit au chapitre III et sur le conflit et le contrôle au chapitre IV.

Les données ont été compilées et organisées sur une base mensuelle. La série s'étend de janvier 1994 à décembre 2001. Elle contient par conséquent 96 unités de temps. En ce qui a trait à la présentation graphique des tendances, le problème de l'irrégularité de la série des victimes d'attentats se pose. Il existe effectivement de grands écarts d'un mois à l'autre. Si certains mois comptent beaucoup de victimes, comme celui de septembre 1995, d'autres n'en comptent aucune et ces écarts se présentent dans des unités de temps rapprochées. Pour pallier à ces difficultés, les séries seront d'abord atténuées avec une moyenne mobile afin de niveler les écarts et d'en faciliter la lecture. Le principe de la moyenne mobile consiste à faire une moyenne de la donnée au temps X en utilisant les données aux temps X_{-1} et X_{+1} . Il a été choisi que cette moyenne mobile se ferait sur la base de trois unités de temps, soit un mois de part et d'autre du mois à calculer. De cette manière, nous ne perdons qu'une unité de temps à chaque bout de la série et les valeurs ne sont pas distillées à outrance, ce qui serait le cas par exemple si la moyenne s'appuyait sur 5 ou 7 unités temporelles.

3.1. L'incompatibilité d'ARIMA

Il existe une panoplie de modèles d'analyse de séries chronologiques. Bien que certains soient difficilement applicables à notre sujet, d'autres semblent valoir le détour, notamment l'ARIMA¹¹. Cette méthode d'analyse est utilisée principalement à trois fins ; pour identifier des modèles (patterns) dans des séquences corrélées avec elles-mêmes (effet d'enchaînement), pour tester l'impact d'interventions et pour prédire des événements futurs (Tabachnick et Fidell, 2001). Un des avantages importants de cette méthode est qu'elle offre la possibilité de contrôler l'interdépendance des observations entre des unités temporelles rapprochées. Dans cette optique, les observations entre périodes de temps rapprochées deviennent des prédicteurs des unités subséquentes. En permettant de contrôler pour ces paramètres auto-régressifs, cette méthode analytique ouvre la porte à une évaluation plus juste de l'effet d'autres prédicteurs. En plus de ces observations à des unités de temps rapprochées, on peut contrôler pour les effets de périodicité. Est entendu par effets de périodicité la correspondance entre certaines périodes similaires de la série, les saisons par exemple (Mélard, 1990 ; Kennedy, 1998).

Toutefois, cette méthode est incompatible avec nos données, soit nous ne respectons pas le postulat du nombre d'unité de temps, soit nous ne remplissons pas celui du nombre nécessaire de cas par unité de temps. Comme il en a été question précédemment, lorsque la série est organisée en mois, plusieurs de ces mois ne comptent aucune victime. Inversement, pour pallier à ce problème de mois sans victime, la série a été agrégée en trimestres. Avec les 32 trimestres, nous ne couvrions pas les 42 unités de temps minimum nécessaires pour utiliser le modèle ARIMA. Violer le postulat du nombre d'unités de temps minimum ou du nombre de cas minimum aurait été trop flagrant ici pour pouvoir envisager cette alternative. Dans l'optique de s'assurer que nos données ne concordaient pas avec ce modèle d'analyse, un test ARIMA a tout de même été fait. Les seuls résultats qu'il a été possible de tirer sont à l'effet que le meilleur prédicteur des fluctuations du nombre de victimes d'attentats, c'est le nombre de victimes lui-même. Les termes de régressions de

¹¹ Auto-Regressive Integrated Moving Average, ou auto-régression intégrant une moyenne mobile.

chacune des variables indépendantes alors sélectionnées¹² suggéraient une relation négative et non significative où la présence du contrôle et son intensification avaient pour effet de faire diminuer le nombre mensuel de victimes. Nous avons donc opté pour une analyse des tendances.

Pour les analyses portant sur le milieu criminel exclusivement, il s'agissait principalement de trois types de tendances. La courbe des tendances générales recoupe toutes les victimes du conflit, peu importe leur affiliation. Par la suite, elle a été divisée afin d'avoir les tendances distinctes du nombre de victimes d'attentats sur des Hells Angels et sur des Rock Machine. L'analyse du contrôle a subi la même opération ; il d'abord été question des arrestations en général et ensuite des arrestations par clan. Ont cependant été ajoutées à ces courbes les variables que sont les événements et les mises sur pied des différentes escouades.

Deux transformations plus particulières ont servi aux analyses du conflit pris isolément. La première visait à construire un graphique ne contenant que le nombre pur de victimes par unité de temps. Par nombre pur est entendu le surplus de victimes obtenu via la soustraction du nombre de victimes faites dans chacun des clans. En utilisant toujours le même ordre de soustraction, ici le nombre de victimes des RM soustrait à celui des HA ($HA - RM$), il était possible d'avoir un indice d'avantage pour chaque unité de temps. Par exemple, si les RM ont six victimes et que les HA en ont quatre pour un mois précis ($4 - 6 = -2$), on peut conclure à un avantage des HA qui ont fait deux victimes de plus chez l'adversaire. Bien entendu, ce procédé ne tient pas compte d'éventuelles purges internes, ou règlements de compte à l'intérieur même de l'organisation. Compte tenu des informations disponibles au moment de faire les analyses, l'identification des cas de purges internes tenait davantage de la spéculation imprudente sur des bases incertaines que du raisonnement scientifique. La deuxième transformation a pour objectif de présenter la logique de l'enchaînement des attentats tout au long de la série. Pour ce faire, les

¹² Le nombre d'arrestations, l'arrivée de Carcajou Montréal, l'arrivée des Escouades Régionales Mixtes et l'opération Printemps 2001.

événements meurtriers ont été organisés selon leur ordre chronologique, peu importe le temps les séparants.

Les données qui viennent d'être présentées vont être utilisées d'abord pour présenter le conflit pris isolément et ensuite pour présenter le conflit, remis dans le contexte de la réaction policière. Au prochain chapitre, une première partie présentera une partie plus descriptive des victimes de ce conflit. Par la suite, il sera analysé sous l'angle des tendances du nombre mensuel de victimes et sous celui de l'enchaînement des attentats, un attentat étant compris comme un événement où l'on attend à la vie d'un ou de plusieurs individus. Le quatrième chapitre suivra sensiblement la même formule. Une partie décrivant la réaction du public et la réaction policière au conflit précédera une partie où la dynamique conflictuelle sera ré-analysée en tenant compte de ces nouveaux éléments.

Chapitre III. Violences collectives en milieu criminel

Ce conflit entre les motards criminalisés est l'un des plus violents et des plus intenses de l'histoire criminelle du Québec. L'objectif général de ce chapitre est de le présenter en ces termes et de voir quelles sont les tendances qui s'en dégagent. Plus spécifiquement, nous tenterons d'abord de dégager des indices nous permettant de croire que le conflit ne répond pas que de lui-même, mais qu'il est aussi assujéti à une influence extérieure.

1. Les motards

1.1. Le phénomène des motards criminalisés au Québec

Le Québec des années 1960 voit naître plusieurs groupes de motards criminalisés (Alain, 1993). Bien que quelques-uns d'entre eux prennent place dans des villes, la plupart proviennent des milieux ruraux. Ils forment de petits groupes plus ou moins organisés affairés à une petite délinquance. C'est l'époque au cours de laquelle ils ont acquis leur image de sbires ainsi que de personnages rustres et malpropres. À la même époque, les grands clubs de motards américains se font connaître par divers événements fortement médiatisés (Gignac, 2001). On compte notamment les Hells Angels et les Outlaws parmi ces grands clubs. Au cours des années 1970, on assiste à la consolidation de ces groupes ruraux en quelques bandes plus centralisées, principalement sous la bannière de ces grands clubs américains. C'est en 1977 qu'est créé le premier club Hells Angels québécois avec la création du Chapitre de Montréal (Alain, 1993 ; Gignac, 2001).

Alain (1993) présente l'évolution des clubs de motards québécois en trois phases, entre 1971 et 1988. La première, entre 1971 et 1978, se traduit par l'expansion du phénomène et l'arrivée en sol québécois des deux principaux clubs américains, les Hells Angels et les Outlaws. La phase suivante est sise entre 1978 et 1983 et se caractérise par une stabilisation des effectifs parallèlement à une augmentation des attentats. C'est au cours de cette période que les deux principaux clans s'entrechoquent. Enfin, la dernière phase se distingue par une diminution régulière et brutale des effectifs. On assiste effectivement à une baisse importante de la population des motards qui passe de 800 en 1983 à un peu moins de 300 en 1988. Selon l'auteur, cette diminution s'explique par l'augmentation de

deux types de risques associés à l'appartenance à un club de motards. D'abord, la notion de risques endogènes élaborée par Cordeau (1989 et 1990). Cette notion a déjà été abordée précédemment. Rappelons seulement qu'il s'agit du risque d'être victime du milieu. Ensuite, les risques exogènes qui se regroupent essentiellement sous la sanction pénale. D'une phase à l'autre, les risques d'arrestations augmentent.

1.2. La stratification chez les motards

Les clubs de motards criminalisés se caractérisent par une certaine hiérarchie formelle ainsi que par l'affichage claire de leur appartenance et de leur grade. Leurs «couleurs», leurs vestes et leurs locaux ne sont que les exemples les plus saillants de l'exposition de leur allégeance. La première distinction à faire porte sur le groupe d'attache. Il y d'abord les Hells Angels, groupe officiel, qui se compose de chapitres qui ont chacun leur juridiction territoriale et des clubs-écoles sous leur responsabilité¹³. Ces clubs-écoles, parfois appelés clubs affiliés, sont d'autres groupes de motards qui représentent, en quelque sorte, un bassin de main-d'œuvre et de remplacement (Crevier, 2002a, 2002b, 2002c et 2002f). La plupart des motards doivent gravir les échelons d'un club-école avant de gravir ceux des Hells Angels. Il peut toutefois arriver que certaines personnes passent directement aux Hells Angels (Crevier, 2002a et 2002f). Généralement, il y a quatre statuts officiels dans les clubs-écoles. Du bas de l'échelle vers le haut, un individu doit passer par les statuts de *Friends*, de *Hangaround* et de *Striker* pour accéder au rang de membre ou *Full Patch*. Une fois atteint le grade de *Full Patch* d'un club affilié, l'individu doit reprendre au bas de l'échelle chez les Hells Angels (Crevier, 2002e et 2002f). Les statuts sont les mêmes à la différence que l'individu qui se rend au grade de *striker* est plutôt appelé un *Prospect*. Parallèlement à ces grades officiels existe une catégorie d'individus qui gravitent dans l'entourage immédiat des motards, les *relations d'affaire*, que l'on nomme parfois *sympathisants* (Crevier, 2002a, 2002b, 2002c, 2002e et 2002f). Ce sont des individus qui entretiennent des contacts avec des motards sans avoir leurs «couleurs».

¹³ Sauf le Chapitre de Sherbrooke qui n'a pas de clubs-écoles reconnus.

Mis à part la subdivision d'un grade en deux au sein des Rock Machine ou, plus tard, des Bandidos, le principe de fonctionnement est le même (Crevier, 2002d). Au cours des pages qui suivent, nous emploierons une nomenclature s'articulant autour de ces notions et de leurs différents synonymes. Précisons dès maintenant qu'un membre en règle est un individu qui a atteint le statut de *Full Patch* dans son club d'attache. Sera aussi utilisé le terme *patchés* pour désigner tout ceux qui portent des couleurs sans être *full patch*, ce qui exclut les *relations d'affaire* et les *sympathisants*.

1.3. Le conflit et ses victimes

Pour les huit années du conflit, on enregistre annuellement un nombre moyen de 23,6 victimes d'attentat. Pour la même base temporelle, on compte en moyenne 13,3 victimes HA et 10,4 victimes RM. 1995 est sans conteste l'année la plus meurtrière avec ses 43 victimes, suivie de près par 1998 avec 38 victimes. La moyenne d'âge des victimes se situe à 35,3 ans, ce qui est légèrement plus élevé que ce qu'ont obtenu Cordeau (1989, 1990) et Gignac (2001). Dans l'étude de Cordeau, l'âge moyen des victimes de règlement de compte était de 31,3 ans. Cette moyenne repose toutefois sur des victimes de l'ensemble de la population criminelle et non seulement sur les motards criminalisés. À l'appui de Cordeau, Gignac obtient une moyenne de 32,6 ans pour les victimes de règlements de compte chez les motards. Elle puise ses données de la même source qui sert d'assise à la présente recherche, à la différence qu'elle se concentre uniquement sur les meurtres¹⁴ commis sur le territoire de ce qui était auparavant la Communauté urbaine de Montréal. Mais cette augmentation de l'âge des motards confirme ce qu'avaient avancé Tremblay et al. (1989) à l'effet que la population des motards criminalisés se caractérisait par des membres de moins en moins nombreux, mais de plus en plus vieux. L'âge moyen des victimes de chacun des clans est sensiblement le même ; 34,4 ans pour les HA (médiane = 32 ; écart type = 8,77) et 34,7 ans pour les RM (médiane = 34,5 ; écart type = 7,59). Le tableau 2 présente la répartition des 217 victimes de ce conflit d'après leur clan d'appartenance et selon le type d'attentat dont elles ont été victimes.

¹⁴ Nos travaux portent davantage sur les cibles, étant compris comme les meurtres et les tentatives de meurtre et couvre l'ensemble du territoire québécois. De plus, notre période à l'étude compte une année de plus, soit de 1994 à 2001 inclusivement.

Tableau 2. Répartition des victimes du conflit selon le clan et le type d'attentat

	Meurtres	Tentatives de meurtre	Total
HA	64	44	108
	59,3%	40,7%	100%
	50,4%	48,9%	49,8%
RM	44	40	84
	52,4%	47,6%	100%
	34,6%	44,4%	38,7%
Autres clans	19	6	25
	76%	24%	100%
	15%	6,7%	11,5%
Total	127	90	217
	58,5%	41,5%	100%
	100%	100%	100%

Le nombre de victimes est légèrement plus élevé du côté HA que du côté RM. Aussi, bien que la différence ne soit pas statistiquement significative, le pourcentage de meurtres est plus élevé chez les HA que chez les RM. Des 108 victimes d'attentats sur des HA, 64 (59%) se sont soldés par la mort, alors que ce même taux est de 52% pour les RM. Cette différence est aussi observable d'une manière générale puisque 58,5% des victimes sont effectivement décédées. Il faut aussi noter que malgré le nombre beaucoup plus restreint de victimes issues des autres clans, 11,5% du total des victimes du milieu, la proportion de meurtre (76%) est plus importante que chez les HA et les RM. Il est possible que cette disproportion s'explique par un comportement moins prudent de ces individus par rapport à ceux qui gravitent à l'intérieur de l'une ou l'autre des bandes de motards criminalisés. Ne se sentant pas concernés par le conflit, notamment à cause de leur appartenance ni à l'un ni à l'autre des deux bandes de motards, ils sont moins prudent et, par conséquent, des cibles stratégiques plus faciles à atteindre.

Tableau 3. Répartition des victimes selon leur statut, le type d'attentat le clan d'appartenance

	HA		RM	
	Meurtre	Tentative de meurtre	Meurtre	Tentative de meurtre
Full Patch du club officiel	5	5	14	10
Patché du club officiel	4	1	7	8
Patché d'un club affilié	5	8	4	5
Relation d'affaire	47	29	19	16
Statut inconnu	3	1	0	1
Total pour le clan	108		84	

Le tableau 3 présente la répartition du nombre de victimes selon leur statut reconnu et le type d'attentat dont ils ont été victimes selon leur clan d'appartenance. On remarque immédiatement que les relations d'affaires sont considérablement plus visées que n'importe lequel des autres statuts. Les explications sont nombreuses et non-mutuellement exclusives. La population des relations d'affaires est plus importante que la population des motards qui portent les «couleurs». On peut aussi présumer qu'ils bénéficient de moins de protections que les membres hauts gradés (Crevier, 2002a, 2002b, 2002c, 2002d, 2002e). De plus, ils sont plus souvent touchés dans des attentats à victimes multiples. Effectivement, 16 des 23 attentats qui ont fait plus d'une victimes avaient parmi elles au moins une relation d'affaire et neuf n'ont visé que des relations d'affaire. On doit aussi tenir compte de la qualité potentielle de certaines relations d'affaire. Certains individus ayant ce statut ne sont pas des vendeurs de «coin de rue», mais des relations dans l'approvisionnement en drogue des réseaux de distribution. Le fait qu'ils ne portent pas les «couleurs» n'étant qu'un signe de prudence devant la nouvelle menace que représente le projet de loi C-95 (Loi anti-gang). Par exemple, le fait de n'être que relation d'affaire ne signifie en rien qu'ils sont peu important pour le groupe, mais, à l'occasion, le signe d'un choix stratégique. Nous sommes en présence de deux types de relations d'affaires. Pour l'un, l'individu est davantage un pion que l'organisation peut se permettre de perdre et qui est facile à remplacer. L'autre est un individu important pour les affaires, mais qui décide de rester en dehors du groupe pour éviter les risques inhérents au conflit et à la répression. Le premier type est une cible facile puisqu'il ne bénéficie pas de la protection accessible aux membres. Quoi qu'il soit tout de même une perte, son remplacement ne pose pas de problèmes majeurs. Le second type est lui aussi une cible plus facile que les membres officiels des bandes. Toutefois, le fait de demeurer à l'extérieur du groupe démontre une aptitude stratégique plus grande que le premier type et on peut ainsi le soupçonner d'avoir un comportement d'auto-protection plus efficace.

Une autre remarque tient à la division sociale à l'intérieur des deux bandes de motards. Alors que les HA ont une panoplie de clubs affiliés (clubs-école), les RM en comptent moins de cinq. La pauvreté des RM en clubs satellites explique une partie de la

différence du nombre de relations d'affaire. De plus, même si plus de HA sont tombés au cours du conflit ($n=108$ vs. $n=84$), en termes de qualité, les RM sont plus touchés (24/84 (28,6%) pour les RM contre 10/108 (9,3%) pour les HA). Plus que d'expliquer pourquoi il y a plus de victimes HA en général et de victimes parmi les relations d'affaire, cette stratification pose la question de sa validité. L'éclatement de la stratification chez les HA la rend difficilement comparable avec celle des RM. Par exemple, est-ce que la relation d'affaire d'un club officielle est l'équivalent d'être membre d'un club affilié des RM compte tenu du processus d'ascension présenté précédemment ? Pareillement, est-ce que la relation d'affaire d'un club affilié est aussi importante, en terme de qualité, que celle attachée au club officiel ? C'est dans cette optique que le choix a été fait de ne pas tenir compte du statut des victimes pour les analyses subséquentes.

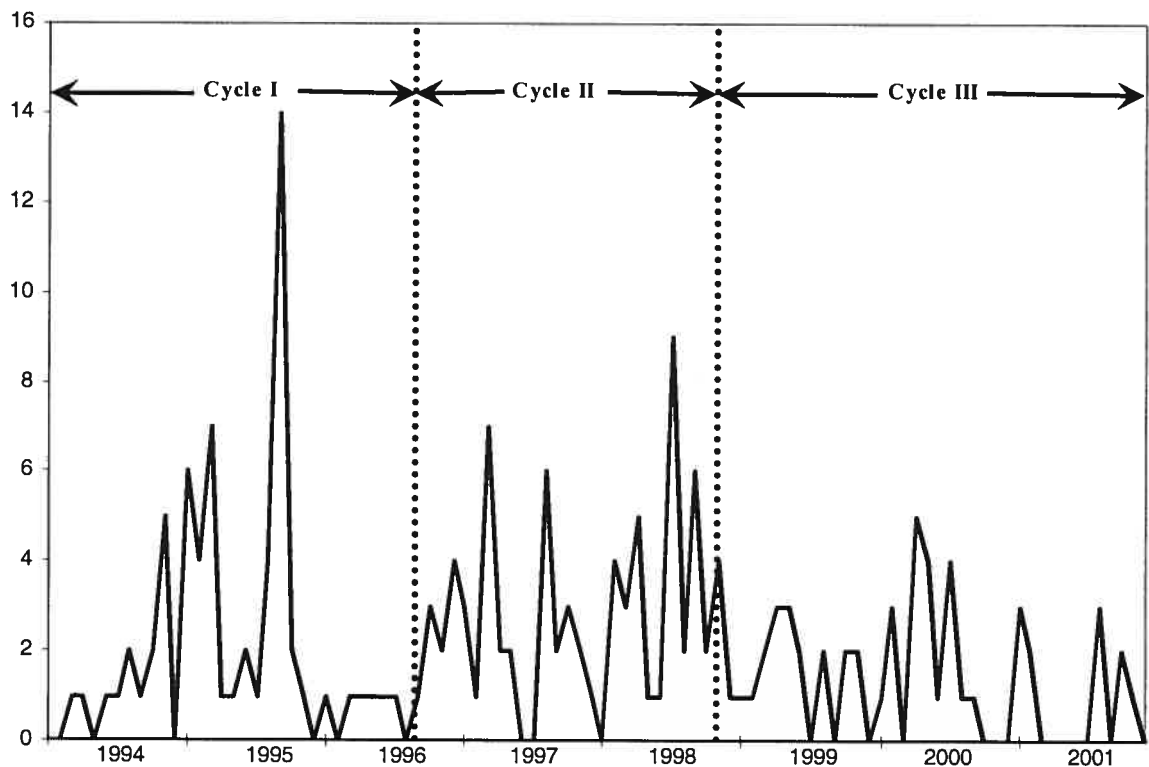
À partir de maintenant, seul les individus apparentés à l'un ou l'autre des deux clubs de motards criminalisés seront considérés. En nombre pur, on peut dès maintenant s'avancer à dire que les HA ont subi plus de pertes que leur adversaire. Il reste toutefois à vérifier si cette situation se maintient tout au long du conflit.

On répertorie 160 événements meurtriers qui ont fait 192 victimes au cours du conflit. La plupart n'ont ciblé qu'une seule victime (137 événements). 19 ont fait deux victimes, trois en ont fait trois et un attentat, en septembre 1995, demeure marginal avec ses huit victimes. La faible proportion des attentats ayant fait plus d'une victime donne à penser qu'ils sont davantage des accidents de parcours que des attentats à cibles multiples. Ne sont considérées ici que les victimes dont la présence dans la banque est validée. Même en ajoutant des victimes innocentes et/ou dont l'appartenance au milieu n'a pu être vérifiée, cette disproportion demeure.

2. Les cycles

Pour les fins de cette section et des sections subséquentes, seules les victimes rangées sous les clans HA (n.=108) et RM (n.=84) ont été retenues. Ce choix s'explique par le désir de faire une analyse d'un conflit entre deux groupes, plus que celui des HA envers et contre tous.

Figure I. Distribution du nombre mensuel de victimes (clans confondus) par cycle



D'une manière plus générale, la tendance du nombre mensuel de victimes d'attentats révèle un même mouvement à trois reprises dans la série (figure I et tableau 4). Quoique d'importance moindre d'un mouvement à l'autre, la tendance décrit une courbe similaire. Le mouvement s'amorce en une hausse progressive pour culminer en un sommet qui se démarque plus nettement, pour enfin redescendre. D'un mouvement à l'autre, l'intensité s'amointrie, c'est-à-dire que l'ascension est moins rapide, que le sommet est moins proéminent et que la décroissance est plus progressive. Le premier de ces mouvements est situé entre les mois de janvier 1994 et de septembre 1996. Il s'étire sur un

peu plus de deux ans et demi (33 mois). Son ascension culmine avec le sommet de septembre 1995, comptant 14 victimes. Le second mouvement est sis entre les mois d'octobre 1996 et de novembre 1998. La hausse du nombre mensuel de victimes est plus erratique et moins fulgurante ; elle se termine en juillet 1998 avec neuf victimes. Enfin, le dernier mouvement complète la période à l'étude, soit entre décembre 1998 et décembre 2001. Après une augmentation faible et lente, la tendance connaît son sommet en avril 2000 avec cinq victimes.

Tableau 4. Les cycles

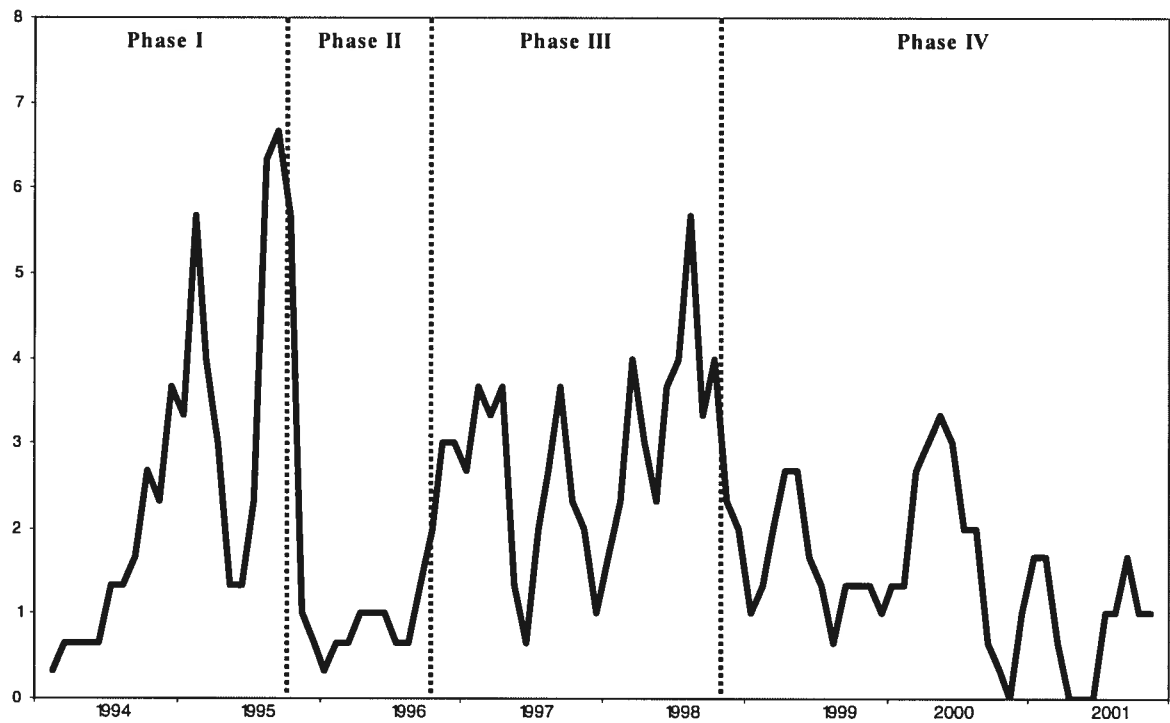
	Situation	Durée totale	Durée de l'ascension	Sommet (durée et n. de victimes)	N. total de victimes
Cycle I	De janvier 1994 à septembre 1996	33 mois	11 mois	Septembre 1995 ; 14 victimes	64
Cycle II	De octobre 1996 à novembre 1998	26 mois	22 mois	Juillet 1998 ; 9 victimes	75
Cycle III	De décembre 1998 à décembre 2001	37 mois	17 mois	Avril 2000 ; 5 victimes	52

2. Les tendances

Le conflit a été divisé en quatre phases distinctes selon le mouvement particulier de la courbe du nombre mensuel de victimes (figure II). La première phase, «Les débuts du conflit», s'étend de janvier 1994 à septembre 1995. La courbe du nombre de victimes présente assurément une escalade de la violence, les relations entre les clans s'enveniment, ce qui se répercute directement sur l'enchaînement des attentats. La deuxième phase, «Une fausse accalmie», est sise entre octobre 1995 et septembre 1996. Elle se distingue par un adoucissement considérable des hostilités. Toutefois, en regard de ce qui se déroule à la phase suivante, on sait maintenant que ce calme n'était que temporaire. Ainsi, la troisième phase, «Le cœur du conflit», représente une forte reprise des violences entre les deux clans. C'est pendant cette phase que le rythme des attentats est le plus intense. Elle se situe entre octobre 1996 et novembre 1998 et est découpée en trois sous-phases qui représentent trois

allures différentes que prend la courbe¹⁵. Enfin, entre décembre 1998 et décembre 2001, on retrouve la quatrième phase, «Le retour au calme». Elle est en quelque sorte le déclin du conflit. Le nombre de victimes diminue progressivement jusqu'à la fin de la période à l'étude. Les lignes qui suivent reprennent plus en détails les différentes tangentes que prend la courbe du nombre de victimes pour chacune de ces phases.

Figure II. Distribution du nombre mensuel de victimes (clans confondus) par phase du conflit*



* La courbe a été atténuée suivant la méthode de la moyenne mobile, sur une base de trois mois.

Phase I. Les débuts du conflit

En regard de la tendance du nombre mensuel de victimes où leur appartenance est confondue, le conflit connaît un début assez abrupt au cours de sa première année (figure II). Malgré la relative tranquillité des premiers mois de 1994 où le conflit n'a pas encore débuté concrètement, la tendance est assurément à l'ascension. En fait, même si l'année se termine dans le calme, l'automne marque un point culminant de cette première phase des hostilités.

¹⁵ La première est située entre octobre 1996 et juillet 1997 ; la deuxième entre août et décembre 1997 ; et la troisième entre les mois de janvier et novembre 1998.

Il est intéressant de constater que l'année 1994, sans être la plus explosive ni la plus paisible, donne le coup d'envoi à 1995. Cette dernière est effectivement tumultueuse et se caractérise par trois importants sommets du nombre de victimes. L'un d'eux, septembre 1995, est l'un des plus importants de la série. Mentionnons au passage qu'il est en grande partie imputable à un attentat particulièrement efficace contre les HA : le 12 septembre 1995, une bombe explose sous une terrasse où prenaient place huit¹⁶ individus reliés à ce clan.

Tableau 5. Répartition du nombre mensuel de victimes par clan pour la Phase I

HA RM				HA RM				HA RM			
Janvier	1994	0	0	Septembre	1994	1	0	Mai	1995	1	0
Février	1994	0	0	Octobre	1994	1	1	Juin	1995	2	0
Mars	1994	1	0	Novembre	1994	0	5	Juillet	1995	0	1
Avril	1994	0	1	Décembre	1994	0	0	Août	1995	2	2
Mai	1994	0	0	Janvier	1995	2	4	Septembre	1995	11	3
Juin	1994	1	0	Février	1995	2	2	Total			
Juillet	1994	1	0	Mars	1995	4	3				
Août	1994	2	0	Avril	1995	1	0				

Fait étonnant, en début de conflit ce sont surtout des HA qui sont tombés (tableau 5). Si l'on se fie aux allégations des milieux officiels et des médias, ce sont les HA qui ont déclenché les hostilités (La Presse, 12-02-2000). Si tel est le cas, on peut penser que cette attaque repose sur un minimum de préparation et de planification. Parallèlement, on devrait alors s'attendre à ce que les premiers mois comptent plus de victimes du côté adverse, justement en conséquence de l'offensive. Or, le tableau 5 indique une majorité de victimes HA cumulées au mois d'octobre 1994. En considérant temporairement l'idée que ce ne sont pas que les RM qui étaient visés, mais bien tout entrepreneur criminel ayant une position enviable pour les HA, on peut ajouter deux victimes faisant partie des autres clans ou indépendantes. Même en ajoutant ces deux victimes, ce sont majoritairement des HA qui sont tombés lors de ces premiers mois de conflit. Cette observation peut s'expliquer par le fait que ce soit effectivement les HA qui ont suscité de la nervosité chez la partie adverse

¹⁶ Selon les médias et les milieux policiers, ce sont neuf individus qui ont été touchés lors de cet attentat. Toutefois, aucune information n'a été trouvée à propos d'un des individus présent et blessé lors de cet événement.

en procédant d'une violence non-létale ; ce qui aurait eu pour effet de déclencher un mouvement de riposte, mais cette fois avec des attentats mortels.

Les attentats contre les RM font un bond entre novembre 1994 et en janvier 1995. Quoique cette vague prenne une configuration décroissante, on note tout de même que son début est plutôt violent.

Le point culminant de cette période est le sommet de septembre 1995. Même s'il s'agit d'un seul attentat ayant fait huit victimes, ce mois demeure particulièrement à l'avantage des RM qui eux, n'en comptent que trois. La chute du nombre mensuel de victimes qui a suivi marque l'entrée dans la deuxième phase.

Phase II. Une fausse accalmie

La seconde phase peut être comprise comme le retour à un certain calme dans le milieu. On n'enregistre jamais plus d'une victime par mois entre décembre 1995 et octobre 1996. On peut expliquer en partie cette diminution soudaine et radicale par un recul stratégique à la suite des pertes importantes des deux années précédentes. Le conflit qui, à cette époque, dure depuis un peu plus de deux ans compte déjà plusieurs morts, 21 au total, et encore plus d'éclopés qui ont failli trépasser (34). Ce recul aura permis une réévaluation de la situation. Les parties ont ainsi pu jauger les pours et les contres du conflit et planifier la reprise des hostilités. Il faut garder à l'esprit que ce conflit se déroule à l'intérieur d'une criminalité de marché, entre entrepreneurs délinquants en l'occurrence, et que les événements meurtriers ont assurément un effet négatif sur les affaires (Reuter, 1983). Par exemple, la mort d'un fournisseur et/ou la section d'une ligne de distribution peuvent handicaper l'approvisionnement d'un point de vente. Parallèlement, un conflit de cette intensité a un effet déstabilisant considérable. L'histoire judiciaire des homicides découlant de conflits entre délinquants que dresse Cordeau (1989 et 1990) montre que rares sont les crises de ce type qui s'étendent sur plus de 20 mois. D'autant plus que ces conflits font, tout aussi rarement, autant de victimes. La plupart des conflits répertoriés par Cordeau font état

de moins de dix victimes¹⁷. En conséquence, il est raisonnable de croire que cette période correspond à un repos après les ravages des deux premières années, sans toutefois que cessent complètement les hostilités. Gardons néanmoins à l'esprit que les hostilités se poursuivent et que le conflit, animé par les pertes subies de part et d'autre, est bien amorcé. Ce qui nous amène à nous pencher plus précisément sur son déroulement pour chacun des clans.

Tableau 6. Répartition du nombre mensuel de victimes par clan pour la Phase II

		HA	RM			HA	RM
Octobre	1995	0	2	Mai	1996	1	0
Novembre	1995	1	0	Juin	1996	0	1
Décembre	1995	0	0	Juillet	1996	1	0
Janvier	1996	1	0	Août	1996	0	0
Février	1996	0	0	Septembre	1996	1	0
Mars	1996	1	0				
Avril	1996	1	0	Total		7	3

D'entrée de jeu, il est impératif de se questionner sur l'apparente domination RM qui s'est installée dès l'été 1995 et qui a perduré tout au long de la seconde phase (tableau 6). Entre les mois d'octobre 1995 et de septembre 1996, il n'y a que trois victimes RM contre sept chez les HA. Les voies d'explication de cette domination restent obscures. Rappelons d'abord qu'il s'agit d'une domination strictement au sens du nombre de victimes ; il n'est nullement sous-entendu que les RM dominent les HA sur d'autres plans, ceux du marché et/ou du territoire par exemple. Il est par contre indéniable qu'ils ont pris un certain avantage au niveau du nombre de victimes. On peut émettre l'hypothèse que les HA se sont plutôt campés sur leurs positions pour revoir leur stratégie devant un adversaire qui s'est avéré plus tenace que prévu. De plus, la violence de la reprise des hostilités ainsi que la domination HA au cours de cette reprise tendent à renforcer la véracité de cette explication.

Phase III. Le cœur du conflit

De la fin de 1996 à la fin de 1998, le conflit entre les bandes de motards criminalisés connaît ses moments les plus intenses. Les écarts entre le nombre de victimes

¹⁷ Cordeau (1990) a identifié 11 séries de règlements de compte. Mis à part un conflit auquel on attribut 23 victimes sur une période de 72 mois, aucun ne fait plus de 12 victimes.

d'un mois à l'autre sont toutefois moins prononcés qu'en 1995 (voir figure I). En fait, le rythme mensuel de la victimisation est relativement soutenu tout au long de cette phase.

On peut identifier trois sous-périodes à l'intérieure de cette phase. D'abord, une période qu'on pourrait qualifier de reprise des hostilités, entre octobre 1996 et juillet 1997. On observe qu'à la suite de la seconde phase de la série («Une fausse accalmie»), la tendance du nombre mensuel de victimes est à la hausse. Cette ascension se remarque principalement avec trois sommets consécutifs. Un retour au point mort au cœur de l'été 1997 termine cette première période.

Ensuite, la seconde sous-période se distingue par une configuration inverse de la première et de la troisième ; entre août et décembre 1997, au lieu d'une croissance progressive suivie d'une décroissance très rapide, elle connaît une forte ascension suivie d'une décroissance plus lente.

Enfin, la dernière sous-période s'étend des mois de janvier à novembre 1998. Elle reprend la configuration de la première à l'exception que l'ascension se déroule en deux moments. Dans un premier temps, le nombre mensuel de victimes connaît deux sommets à l'hiver et au printemps de 1998 ; un premier en février et un autre en avril. Cette hausse est suivie par un retour à un calme relatif pendant deux mois ne comptant chacun qu'une victime. Dans un deuxième temps, le nombre de victimes culmine en juillet 1998, soit le deuxième sommet en importance de la série. La tendance reprend ensuite une décroissance. Cette décroissance amène à l'avant-dernière phase du conflit. Elle marque, en quelque sorte, le début d'une période plus calme.

Tableau 7. Répartition du nombre mensuel de victimes par clan pour la Phase III*

HA RM				HA RM				HA RM			
Octobre	1996	0	3	Juillet	1997	0	0	Avril	1998	4	1
Novembre	1996	1	1	Août	1997	6	0	Mai	1998	0	1
Décembre	1996	1	3	Septembre	1997	2	0	Juin	1998	1	0
Janvier	1997	1	2	Octobre	1997	0	3	Juillet	1998	3	6
Février	1997	1	0	Novembre	1997	2	0	Août	1998	0	2
Mars	1997	3	4	Décembre	1997	1	0	Septembre	1998	4	2
Avril	1997	2	0	Janvier	1998	0	0	Octobre	1998	1	1
Mai	1997	0	2	Février	1998	2	2	Novembre	1998	0	4
Juin	1997	0	0	Mars	1998	1	2	Total		36	39

*chacune des sous-périodes est indiquée par une teinte de gris différente.

Entre octobre 1996 et novembre 1998, on enregistre 36 victimes RM pour 39 du clan adverse (tableau 7). Si en chiffre pur, ces pertes semblent montrer une égalité, il reste à voir comment se sont articulés les attentats de part et d'autre au cours de cette partie du conflit.

La première sous-période de cette phase débute par une hausse progressive des victimes, nettement à l'avantage des HA. Les victimes RM y sont plus nombreuses et ce, tant dans l'ascension que dans la décroissance. Seulement deux mois sont à l'avantage des RM, soit les mois de février et de mars 1997. On revient ensuite au point mort en juin et juillet de la même année. La seconde sous-période (de août à décembre 1997) marque un revirement de situation. Ce sont cette fois les RM qui prennent les devants. Le sommet d'août est d'ailleurs très parlant à cet égard. Pour ce moment précis, on compte 21 victimes RM et 16 pour les HA. Même si, de cette façon, ce sont les RM qui l'emportent, le tableau 7 indique que la supériorité change d'un mois à l'autre. Si l'on y va d'une relative égalité au cours des trois premiers mois, les RM reprennent la tête en avril pour aussitôt s'incliner en juillet. Les RM reprennent l'avantage en septembre, égalisent les pertes en octobre et perdent leur supériorité en novembre 1998. S'il est possible de s'avancer ainsi, on peut dire qu'il s'agit là d'un des exemples les plus saillants jusqu'à maintenant d'une logique de représailles et/ou d'un rapport de force nivelé. Le nombre mensuel de victimes n'est pas disproportionné d'un mois à l'autre et d'un clan à l'autre.

Phase IV. Le retour à un certain calme

La dernière phase de la série représente une certaine accalmie dans le conflit. Malgré un léger soubresaut entre avril et juillet 2000, on enregistre rarement plus de deux victimes par mois. En fait, le conflit semble avoir acquis une certaine stabilité. Mis à part avril 2000, on n'observe pas de mois saillant au niveau du nombre de victimes. Il est possible que cette stabilité signifie que chacun des belligérant souffre de ses pertes, mais que ni l'un ni l'autre n'entend abandonner le combat, ce qui en reviendrait à s'avouer vaincu (Cusson, 1985). Il est nécessaire aussi de prendre en compte le climat de peur résultant d'un conflit de cette longueur et de cette intensité ; il dure depuis un peu plus de six ans et a fait plus de 170 victimes, soit plus de 88% de toutes les victimes du conflit,

dont 99 morts. Ce qui a assurément pour effet d'instaurer un fort climat de stress, engendrant une prudence accrue et, par conséquent, une difficulté plus grande à toucher des cibles. En somme, beaucoup de victimes, dont une majorité de morts, et un conflit qui traîne en longueur contribuent au développement d'une «sur-prudence» qui a pour effet de rendre la concrétisation d'un projet d'attentat plus difficile. On peut dégager de ce constat hypothétique que si la relation est vraie, un conflit comme celui-ci devient son propre agent de cessation. Ce qui sous-entend qu'à la suite de la logique de guerre qui s'instaure avec des représailles non-acceptées (Cusson, 1985), et où le conflit s'auto-alimente, à un certain point, le conflit devient son propre frein. D'une logique d'escalade de la violence via une vendetta qui se dégrade en représailles sans fin, on passe à un certain moment à une logique de diminution et presque d'arrêt des hostilités. Cette perspective est vraisemblable pour autant que chacune des parties est alimentée en ressources de toute sorte, et surtout en effectif de combattants, de manière moindre que les pertes subies. Cette perspective tend à être appuyée puisque entre l'automne 2000 et la fin de la période à l'étude, soit décembre 2001, on retrouve effectivement très peu de victimes en comparaison du reste de la période. On identifie néanmoins quelques soubresauts de violence ce qui, soit dit en passant, n'a rien à voir avec ceux mentionnés antérieurement. D'ailleurs, janvier 2001 est le mois le plus violent de cette phase. On compte ensuite quelques victimes respectivement pour les mois de février et d'août, ainsi qu'en novembre. En fait, cette diminution du conflit n'est pas étrangère à la notion de guerre d'usure (Schelling, 1986). Il est permis de croire que cette diminution du conflit est tributaire d'un effet d'usure, compris comme une dissuasion de la poursuite des hostilités sous l'effet du cumul des pertes. L'objectif d'une guerre d'usure est de décourager l'ennemi de poursuivre les hostilités en le gardant constamment sous pression via l'infliction soutenue de pertes de toutes sortes. En contrepartie, on doit tenir compte d'un événement particulier. En novembre 2000, une rencontre médiatisée entre les antagonistes visait à conclure une trêve. Ce fait, loin d'annuler les énoncés précédents, vient les appuyer puisque cet effort de pacification des relations est le signe que le conflit devient lourd pour chacune des parties.

Tableau 8. Répartition du nombre mensuel de victimes par clan pour la Phase IV

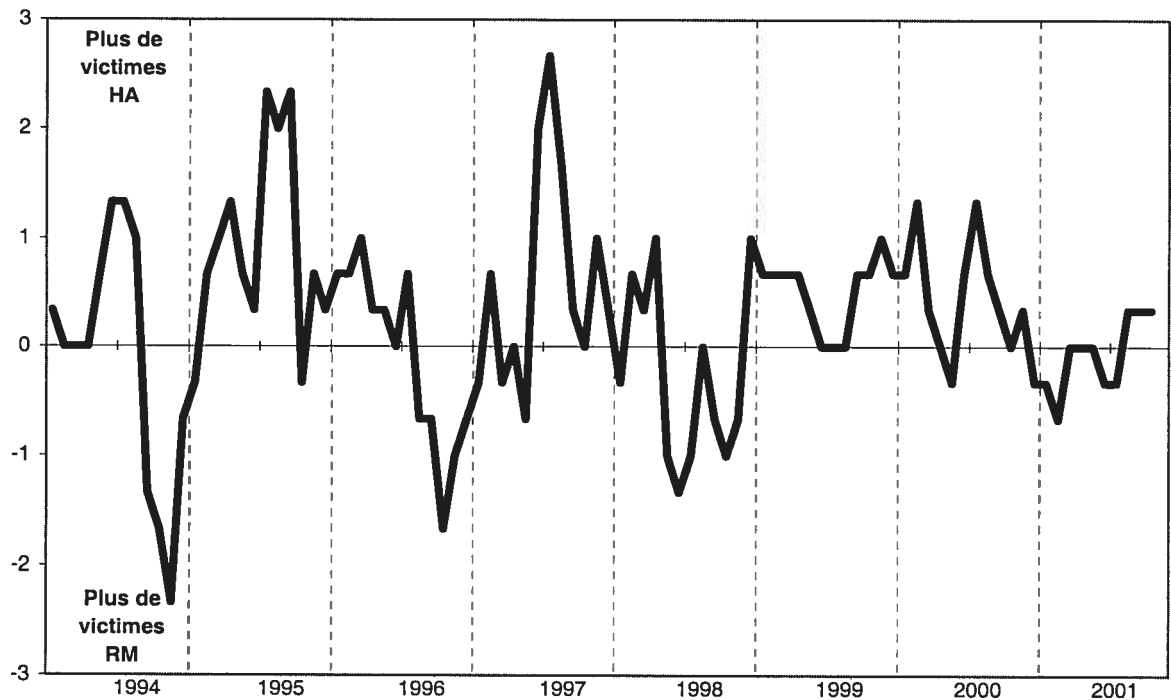
HA RM				HA RM				HA RM			
Décembre	1998	1	0	Janvier	2000	1	0	Février	2001	0	2
Janvier	1999	1	0	Février	2000	3	1	Mars	2001	0	0
Février	1999	1	0	Mars	2000	0	0	Avril	2001	0	0
Mars	1999	1	1	Avril	2000	4	1	Mai	2001	0	0
Avril	1999	2	1	Mai	2000	1	4	Juin	2001	0	0
Mai	1999	2	1	Juin	2000	0	1	Juillet	2001	0	0
Juin	1999	1	1	Juillet	2000	3	1	Août	2001	1	2
Juillet	1999	0	0	Août	2000	1	0	Septembre	2001	0	0
Août	1999	1	1	Septembre	2000	1	0	Octobre	2001	2	0
Septembre	1999	0	0	Octobre	2000	0	0	Novembre	2001	0	1
Octobre	1999	1	1	Novembre	2000	0	0	Décembre	2001	0	0
Novembre	1999	2	0	Décembre	2000	0	0				
Décembre	1999	0	0	Janvier	2001	2	1	Total		32	20

Cette phase est largement dominée par les RM ; comparativement aux 24 victimes HA, ils n'en comptent que 12, soit exactement la moitié (tableau 9). À cette étape de l'analyse, il peut s'agir de deux choses. L'une, le conflit s'épuise, les HA commencent à se retirer ou ont ralenti considérablement leur cadence offensive et, parallèlement, s'emploient davantage à parer les coups qu'à riposter. L'autre, la domination RM en est une fausse ; le rapport de force, évalué en quelque sorte à l'aide des pertes respectives de chacun des clans, est trompeur puisqu'une partie de la victimisation HA est de source interne.

3. Les différences ou le nombre épuré de victimes ?

Pour réaliser le graphique servant à la présente analyse (voir figure III), le nombre de victimes RM a été soustrait au nombre de victimes HA ($HA - RM$) pour chaque unité de temps ; un résultat positif signifie qu'il y a plus de victimes HA, et ainsi un résultat négatif indique qu'il y a plus de victimes RM. Cet exercice a expressément pour but de faire ressortir de façon plus claire l'impact du conflit en pertes à chaque mois. En fait, la courbe est construite à partir du nombre supplémentaire de victimes via l'annulation des égalités en pertes. Il faut toutefois faire une mise en garde. Un nombre de victimes par mois ne signifie pas nécessairement que l'une et l'autre des parties enregistrent des pertes et que l'une d'elles en a perdu plus. Il est effectivement possible que seulement l'une des deux parties enregistre des pertes, ce qui serait le cas si, par exemple, les HA auraient perdu cinq hommes au cours d'un mois alors que les RM en auraient perdu aucun.

Figure III. Différence du nombre de victimes par mois*



* La courbe a été atténuée suivant la méthode de la moyenne mobile, sur une base de trois mois.

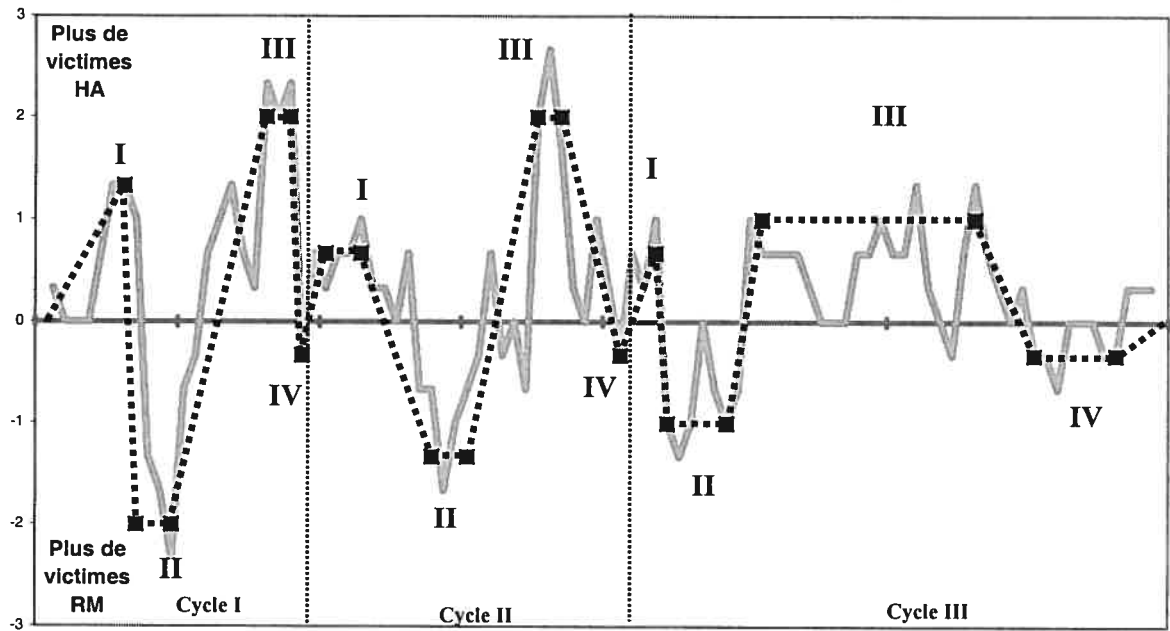
Une première observation porte sur les sommets saillants de la série (figure III). À l'avantage des HA, on en compte cinq qui se démarquent du lot. Novembre 1994 est d'ailleurs l'un des deux plus importants sommets de la série. Les quatre autres sommets se situent dans le cœur du conflit, soit entre la fin de 1996 et la fin 1998. Dans le camp adverse, on enregistre quatre pics qui se dégagent plus particulièrement. Le mois de septembre 1995 demeure toujours un incontournable de la série. Août 1997 ainsi que les mois d'avril 1998 et 2000 marquent aussi des moments où les victimes HA sont plus nombreuses que les victimes RM.

D'une manière générale, les HA font plus de victimes chez l'adversaire à raison de 23% des mois de la série et ce, pour un total de 42 victimes de plus chez les RM lors de ces mois. Quant aux RM, ils ont fait plus de victimes qu'ils n'en ont eu de leur côté pour 40,6% des mois de la série et ont fait 69 victimes de surplus au cours de ces périodes. De prime abord, ce sont les RM qui ont largement dominé ce conflit.

3.1. Répétition symétrique

Une autre observation tient à l'identification d'un cycle qui se répète. La figure IV présente les cycles de courbe des différences mensuelles de victimes. Le mouvement s'exécute comme suit : d'abord un avantage RM suivi d'une réponse HA costaute, ensuite une autre réponse RM encore plus forte et enfin une faible reprise HA.

Figure IV. Les cycles dans la différence du nombre de victimes par mois, les cycles*



* La courbe a été atténuée suivant la méthode de la moyenne mobile, sur une base de trois mois.

Le cycle décrit plus haut se produit à trois reprises au cours de la série. Une première fois entre janvier 1994 et septembre 1996. En 33 mois, on assiste à une logique de représailles particulièrement pointue. Sur une période relativement courte et avec des écarts importants entre les pointes, l'excédent passe d'un clan à l'autre pour se terminer avec une réponse HA faible. Le second cycle s'amorce en octobre 1996 et se termine en novembre 1998. On remarque que, malgré une durée plus courte, les écarts entre les sommets sont moins grands qu'au cours du cycle précédent. Enfin, le dernier cycle couvre la période sise entre décembre 1998 et la fin de la série, soit décembre 2001. En continuité avec la diminution de l'intensité observée au deuxième cycle, on peut voir ici que les pointes sont beaucoup plus atténuées et que le cycle met plus de temps pour se compléter.

La comparaison de ces trois cycles permet de revenir sur l'explication avancée précédemment à l'effet que le conflit, pris isolément, est son propre moteur et son propre frein. On peut effectivement supposer que les deux premiers mouvements représentent le début et le cœur du conflit. Un premier coup est porté, puis un second, un troisième et ainsi de suite ; une logique de représailles s'installe. Chacun des deux clans tente de reprendre l'avantage en faisant plus de victimes chez la partie adverse, question de compenser et, en plus, de faire payer l'injustice perçue. Bien évidemment, on suppose qu'à chaque coup porté, chacune des parties se sent lésée et désire se venger avec, si possible, une plus value. Cette dynamique semble s'installer dès le début et persister jusqu'à l'aube de 1998. Le conflit s'inscrit ensuite dans le troisième cycle, marquant ainsi un ralentissement considérable. Il a une durée qui équivaut à la somme de celles des deux premiers cycles. Ce ralentissement, traduit aussi en une diminution de l'intensité du conflit, permet de croire que chacun des deux camps refuse d'abandonner, ce qui équivaldrait à abdiquer, mais qu'ils s'essoufflent.

Les trois cycles identifiés ouvrent de nouveau la porte à un constat exploratoire ; le conflit semble suivre un schéma bien spécifique. On remarquera d'abord que le conflit débute par un léger avantage. Il est aussitôt répondu par un retour en force qui, à son tour, suscite une réponse musclée. Mais finalement, malgré un autre changement de position, une dernière réponse se fait sentir, somme toute assez faible. Cette observation traduit d'ailleurs assez bien une dynamique de représailles (Cusson, 1985) : un conflit qui s'enflamme, qui devient de plus en plus intense dans ses réponses vengeresses, mais qui finit par reprendre la voie du calme. Il demeure néanmoins que ces observations se basent sur une tendance générale. À cette étape, il est nécessaire de voir comment cette dynamique se joue lorsqu'on la regarde de manière plus singulière.

4. Les représailles

Afin de mieux voir l'ordonnancement des attentats et de leurs réponses, ils ont été organisés en événements, où un événement signifie un attentat peu importe le nombre de victimes. Les événements ont été classés par ordre chronologique, peu importe le temps les

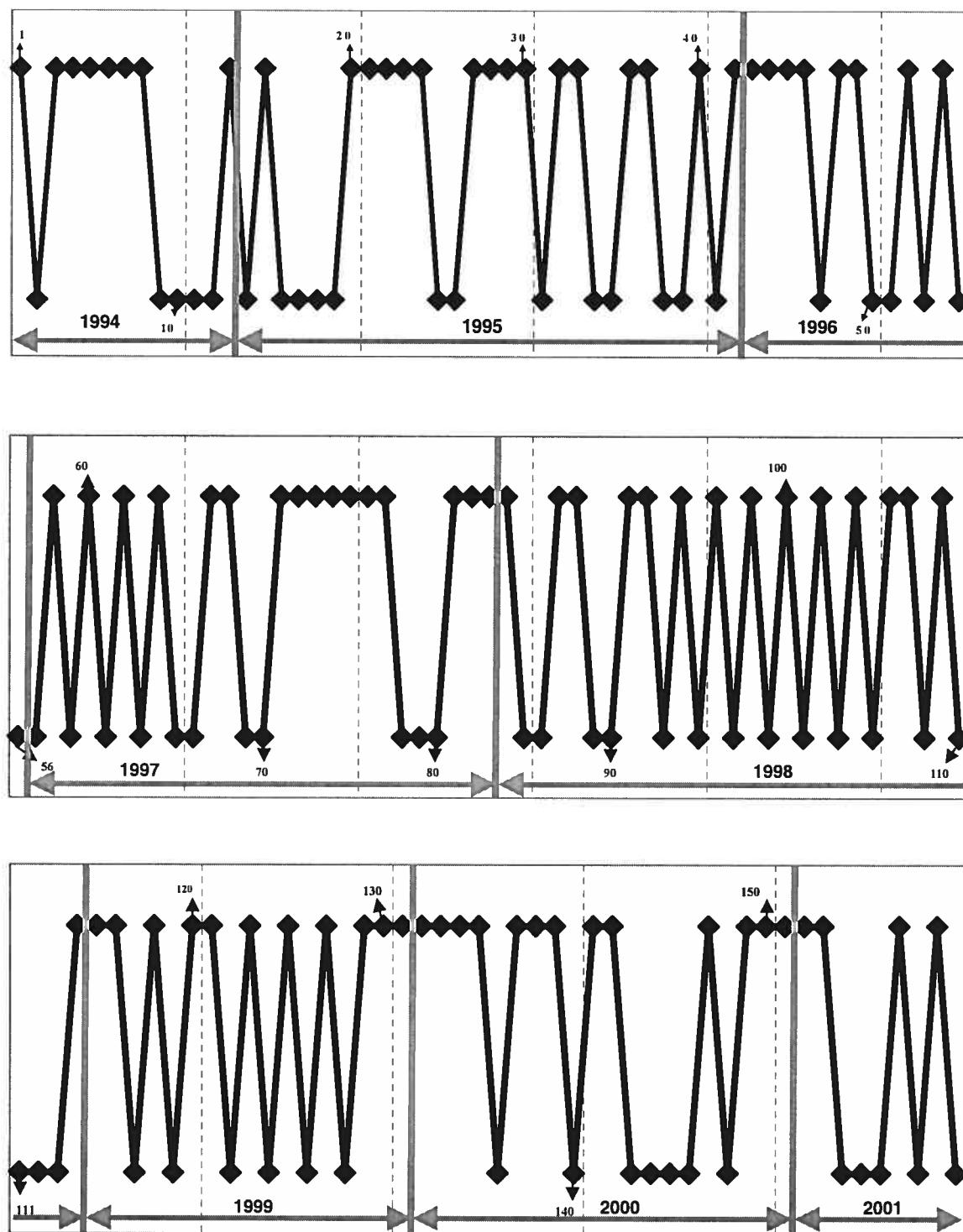
séparant, et selon l'appartenance des individus victimisés. La figure V présente l'enchaînement des attentats suivant cet ordre. Dans le haut on retrouve les événements visant les HA et dans le bas, ceux visant les RM.

Il est intéressant de noter que malgré quelques anomalies, le conflit est étonnement symétrique. La majeure partie de la période présente une réciprocité très systématique ; pour un attentat, on répond par un attentat sur le clan adverse¹⁸. Ainsi, 52,5% des attentats sont symétriques. On remarque aussi que parfois, la réponse se traduit par plusieurs attentats : soit il s'agit d'un accident ou d'un hasard, soit on veut faire payer la qualité de la perte par la quantité ou soit on cherche à décourager d'éventuelles représailles (Cusson, 1985 ; Schelling, 1986). Une sorte de plus value porteuse d'une détermination à faire payer, mêlée d'une tentative d'affirmation de sa puissance et de son intransigeance à l'adversaire.

De manière générale, cet ordonnancement indique que le conflit suit une logique de représailles, ou *tit for tat* (Axelrod, 1980). Cette structure de conflit suggère qu'à une injustice, ici l'attentat, on répond par une attaque similaire.

¹⁸ À ce titre, mentionnons qu'un test de corrélation croisée a révélé une relation positive et significative entre les attentats sur les HA et les attentats sur les RM ($r = 0,25$) au temps 0 sur une base mensuelle. Ainsi, ce résultat appuie que les attentats sur un clan suscitent des représailles et que cette réponse se fait généralement dans le même mois.

Figure V. Enchaînement des attentats*



* Les graphiques se lisent de la manière habituelle, soit de gauche à droite et de haut en bas. Ainsi, la première série compte les événements 1 à 55, la seconde ceux de 56 à 110 et la troisième ceux de 111 à 160. Les attentats visant des HA sont indiqués par les points du haut et, inversement, ceux visant des RM sont représentés par les points du bas.

Que retenir de ces analyses ? D'abord, certaines configurations de la courbe nous ont permis de croire que le conflit, par sa longueur et son intensité, a eu momentanément des effets déstabilisants. Ces effets ont été associés à ces moments d'accalmie qui peuvent être plusieurs choses : un essoufflement des clans qui ne sont pas habitués à un conflit aussi dure et aussi long ; un repli stratégique devant un adversaire qui est peut-être plus coriace que prévu ; un recul devant l'effet néfaste du conflit sur des affaires qui sont *l'a priori* de l'investissement dans le mode de vie criminel (Reuter, 1983) ; un climat extrêmement dangereux qui invite fortement à des comportements de sur-prudence et de sur-méfiance qui rendent d'autant plus difficile l'atteinte d'une cible.

Ensuite, le conflit est empreint d'une certaine autonomie, c'est-à-dire qu'il est le propre instigateur de sa naissance et de sa mort. Sa naissance se fait dans un attentat qui n'est pas accepté et qui, par conséquent, suscite une vengeance, qui n'est pas acceptée elle aussi (Cusson, 1985). S'installe ainsi une logique de représailles qui, en théorie, n'a pas de fin. Chacune des parties impliquées reçoit des coups et en porte, se jugeant en droit de le faire pour réparer l'injustice dont elle s'estime être victime (Gould, 1999). C'est de cette manière que la responsabilité de l'alimentation du conflit passe des parties à l'essence même de ce type de conflit basé sur la vengeance. Comme les parties acceptent de moins en moins les attentats, elles intensifient leurs coups, qui suscitent une hargne plus grande, qui encoure à son tour un coup proportionnel ou avec une plus value en dommage et, encore une fois, ainsi de suite. Cet enchaînement a pour résultat que le conflit ne cesse pas de lui-même puisque aucune des parties ne peut abandonner sans abdiquer du même coup et laisser ainsi une « injustice » impayée. Par contre, les membres de chacune des parties en cause tombent les uns après les autres et s'épuise de cette manière le bassin de « cibles-tueurs » ; une guerre d'usure qui s'appuie sur le principe de l'épuisement des troupes pour créer l'attrition de la partie adverse (Schelling, 1986).

C'est en ce sens que le conflit est lui-même en partie responsable de la pente descendante qui s'amorce vers l'arrêt complet des hostilités, fautes de cibles et de tueurs. Celui dont il est question dans ce projet observe cette dynamique sur deux plans. D'une part, il connaît quelques petits conflits, compris comme des périodes décrivant cette

dynamique à la différence qu'elle ne touche jamais complètement au point mort de manière durable. D'autre part, la configuration de cette guerre dans son ensemble colle à cette dynamique. Ainsi, il est né d'un attentat sur un HA, qui a été répondu par un attentat sur un RM. Lentement mais sûrement, les attentats se sont succédés et le conflit a crû en intensité et a culminé en 1998. À partir de ce moment, il s'inscrit dans la phase décroissante, il s'atténue jusqu'en 2001 où il a presque cessé. Tout au long de ces années de conflit, le tracé du nombre de victimes indique qu'il y a eu quelques trêves où, sans cesser complètement, l'intensité de la lutte a permis une certaine forme de répit. Bien que nous n'ayons pas de données précises sur les événements de 2002, tout porte à croire que le nombre de victimes de cette année, marginal, indique la fin des hostilités. Il ne faut effectivement pas croire qu'un conflit n'est terminé que lorsqu'il n'y a plus aucune victime, ce serait une conception trop radicale qui ne conférerait à aucun conflit de l'histoire sa qualité de finit. En conséquence, on peut considérer un conflit terminé lorsque le nombre d'attentats descend en deçà d'un certain plancher de victimes sur une certaine période de temps. Il n'est pas le lieu ici de définir la formule jugeant de la fin ou non d'un conflit, mais on peut s'avancer avec assurance à dire que celui-ci est terminé.

Comme il vient d'en être question, on peut soupçonner que le conflit a dans son essence une partie de la causalité de sa naissance et de sa mort. Théoriquement, il est tout à fait plausible que ce type de conflit s'alimente et s'épuise de lui-même. La motivation première passe progressivement des individus, aux groupes et à l'entité supra-collective qu'est le contexte conflictuel, sans toutefois y noyer complètement les intérêts individuels et de groupe. Après un certain temps, le conflit assure sa propre mouvance, au travers de laquelle groupes et individus poursuivent leurs visées de manière consciente et, de manière inconsciente, approvisionnent celles du conflit en animosité. Indubitablement, tant que les actifs des parties ne contrebalancent pas les passifs intrinsèques au conflit, celui-ci court à sa perte. Le bémol à cette approche théorique tombe sous le sens : la réalité du conflit en milieu criminel n'y correspond que partiellement. Cette réalité se concrétise principalement sous forme de répression. Le conflit ne se déroule pas dans un univers fermé où évoluent seulement les deux parties impliquées. Comme l'avance Block (1983), les groupes qui composent la criminalité organisée forment un système social qui fonctionne à la fois en

marge de la société en général et comme partie intégrante de celle-ci. Le conflit entre les motards se déroule dans une société où des forces sont chargées de maintenir l'ordre selon les lois en vigueur et de réprimer ceux qui y contreviennent. Ces autorités jouent le rôle de tierce partie dans ce conflit et, comme il en a été question dans le premier chapitre, ils ont une influence sur l'issue du conflit.

Chapitre IV. Un joueur de plus dans l'équation

Dans le chapitre précédent, il a été question des deux parties en conflit, soit les HA d'une part et les RM de l'autre. Les différents paramètres du conflit en ce qui concerne le nombre de victimes et les circonstances de l'attentat dont ils ont été victimes y ont notamment été abordés. Mais l'intérêt portait surtout sur l'enchaînement des attentats au cours du conflit et sur les différentes fluctuations de la courbe du nombre mensuel de victimes. L'étape suivante consiste à ajouter un paramètre à l'équation, le contrôle. Au cours de la période à l'étude, il prend diverses formes et est ponctué d'événements susceptibles d'en influencer l'intensité. La répression s'articule selon les unités d'enquête spécialisées qui ont été mises en place au cours du conflit. Chacune d'elles comporte des éléments qui donnent le ton à la stratégie d'enquête. On pense notamment à leur positionnement géographique et aux mandats qui leur ont été confiés. Ainsi, ces unités d'enquête ont une approche différente du milieu, appliquent par conséquent une stratégie d'investigation différente et exerce une répression qui leur est propre.

1. Le développement du conflit et la réaction des autorités

1.1. Prise de conscience et premières réactions

Le conflit entre les motards criminalisés s'est développé au cours de la première partie de 1994 à Montréal. C'est à partir du mois de septembre de la même année que les autorités prennent conscience qu'un conflit naît de manière sérieuse. À ce moment, mis à une unité de la Sûreté du Québec composé de six membres, il n'y a pas d'unités d'enquête spécialisées pour la lutte aux motards criminalisés¹⁹. Dans la plupart des corps de police concernés par cette nouvelle situation, il existe des unités qui s'orientent sur le crime organisé en général. On peut penser au ECO²⁰ de la Sûreté du Québec et à l'unité anti-gang de la Police de Montréal. Ces unités sont relativement restreintes en effectif, environ trois individus pour l'anti-gang par exemple, et ne visent pas spécifiquement les motards. Parallèlement, des escouades spéciales voient le jour de manière sporadique, le temps d'une

¹⁹ Les informations sur le développement, la composition et le mandat des différentes escouades ont été obtenues via la consultation de verbatims d'entrevues avec des enquêteurs de Carcajou (Turcotte, 2003) et lors de rencontres non enregistrées avec des enquêteurs impliqués dans ces unités à un moment ou un autre de leur existence. Le complément de ces informations s'est fait en parcourant les journaux et les rapports annuels sur les activités de la police.

²⁰ ECO : Escouade sur le Crime Organisé.

enquête précise. Une escouade de la Sûreté du Québec fait toutefois exception. En septembre 1994, une unité d'enquête est mise sur pied avec les motards pour objectifs précis. Elle se compose de six membres issus des diverses sections (ECO, Crimes contre la personne, Crimes économiques, Crimes contre la propriété, Renseignements criminels et banditisme). Elle est notamment responsable de l'arrestation de membres des HA au cours de la même année²¹. Cependant, compte tenu de la faible ampleur de cette escouade, elle ne sera pas retenu comme un indicateur marquant de la répression policière dirigée spécifiquement sur les motards. Pendant cette période, on peut parler d'une lutte peu spécifique et peu concertée aux motards criminalisés. Toutefois, l'ampleur que prend le phénomène tend à créer un sentiment d'insécurité dans la population québécoise. Il prend d'ailleurs tout son sens en août 1995 lorsqu'un jeune garçon meurt à la suite de l'explosion d'un véhicule. L'attentat visait un motard. Cet événement a été l'amorce qui a donné lieu à la création de l'escouade spécialisée Carcajou et, plus tard, à l'adoption de la loi anti-gang issue du projet de loi C-95 (Ménard et Marceau, 1998). L'indignation populaire qu'a soulevé cet homicide accidentel a servi de fer de lance aux autorités pour justifier une action concrète du gouvernement dans la lutte aux motards criminalisés. Déjà avant cet événement, il était question du besoin de lois et de moyens nouveaux pour optimiser la lutte à la criminalité organisée en général. Le meurtre du jeune garçon, première victime innocente du conflit, est venu réaffirmer la nécessité de ces outils et donner plus de substance à la rhétorique. En octobre de la même année, l'escouade Carcajou est née. Elle regroupe des enquêteurs spécialisés issus de la GRC, de la SQ et du SPCUM²². Basée dans le quartier général de la SQ à Montréal, l'équipe se concentre à l'époque sur le seul foyer du conflit, soit dans la métropole. En tout et partout, 80 personnes travaillent dans cette unité, incluant les enquêteurs et le personnel de soutien. Son budget est de 10 millions de dollars, somme répartie sur la période sise entre sa naissance et 1998 inclusivement. À ce titre, mentionnons que Carcajou est une unité autonome, ce qui sous-entend qu'elle assume l'ensemble de ses coûts d'opération²³. Le mandat consiste essentiellement à rétablir la paix

²¹ Les informations concernant cette escouade ont été obtenues grâce à la collaboration d'une analyste de la Sûreté du Québec.

²² Gendarmerie Royale du Canada (GRC) ; Sûreté du Québec (SQ) ; Service de Police de la Communauté Urbaine de Montréal (SPCUM).

²³ Location des locaux, véhicules et entretien, employés de soutien, matériel de bureau, salaires et avantages sociaux.

sociale et ainsi rassurer la population (Turcotte, 2003). La stratégie qui en découle se réduit à arrêter tout individu qui est lié au monde des motards criminalisés, sans égards aux motifs de l'arrestation (Blanchard, 1997). C'est dans cette optique que les motards et les individus gravitant autour d'eux sont arrêtés pour diverses infractions plus ou moins importantes. Ces arrestations avaient une portée davantage immédiate en ce sens qu'elles visaient la neutralisation rapide d'une majorité d'individus de ce milieu précis plus qu'une frappe de masse à l'image de l'opération Printemps 2001. On pense entre autres à des accusations de port d'arme prohibé, de possession de drogue (souvent de petites quantités), de bagarre ou à des vérifications de véhicule. L'objectif est de faire en sorte que les motards se sentent étroitement surveillés et qu'ils se placent ainsi dans des situations où ils sont susceptibles de commettre des erreurs. L'objectif sous-jacent est de jeter suffisamment de stress sur le milieu pour que les hostilités diminuent ou, idéalement, cessent.

1.2. Un nouveau foyer de conflit se développe à Québec

En janvier 1996, un autre foyer de conflit se développe à Québec à la suite d'une bagarre au cours de laquelle un individu est abattu. On assiste alors à une première réorganisation de Carcajou. Des effectifs de Montréal sont envoyés à Québec et à Sherbrooke pour suivre le développement du conflit. Le problème de cette première réorganisation est de deux ordres. D'une part, les enquêteurs n'étaient pas au fait de la réalité propre aux régions où ils ont été déployés et, d'autre part, ils n'avaient pas de contacts sur le terrain. Ces deux points composent l'essentiel des motifs d'une décentralisation formalisée et mieux orchestrée. C'est dans ce contexte que Carcajou Québec est apparu au mois de juillet 1996. Il fonctionne en parallèle de son homologue de Montréal. La venue de cette nouvelle escouade porte le total des effectifs à 90 personnes, certains individus de Montréal ayant été redéployés dans la Capitale nationale. Les mission et stratégie, de même que le budget, restent inchangés. Ce dernier doit cependant être réparti entre les deux unités. Au cours de cette période, le SPCUM annonce son retrait de Carcajou. En février 1998, les dirigeants de ce corps de police annoncent que pour des raisons budgétaires et de leadership, leurs enquêteurs quitteront graduellement l'unité montréalaise de Carcajou (Charbonneau, 1998 ; Parent, 1999).

1.3. Une dernière réorganisation

Malgré la réorganisation plus «stratégique» de juillet 1996, un problème demeure dans la lutte aux motards criminalisé : les HA et leurs affiliés ne se concentrent pas qu'à Québec et Montréal. En tout, il y a cinq chapitres de HA au Québec²⁴, en plus des différents clubs qui leurs sont affiliés²⁵. Cet éparpillement des chapitres et des clubs affiliés donne le ton à une seconde décentralisation formelle. Les Escouades Régionales Mixtes (ERM) remplacent les Carcajous Québec et Montréal en mai 1998. Elles sont au nombre de six et sont dispersées sur le territoire québécois ; elles se situent à Montréal, à Québec, à Trois-Rivières, à Sherbrooke, à Chicoutimi et à Hull. En guise d'effectif, on compte 25 personnes pour celle de Montréal, 20 pour celle de Québec et 11 pour chacune des quatre autres unités. Avec la création de ses nouvelles escouades, on apprend en avril 1999 que le SPCUM réintègre la section de Montréal et en assure la direction (Parent, 1999). Bien que ces unités soient d'ores et déjà actives, elles connaissent une période de mise en place qui s'étend jusqu'à la fin de 1999. Ce sont principalement des questions de sélection des candidats et de contrat de travail qui retardent son entrée en force. Ainsi, ce n'est qu'en janvier 2000 que les ERM sont totalement effectives et fonctionnelles. En ce qui a trait aux budgets, elles se partagent 20 millions de dollars sur trois ans, soit jusqu'en 2001 inclusivement. Comme pour les escouades Carcajou, il s'agit d'unités entièrement autonomes puisqu'elles assument elles aussi l'ensemble de leurs coûts d'opération.

2. La répression en général

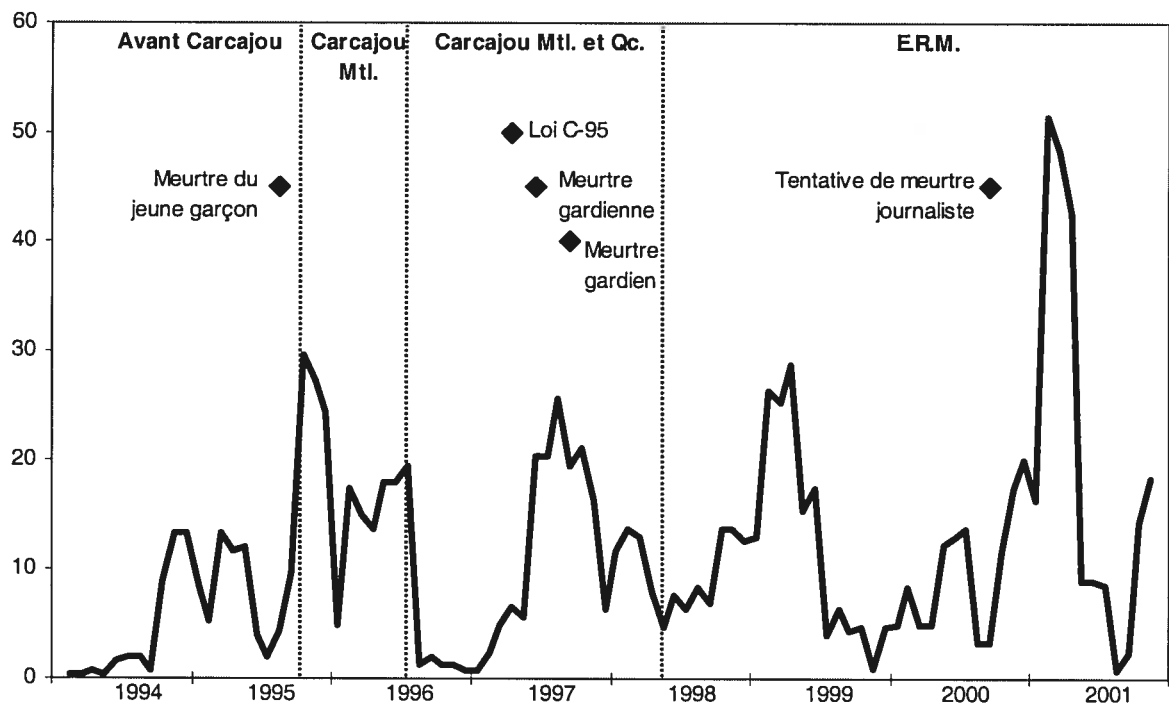
Pour les fins de ce mémoire, quatre périodes seront retenues en ce qui a trait à la répression : 1) avant Carcajou, entre janvier 1994 et septembre 1995 ; 2) Carcajou Montréal d'octobre 1995 à juin 1996 ; 3) Carcajou Montréal et Carcajou Québec de juillet 1996 à avril 1998 (ci-après nommé Carcajou Québec) ; et 4) les Escouades Régionales Mixtes couvrant de mai 1998 à décembre 2001. Les deux premières se distinguent de la troisième par le mandat et la stratégie qui en découle. Plutôt que d'arrêter le plus de gens possible, pour des délits de plus ou moins grande envergure, le but avoué étant de faire diminuer le

²⁴ Ce sont les Chapitres de Montréal, Quebec City, Sherbrooke, Trois-Rivières et les Nomads qui n'ont pas de port d'attache particulier.

²⁵ Ce sont, par exemple, les Rockers, les Jokers, les Evils Ones et les Damners downtown.

conflit dans l'immédiat, on se réoriente vers une investigation plus stratégique, visant les dirigeants de réseau. La première unité se différencie de la deuxième par la décentralisation de l'équipe pour la constitution d'une unité parallèle à Québec, soit là où s'est développé un second foyer de conflit à l'aube de 1996. Enfin, les ERM se distinguent de cette dernière évolution par leur dispersion dans les principales régions d'opération des motards criminalisés au Québec. Ces différents moments transparaissent bien dans la courbe des arrestations (voir figure VI).

Figure VI. Distribution du nombre d'arrestations par mois (clans confondus) selon les phases de répression et les événements clés*

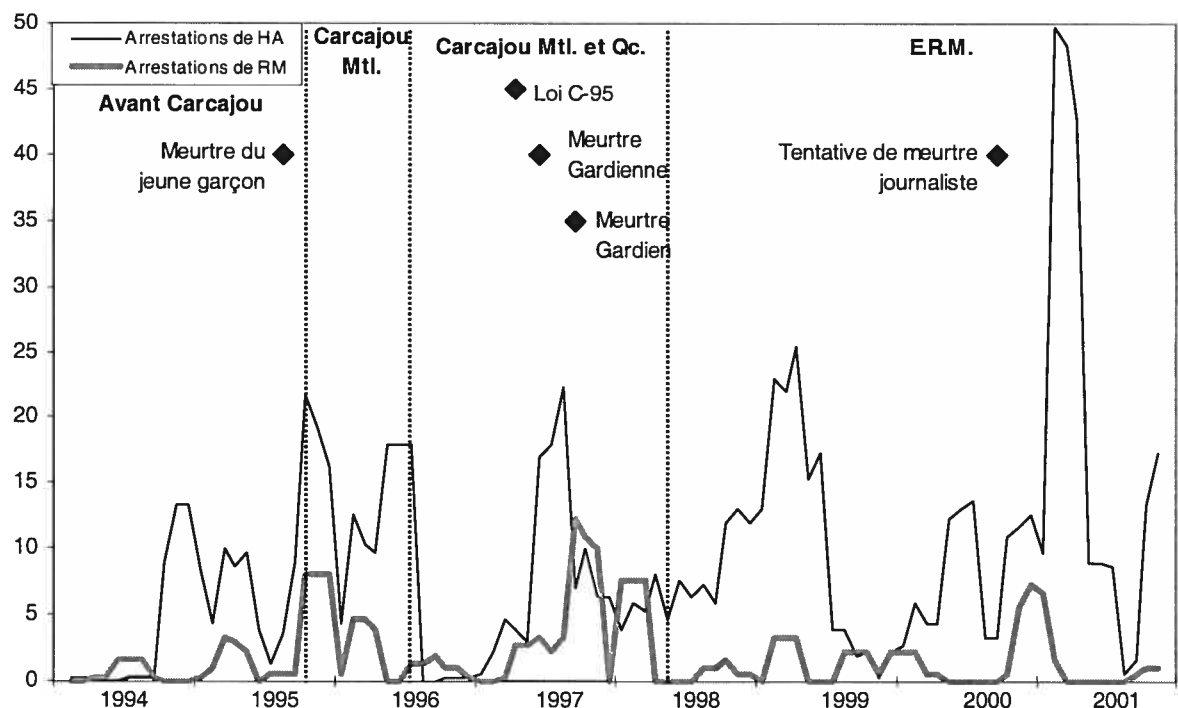


* La courbe a été atténuée suivant la méthode de la moyenne mobile, sur une base de trois mois.

À première vue, on remarque sur la figure VI qu'il y a trois moments importants en termes d'arrestations : entre novembre 1994 et juin 1996 ; entre juin 1997 et octobre 1999 ; et enfin, entre novembre 1999 et décembre 2001. Ce sont trois moments de la série au cours desquels plusieurs arrestations sont faites mensuellement, pour des mois relativement rapprochés dans le temps. On remarque aussi l'effet de la stratégie sur l'articulation du nombre d'arrestations par mois. L'époque que Carcajou Mtl est caractérisée par un nombre

important et un rythme soutenu des arrestations. Il en va de même pour ses successeurs Carcajous Montréal et Québec et ce, malgré le creux de la fin de 1996. Enfin, la période des ERM est marquée d'une activité répressive intense à ses débuts. Elle se calme à la fin de 1999 pour augmenter en flèche en 2001. Ce ralentissement se traduit par une période d'enquête plus stratégique qui a mené à l'opération Printemps 2001 dont il sera question plus loin.

Figure VII. Distribution du nombre d'arrestations par mois selon le clan, les phases de répression et les événements clés*



* La courbe a été atténuée suivant la méthode de la moyenne mobile, sur une base de trois mois.

3. La répression de chacun des clans

La réalité de la répression n'est pas la même pour chacun des groupes (figure VII). Les HA et leurs affiliés sont davantage visés et ce, tant en nombre qu'en périodes soutenues d'arrestations (voir tableau 9). Ce qui s'explique en partie de deux façons. L'une, les HA sont plus nombreux et l'autre, ils sont présents dans plus de régions du Québec que les RM. Les vagues d'arrestations de RM sont plus sporadiques et plus éparses sur la série. En fait,

on observe deux moments significatifs pour eux : de la fin de 1995 au début de 1996 ainsi que du milieu de 1997 au début de 1998.

On peut voir que l'arrivée de Carcajou Montréal s'est avérée néfaste pour les HA et, compte tenu de sa dimension supposée moindre, pour les RM. Il est possible ici de s'avancer à dire que les autorités, dans leur rôle de «repressive peacemaker» (Black, 1993), n'ont pas favorisé un groupe ou l'autre en arrêtant plus d'individus dans la partie adverse. Les successeurs de la première unité, Carcajou Montréal et Québec, marquent toutefois une baisse considérable du nombre d'arrestations et ce, malgré que le mandat soit demeuré le même. Il est par contre intéressant de voir que malgré le faible nombre d'arrestations, elles sont faites principalement sur des RM. Plus intéressant encore est le fait que cette diminution est suivie d'une importante vague d'arrestations au printemps de 1997 et qu'elle vise surtout les HA. Ceci donne lieu à deux explications. L'une, le calme noté auparavant indique une période d'enquête et de préparation des frappes (Turcotte, 2003). L'autre, cette période correspond aux meurtres des gardiens de prison. Il s'agit peut-être d'une intensification des mesures répressives, un peu forcées par l'opinion publique. Rappelons que ces assassinats, relativement rapprochés dans le temps, avaient créé un émoi dans la population.

La mise sur pied des ERM s'inscrit dans la même foulée que la décentralisation qui avait conduit à la naissance de Carcajou Montréal et Québec. Ces nouvelles unités d'enquête arrivent à la fin d'une vague d'arrestations où le nombre d'individus arrêtés décroît d'un mois à l'autre. On remarque d'abord que le nombre d'arrestations augmente à partir de mai 1999. À noter d'ailleurs que cette reprise vise presque exclusivement les HA. C'est effectivement la première fois depuis le début du conflit que la courbe des arrestations HA se détache autant de celle des RM.

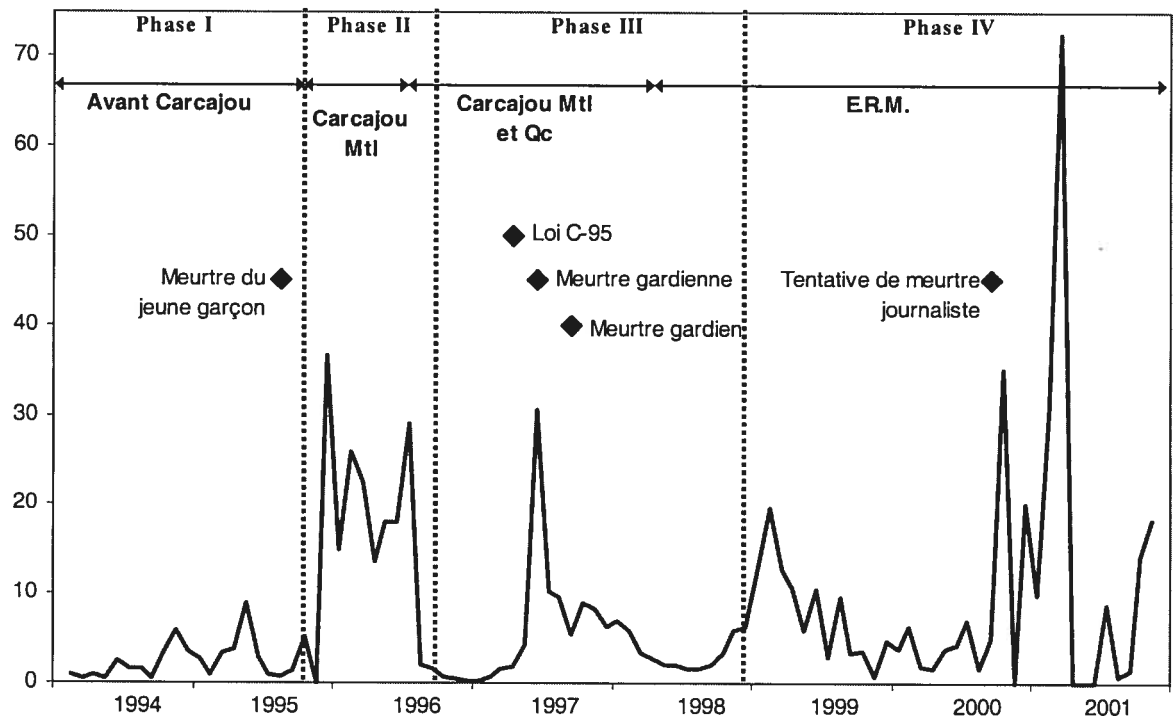
L'avant-dernier acte, entre juin 1999 et octobre 2000, indique bien que les autorités préparent un coup contre les HA. Très peu d'arrestations sont faites chez les individus appartenant à ce club, à ses clubs affiliés ou chez les gens qui gravitent dans leur entourage. Même si le nombre mensuel d'arrestations n'est pas élevé, les individus arrêtés sont

principalement des RM. Par la suite, c'est le coup de grâce pour les HA. Plusieurs opérations sont menées à terme, dont l'opération «Printemps 2001» au cours de laquelle 122 individus ont été arrêtés (Hébert, 2001 ; Lessard, 2001). Cette opération policière est sans précédents dans l'histoire judiciaire du Québec. L'enquête la soutenant a débuté en 1999 et a permis de recueillir une quantité impressionnante de preuves. Le 28 mars 2001, près de 2000 policiers prennent part à une rafle majeure et simultanée contre les HA dans 77 municipalités du Québec. Plusieurs individus importants des HA sont arrêtés ou sous le coup d'un mandat d'arrestation. D'ailleurs, tous les membres du chapitre des Nomads sont arrêtés à la suite de cette opération. Parallèlement aux arrestations, plusieurs biens appartenants directement ou indirectement (via des prête-noms) ont été saisis, en plus des saisies habituelles de drogue, d'armes et d'argent liquide (GRC/RCMP, 2002).

4. Les arrestations et les victimes d'attentats

Dans cette section, les courbes du nombre de victimes et du nombre d'arrêtés par mois ont été réunies afin de vérifier l'incidence de la répression sur le conflit. La figure VIII présente le ratio mensuel d'arrestation par victime (arrestations/victimes), les quatre phases du conflit (identifiées au chapitre III) ainsi que les périodes de répression et les événements. Bien que le texte fasse mention des données brute lors de l'analyse, le lecteur trouvera à l'annexe I le graphique présentant les deux courbes séparément.

Figure VIII. Distribution mensuelle du ratio du nombre d'arrestations par victime selon les phases du conflit, les périodes de répression et les événements



Une première remarque tient à la faible augmentation du ratio au début du conflit. En fait, ce ratio est soutenu par une augmentation semblable du nombre de victimes et du nombre d'arrestations. À cette époque, le conflit se développe et s'envenime rapidement et la réaction policière ne fait que suivre cette tendance. À l'automne de 1995, la première unité Carcajou voit le jour à la suite du meurtre du jeune garçon. S'en suit immédiatement un accroissement considérable du nombre d'arrestations et, conséquemment, d'une diminution du nombre de victimes. La courbe montre d'ailleurs très clairement que le nombre d'arrestations par victime s'est accru après la mise en place de cette escouade. L'effet est double. D'une part, les arrestations ont effectivement augmenté en flèche, mais, d'autre part, elles s'accompagnent d'une diminution considérable du nombre de victimes.

La réorganisation ayant conduit à la mise sur pied d'une autre escouade Carcajou à Québec, en parallèle de celle de Montréal, est suivie d'un adoucissement important du ratio arrestations/victimes. Concrètement, c'est un moment où le nombre de victimes est encore relativement faible et où les arrestations sont en chute libre. Toutefois, la diminution des

arrestations a provoqué une reprise des hostilités à l'automne 1996. Ainsi, après que la pression policière se soit relâchée, les attentats ont repris. C'est de cette façon qu'on explique que la courbe effleure le point zéro au passage de 1996 à 1997.

L'année 1997 est marquée de trois événements importants, soit l'adoption du projet de loi C-95 (Loi anti-gang) et les meurtres de la gardienne et du gardien de prison. À l'aube de 1997, le nombre mensuel de victimes est déjà en hausse. La réaction policière se fait elle aussi plus intensive au cours de l'hiver. En juin de cette année, une gardienne de prison est assassinée par des individus liés aux bandes de motards criminalisés. En septembre, un collègue subit le même sort. La réaction policière est instantanée. Les arrestations grimpent en flèche au cours de l'été pour diminuer à l'automne. C'est ce qui explique le sommet de la courbe en juin 1997 et sa diminution par la suite. Le creux de 1998 repose principalement sur une diminution de l'action répressive. D'ailleurs, c'est à cette époque que des pourparlers sont engagés pour réorganiser une seconde fois les escouades spécialisées. Ajoutons qu'à ce moment, alors que les arrestations sont faibles, les victimes faites mensuellement sont quant à elles en hausse.

Les arrestations reprennent lentement la pente croissante après l'entrée en scène des Escouades Régionales Mixtes pour culminer à l'hiver 1999. Incidemment, le nombre mensuel de victimes diminue. La figure VIII indique clairement ce mouvement : un laisser aller au cœur de 1998 et une reprise du contrôle du conflit en 1999.

La période de calme qui se compose de la fin de 1999 et de la majeure partie de 2000 relève, étonnement, d'un nombre relativement bas d'arrestations et ainsi que d'un rythme stable, mais faible, du nombre de victimes. On sait maintenant que cette accalmie cachait en fait l'enquête, plus stratégique, qui a mené plus tard à l'opération Printemps 2001.

Enfin, alors que le nombre mensuel de victimes était relativement bas, quelques opérations, dont Printemps 2001 en mars, sont venues porter le coup de grâce au conflit.

Par la suite, le conflit est marqué de quelques attentats faisant peu de victimes et de quelques arrestations.

Une observation parallèle tient à l'étonnante concordance entre les phases du conflit et les périodes de répression. Rappelons que le conflit avait été découpé selon le mouvement particulier de la tendance. La phase I du conflit colle parfaitement à la période de répression «avant Carcajou». Il naît et s'enflamme alors que la réaction policière avait peine à s'organiser et à réagir promptement. La seconde phase, «une fausse accalmie», se caractérisait par un faible nombre de victimes. Elle déborde quelque peu la période où il n'existait qu'une escouade Carcajou, à Montréal. La phase III, «le cœur du conflit», couvre la majeure partie de l'époque des Carcajous Montréal et Québec et le début des ERM. Cette période se caractérisait par un moment intense du conflit et par une activité policière relativement soutenue, quoi qu'inégale. Enfin, la dernière phase, «le retour à un certain calme», correspond à période des ERM. Le conflit est déjà marqué d'une diminution, mais reçoit tout de même le coup de grâce tributaire d'une préparation de longue haleine et stratégique.

Il apparaît maintenant difficile de nier le lien entre la fluctuation du nombre mensuel de victimes et celle du nombre d'arrestations²⁶. Il est tout aussi difficile de nier le lien entre la stratégie répressive et la tendance des règlements de compte. De toute évidence, selon la figure VIII et son pendant en annexe I, la police agit généralement de manière rétroactive sur le conflit. Mis à part l'opération Printemps 2001, l'action policière fait suite à une recrudescence des hostilités entre les bandes de motards impliquées. Parallèlement, à un conflit qui naît s'annexe une répression qui tente de s'organiser et de répondre rapidement (Phase I «Le début du conflit - Avant Carcajou»). Une fois la répression constituée en unité spécialisée, avec le mandat d'arrêter en catastrophe et avec les moyens et les effectifs pour le faire, le conflit se calme (Phase II, «Une fausse accalmie» - Carcajou Montréal). Mais à une diminution de la répression suit une reprise des hostilités qui s'accompagne aussi d'une

²⁶ Des tests de corrélation croisée révèlent d'ailleurs que la réponse policière, mesurée en arrestations, se fait sentir deux mois après les attentats. Bien que certains de ces tests ne soient pas significatifs, l'étonnante répétition d'une corrélation deux mois après les attentats (lag 2) atteste tout de même du sens de la relation. Parmi les tests significatifs, notons la relation entre les attentats sur les HA et les arrestations totales (r. 0,18) ainsi que les attentats sur les HA et les arrestations de RM (r. 47).

tentative d'intimidation du système de justice. C'est une période marquée d'une répression tout aussi appuyée sur le résultat immédiat. Le résultat se résume par un climat chaotique où arrestations et attentats fusent de toute part (Phase III, «Le cœur du conflit» - Carcajous Montréal et Québec). Enfin, un dernier moment où, sous la fatigue de la phase précédente et la menace d'une enquête stratégique, qui finit par se concrétiser en arrestations de masse, le conflit meurt, pour ainsi dire (Phase IV, «Le retour à un certain calme» - Escouades Régionales Mixtes). Les sections subséquentes exposent plus en détail cette logique.

À ce stade de l'analyse, il devient nécessaire de faire des liens entre les analyses qui ont été faites au cours de ce chapitre et celles du chapitre précédent. À partir de ces différents recoupements, on peut cerner de manière plus concise certaines réalités de ce conflit. Ces conclusions tiennent principalement en deux points. Chacune d'elles sera abordée plus en détails au cours des prochains paragraphes. Il sera d'abord question de la présence de la tierce partie et de son influence sur le conflit. Ces remarques sur le tiers vont conduire indubitablement au second point, la vérification des hypothèses. Nous y verrons que des deux hypothèses émises en début de parcours, aucune ne se vérifie complètement et aucune n'est totalement infirmée.

D'abord, tout au long du troisième chapitre, les analyses montrent que la série du nombre mensuel de victimes d'attentats était ponctuée d'accalmies. De manière générale, on pense surtout à la période située entre la fin de l'année 1995 et la fin de l'été 1996. À ce moment, le nombre de victimes est particulièrement faible comparativement aux mois de part et d'autre de ce creux. On pense aussi au creux de la fin de l'année 1999 qui, quoi que moindre que celui de 1995-1996, indique un apaisement des hostilités. De manière plus spécifique, on a fait remarquer que les RM ont connu plusieurs périodes de calme où aucun des leurs ne tombait. Pour ce qui est des HA, on repère aussi des périodes plus tranquilles, mais jamais de série de mois consécutifs sans victime. Leurs périodes de calme, s'il en est, prennent davantage l'aspect de mois comptant moins de victimes que des mois sans aucune victime. Au cours du chapitre précédent, l'explication qui semblait la plus plausible était à l'effet que les parties impliquées accusaient un essoufflement qui prenait la forme d'un repli stratégique. Or, en introduisant la tierce partie, soit le contrôle, force est de constater

que ces moments de calme sont en fait le résultat de la réaction policière. Le repli stratégique n'était pas qu'une réaction à l'épuisement attribuable au conflit, mais surtout un apaisement des attentats en regard de la répression qui se fait de plus en plus intense. On se repli pour deux raisons. L'une, avec un plus faible pouvoir explicatif, parce que le conflit est lourd en pertes. L'autre, parce qu'en plus des individus qui tombent, d'autres risquent d'être arrêtés.

Comme en fait mention Reuter (1983), la violence a un effet négatif sur les affaires et, de surcroît, cette violence attire fortement la répression (Katz, 1988). L'effet nocif du conflit sur les affaires est, par conséquent, double. D'une part, la violence gêne la poursuite des activités lucratives des délinquants via les risques d'exposition aux attentats et via la crainte chez les consommateurs d'être victimisés accidentellement en traitant avec des individus impartis au conflit. D'autre part, un conflit dans le milieu criminel risque d'attirer l'attention des autorités, ce qui est particulièrement vrai ici étant donné son intensité et sa durée. Conséquemment, au risque d'être victimisé par un attentat et à la crainte des consommateurs, s'ajoute le risque de la répression qui s'accroît. On comprend mieux maintenant qu'à la suite de l'entrée en scène de Carcajou, par exemple, les attentats aient fortement diminués.

Le rôle de la tierce partie joué par les autorités est celui du «repressive peacemaker» selon la terminologie proposée par Black (1993). Rappelons que ce type de tierce partie est réputé avoir une intervention non-partisane et est totalement indifférente aux conséquences que l'issue du conflit peut avoir sur ses participants. En termes d'arrestations, on peut voir dans cette série que les HA sont davantage visés par la répression, l'opération Printemps 2001 en est la meilleure preuve. Il y a par conséquent une certaine forme de partisanerie de la part des autorités. En favorisant le ciblage des HA, les autorités contribuent involontairement à l'avance des RM sur le terrain. Inversement, le fait d'être plus fréquemment surveillé augmente la difficulté pour les RM d'atteindre des cibles ennemies. Plus des individus sont surveillés en vue d'une répression éventuelle, plus il apparaît difficile de les atteindre en toute impunité. Cette relation n'est d'ailleurs pas exclusive à celle d'un

comportement de sur-prudence qui se développe dans un contexte où la mort et les arrestations sont des menaces omniprésentes (Tremblay et al., 1989 ; Alain, 1993).

Des deux hypothèses émises au premier chapitre, aucune ne peut être complètement invalidée, tout comme aucune ne peut être validée entièrement. Rappelons d'abord la nature de ces hypothèses. La première stipulait que l'intensification des mesures répressives de contrôle, comprise comme la présence d'une tierce partie, a pour résultat de faire augmenter la violence dans le milieu de la criminalité de marché. La seconde était plutôt à l'effet que l'intensification des mesures répressives, comprises comme la présence d'une tierce partie, a comme impact de faire diminuer la violence dans le milieu de la criminalité de marché. Mises ensemble, elles cernaient relativement bien les effets possibles du contrôle sur les violences dans le milieu criminel. L'augmentation du contrôle fait soit diminuer, soit augmenter la violence. On ne s'attendait pas, bien entendu, à retrouver une seule de ces deux relations qui perdure tout au long de la série, mais davantage une combinaison de ces relations hypothétiques.

Ce que nous retrouvons dans le croisement des séries du nombre mensuel d'attentats et d'arrestations prend la forme d'un enchaînement de plusieurs relations. Avant de se lancer dans une explication plus approfondie de ces relations, on doit d'ores et déjà préciser que le contrôle est beaucoup plus réactif que proactif dans ce conflit précis. La meilleure preuve de cette affirmation réside dans l'apparition de la première escouade Carcajou. Les hostilités ont commencé en 1994, ont persisté et se sont accrues jusqu'en août 1995. Malgré l'existence de l'escouade ECO avant l'entrée en scène de Carcajou, il aura fallu le décès accidentel d'un jeune garçon pour que le gouvernement donne enfin suite à la nécessité d'une organisation plus efficace du contrôle dans la lutte aux motards criminalisés.

De prime abord, force est d'admettre que la répression a eu, à long terme, pour effet de faire diminuer le nombre de victimes et de faire cesser ce conflit. Le tableau 9 le montre très clairement. Il présente le nombre d'arrestations et le nombre de victimes d'attentats en général et par clan, ainsi que leurs moyennes mensuelles respectives, pour chacune des périodes de contrôle. En nombre pur, les arrestations n'ont cessé d'augmenter au fil des

escouades. Cette remarque d'une constante intensification demeure vraie lorsqu'on s'intéresse au nombre moyen d'arrestations par mois. Il faut toutefois porter une attention particulière à l'exception de la période de Carcajou Montréal ; sa moyenne de près de 21 individus arrêtés est, de toute évidence, tributaire de la stratégie découlant de son mandat. Parallèlement aux arrestations de chacune de ces périodes, le nombre mensuel moyen de victimes d'attentats décroît. Encore une fois, la période de Carcajou Montréal fait exception avec une moyenne de 0,9 victimes par mois ; comme quoi une intervention massive et intense conduit à l'objectif fixé.

Tableau 9. Nombres d'arrestations et de victimes selon les périodes de répression

	Avant Carcajou	Carcajou Mtl	Carcajou Mtl et Qc	ERM
	Janvier 1994 à septembre 1995	Octobre 1996 à juin 1996	Juillet 1996 à avril 1998	Mai 1998 à décembre 2001
Nombre de mois	21	9	22	44
Arrestations totales	113	188	200	588
Moyenne*	5,4	20,9	9,1	13,4
Médiane	2	7	4	6
Écart type	8	24,6	13	21,1
Victimes totales	53	10	52	77
Moyenne	2,5	1,1	2,4	1,7
Médiane	1	1	2	1
Écart type	3	1,3	1,9	2
Arrestation de HA	95	150	122	532
Moyenne	4,5	16,7	5,6	12,1
Médiane	0	7	2,5	5,5
Écart type	7,4	19,5	10,6	20,9
Victimes HA	31	7	29	41
Moyenne	1,5	0,8	1,3	0,9
Médiane	1	1	1	1
Écart type	2	0,8	1,5	1,1
Arrestations de RM	18	38	78	56
Moyenne	0,9	4,2	3,6	1,3
Médiane	0	0	0	0
Écart type	1,7	8,4	7,7	3
Victimes RM	22	3	23	36
Moyenne	1,0	0,3	1,0	0,8
Médiane	0	0	0	0
Écart type	1,5	0,7	1,3	1,3

* Les moyennes, les médianes et les écart-types sont calculés sur une base mensuelle.

De manière générale, la violence, traduite par le nombre mensuel de victimes, était élevée au moment où les arrestations étaient relativement basses. La répression a commencé par être une réaction à la violence : le conflit débute et s'envenime et ce n'est que par la suite que la répression devient suffisante pour que les hostilités diminuent. Par la suite, le nombre d'arrestations demeure élevé et, conséquemment, le nombre de victimes d'attentats demeure faible. Par contre, dès que la répression se relâche, les hostilités reprennent de plus bel. Encore une fois, une intensification du contrôle aura pour effet de faire diminuer le nombre de victimes. Cette logique se poursuit tout au long de la série jusqu'en 2000. À la mi-2000, les attentats, qui étaient faibles en nombre depuis déjà quelques mois, diminuent considérablement et, fait surprenant, voilà environ un an que les arrestations sont peu nombreuses. On sait maintenant que c'est au cours de cette période que les autorités préparaient l'opération Printemps 2001. Mis à part cet acte final, on voit que la série se compose de fortes réactions à des flambées de violence. À chaque fois, cette réaction a pour résultat un ralentissement dans les hostilités. Cependant, la suite est aussi la même ; lorsque les attentats diminuent, la répression se relâche et les hostilités finissent par reprendre. En ce sens, on confirme l'hypothèse voulant qu'une augmentation de la répression diminue la violence. Par contre, force est de constater qu'à court terme, cet effet n'est pas durable. Ce n'est qu'à la toute fin de la série que les vagues d'arrestations créent l'effet escompté, c'est-à-dire faire cesser le conflit, du moins dans son expression meurtrière. Au lieu de retrouver cet effet sur un seul et même segment de la série, on l'observe davantage à plus long terme et il est ponctué d'à-coups dans l'intensification du contrôle. Ainsi, on ne retrouve pas une augmentation linéaire, mais bien une augmentation basée sur le cumul des arrestations. Bien entendu, il faut ici considérer un effet de cumul parallèle qui influence assurément le nombre mensuel d'attentats dans le même sens que la répression : le cumul des victimes. On peut effectivement croire que le poids du nombre de victimes, qui augmente au fur et à mesure que le conflit évolue, finit par avoir un impact sur la vigueur au combat des acteurs impliqués. En plus des individus qui ont été arrêtés et/ou qui sont morts ou blessés, ceux qui restent sont aussi visés à la fois par l'ennemi et par la répression. On peut aussi ajouter à ce stress l'effet négatif de cet imbroglio de risques sur les affaires.

6. Les effets de l'«usure»

Au cours du chapitre précédent, nous avons avancé la notion de guerre d'usure qui se traduisait principalement par un effet de cumul sur l'issue du conflit (Schelling, 1986). Plus précisément, il était question d'attrition des parties en conflit via les morts et blessés de part et d'autre et d'une diminution conséquente des hostilités. À cette étape de l'analyse, force est d'admettre que les arrestations ont eu elles aussi pour effet de faire diminuer et cesser le conflit.

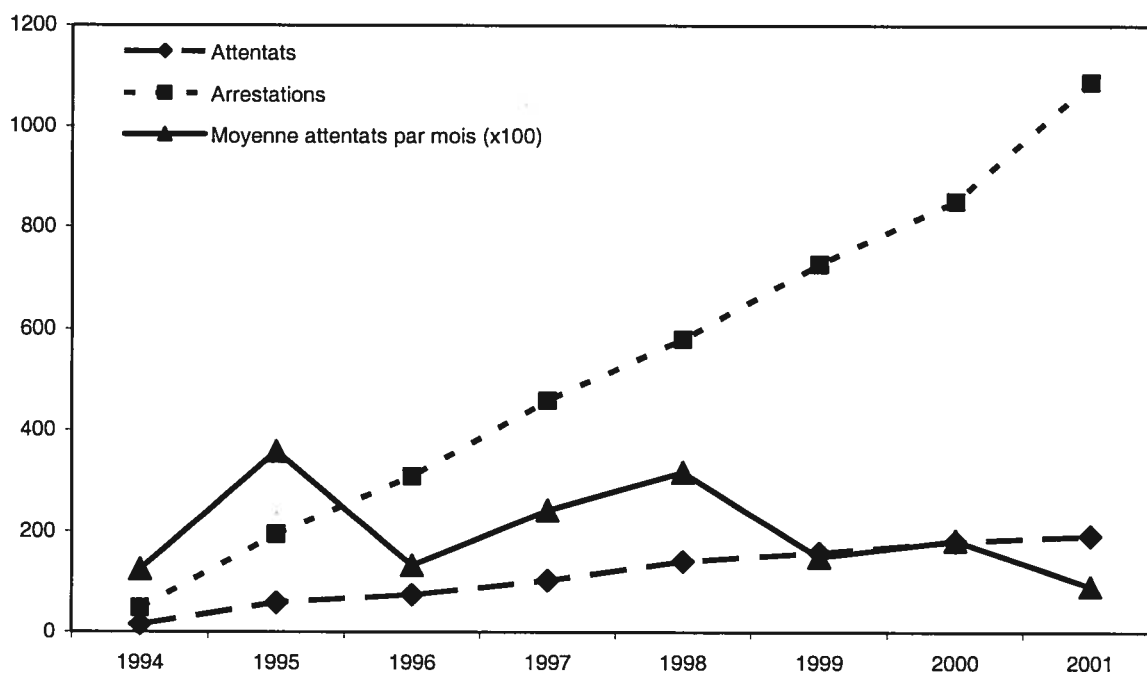
Tableau 10. Double effet de cumul : arrestations et victimes cumulées et moyenne mensuelle des victimes par année

	Victimes		Arrestations		Nombre moyen de victimes par mois	
	Nombre	Cumulées	Nombre	Cumulées	Moyenne	Écart-type
1994	15	15	48	48	1,25	1,42
1995	43	58	147	195	3,58	3,45
1996	16	74	114	309	1,33	1,23
1997	29	103	150	459	2,42	2,15
1998	38	141	121	580	3,17	2,59
1999	18	159	147	727	1,50	1,09
2000	22	181	124	851	1,83	2,04
2001	11	192	238	1089	0,92	1,24

Le tableau 10 indique bien que l'accumulation des arrestations et des victimes au fil des années a un certain effet sur l'intensité du conflit. On voit bien aussi que le conflit s'est amorcé de manière relativement lente, mais que 1995 a connu une flambée de violence très importante avec une moyenne de 3,6 victimes par mois en moyenne. Il s'agit d'ailleurs de l'année la plus intense de toute la série, suivie de près par 1998 pour laquelle on enregistre une moyenne mensuelle de 3,2 victimes. En fait, le conflit a connu une intensification entre 1994 et 1998, avec un creux en 1996, puis amorce une descente jusqu'à la fin de la période à l'étude. Parallèlement, si l'on regarde les arrestations et les attentats cumulés, on remarque que c'est à partir de 1998 que les bilans prennent une teneur plus «dramatique». À la fin de cette année, on compte un total de 580 arrestations dans l'entourage des motards et 141 victimes d'attentats. En tenant compte de notre sous-estimation d'environ 25% des arrestations, on peut réajuster à 773 arrestations à cette à l'aube de 1999. Enfin, pour les années subséquentes, on doit tenir compte de la relative constance des arrestations dans l'effet d'attrition et ce, même si c'est à partir de ce moment que l'accumulation des victimes est moins importante d'une année à l'autre. La figure IX illustre encore plus

clairement le croisement des tendances de l'augmentation des pertes pour le milieu, en termes d'individus arrêtés et de victimes, et de celle du nombre moyen de victimes par mois.

Figure XI. Accumulation des arrestations et des victimes et nombre moyen de victimes par mois par année



Ce double effet de cumul sur la diminution des hostilités et la fin du conflit semble particulièrement vrai si l'on tient compte des résultats auxquels en sont arrivés Tremblay et al. (1989). Ils expliquent entre autre que les groupes de motards ont connu une diminution de leur régulation. En conséquence de l'augmentation considérable des risques de répression et de ceux d'être victime du milieu pour ce sous-groupe criminel précis, il devenait beaucoup moins alléchant pour d'éventuelles recrues d'en faire partie. C'est de cette manière qu'ils associent la diminution de la population des motards criminels à l'accroissement de ces deux types de risques (endogènes et exogènes). Avec le conflit dont il est question ici, il apparaît alors encore plus évident que les recrues potentielles soient moins nombreuses : ces délinquants évoluent dans un contexte où tout un chacun risque de se faire abattre et où les autorités attachent une attention particulière à réprimer la criminalité rangée sous l'appellation «bandes de motards criminalisés». En admettant ainsi

que, comme l'ont prouvé Tremblay et al. (1989), l'augmentation des risques endogènes et exogènes liés à l'appartenance à un groupe criminel précis produise une diminution de la population de ce groupe par sa sous-régulation, il devient alors encore plus certain que l'effet de cumul dont il vient d'être question est vrai. À notre avantage, il faut aussi ajouter que les conflits et la répression dont ils se servent sont considérablement moindres que ceux qui sont reproduits ici. En se référant aux travaux de Cordeau (1990), on peut aisément dire que le conflit de 1994-2001 n'a pas de commune mesure avec tous les conflits criminels impliquant des motards au Québec. Parallèlement, en ne considérant que la mise sur pied des différentes escouades visant essentiellement les motards, on peut s'avancer à dire que la répression est d'autant plus substantielle. Par conséquent, la répression et la victimisation traduisent des risques encore plus importants dans le conflit qui nous concerne que ceux abordés par Cordeau (1989, 1990) et Tremblay et al. (1989).

Discussion et conclusion

Ce mémoire avait pour but de vérifier l'effet du contrôle policier sur un conflit entre des groupes criminels. La première hypothèse émise en début de parcours était que l'augmentation du contrôle policier provoque une diminution de la violence létale. L'argumentation théorique soutenant cette approche tient principalement aux principes de la dissuasion pénale et au resserrement du réseau. Devant les risques pénaux qui s'accroissent via une intensification de l'activité policière autour du groupe, ses membres ont pour réaction le repliement sur eux et la fermeture des contacts vers l'extérieur afin d'éviter les fuites qui alimentent la répression. Une telle fermeture du réseau sous-entend que plusieurs activités criminelles cessent, partiellement ou complètement. On peut effectivement penser qu'en ces temps de risques accrus d'arrestation, seules les activités essentielles à la conservation d'un ou des marchés et leurs revenus demeurent. Les activités parallèles, c'est-à-dire non absolument nécessaires, sont mises de côté. On pense notamment aux attentats. C'est en ce sens que des comportements de protection devant une accentuation du contrôle se traduisent par une diminution des hostilités.

La seconde hypothèse est l'inverse de la première. Elle suggère que l'augmentation du contrôle policier provoque une recrudescence de la violence létale dans le milieu criminel. La réflexion qui appuie cette hypothèse renvoie à une réaction des criminels qui tendent à éliminer les éléments potentiellement dangereux en contexte de répression. En fait, lorsque l'étau se resserre sur eux, plutôt que de se replier dans une fortification symbolique, ils cherchent à identifier les éléments qui peuvent être dangereux via l'augmentation des risques pénaux. Ces éléments sont dangereux parce qu'ils risquent de commettre des erreurs, sources d'indices facilitant les arrestations, et/ou devenir délateurs. L'hypothèse s'appuie aussi sur la notion de compétition accélérée. Elle suggère qu'une forme de violence naît de la compétition entre les délinquants qui aspirent aux positions laissées par ceux qui ont été victime d'attentats ou de la répression.

1. Principaux résultats

L'hypothèse voulant qu'une hausse du contrôle entraîne une diminution des violences létales dans le milieu criminel se confirme à deux niveaux, soit de manière momentanée au cours de la période et sur l'ensemble du conflit. Le conflit connaît des cycles ou des phases de violences entrecoupés de périodes plus calmes. En replaçant ces mouvements dans le cadre de la répression, on peut voir que la plupart de ces moments calmes correspondent à des périodes où l'action répressive était particulièrement intense. Dans le cas étudié ici, comme dans bien d'autres, la police est réactive à ce qui se passe dans le milieu. La violence commence par naître entre les délinquants et la police réagit à cette flambée. Toutefois, le milieu est aussi réactif à cette répression puisque les vagues de répression sont suivies de diminutions des violences. En général, la police accomplit sa tâche de faire diminuer les violences et de faire cesser le conflit. Par contre, cette diminution générale se compose d'une multitude de réactions policières aux violences qui reprennent une fois la vague répressive passée. À une augmentation de la violence succède une augmentation de la répression, à laquelle s'ajoute une diminution de la violence qui provoque à son tour une diminution de la répression, qui rouvre la porte à une nouvelle escalade de violence et ainsi de suite.

Pris dans son ensemble, le conflit a lui aussi diminué. D'une séquence de diminution à l'autre, la reprise des hostilités se faisait toujours de moins en moins violente. C'est ainsi que s'est dessinée une diminution générale du conflit. Cet effet général n'est pas étranger au principe militaire de la guerre d'usure (Schelling, 1986), où le cumul des pertes a pour objectif de décourager la poursuite du conflit et de miner le moral des troupes. La notion de cumul tient à la constance et à la régularité de l'accumulation des pertes provoquées à chacune des incursions. On vise à rendre négatif le rapport coûts/bénéfices de l'investissement dans le conflit. Ainsi se pose un premier effet de cumul qui consiste dans l'assiduité policière au cours du conflit. Tout au long des huit années, les policiers ont pratiqué plusieurs vagues d'arrestations qui marquent une répression d'ensemble particulièrement incisive. Même si les individus arrêtés ne sont pas neutralisés une fois pour toute, le fait de les retirer de la circulation pour un temps et de laisser planer sur eux la possibilité concrète d'être arrêté de nouveau a assurément eu pour effet de modifier les

comportements. On doit aussi tenir compte d'un effet dissuasif semblable de ces arrestations soutenues sur les partenaires non encore incriminés.

En regard des travaux de Cordeau (1989 et 1990), on peut s'avancer avec assurance à dire que le conflit dont il est question dans ce mémoire est le conflit le plus violent de l'histoire criminelle du Québec. Il est particulier quant au nombre de victimes, mais aussi quant à sa durée. Il y a bien eu le conflit entre les HA et les Outlaws qui s'est étiré sur sept années, mais il était plus léger en termes de nombre de victimes comparativement à celui qui nous concerne ici. Ainsi, le second effet de cumul tient à l'addition des victimes tout au long de ces huit années (1994-2001). Contrairement aux individus arrêtés qui peuvent reprendre leurs fonctions une fois leur sentence purgée, plus de la moitié (108) des 192 motards visés par les attentats sont morts. Ce sont des individus qui ne reprendront évidemment pas les «affaires». Du reste, les éclopés sont placés à l'écart de l'activité pour une période de temps plus ou moins longue, selon la gravité de leurs blessures et de leurs traumatismes.

La diminution et la cessation du conflit découlent à la fois de l'action policière et du conflit lui-même. Cette double causalité repose essentiellement sur l'accumulation des pertes comprises comme les arrestations et la victimisation. L'arrêt des hostilités ne tient donc pas uniquement à l'action répressive, mais aussi à l'effet corrosif de ces deux éléments sur le bassin de cibles. Parallèlement, ces deux menaces, ou risques, deviennent aussi de plus en plus concrètes pour les individus qui demeurent actifs. D'ailleurs, il ne faut pas négliger l'effet négatif que ce contexte peut avoir sur les «affaires» criminelles habituelles, principale motivation de l'investissement dans ce mode de vie. Nombre d'individus ont été momentanément ou plus longuement retirés de la circulation par le biais d'arrestations ou de blessures, alors que d'autres ont tout simplement été éliminés. Tout ce roulement de «personnel» oblige une constante réorganisation. Lorsqu'on sait que la confiance est la principale base de fonctionnement des transactions illicites (Naylor, 1997 ; Morselli, 2001 et 2003) et qu'elle ne s'acquière pas facilement, il est plus aisé de comprendre les difficultés qu'implique cette conjoncture sur le commerce. Par conséquent,

il apparaît évident qu'en plus des risques pénaux et des risques de victimisation, les participants à ce conflit ont aussi tenu compte de son impact négatif sur les affaires.

2. Les limites

Les limites de cette recherche tiennent principalement à deux points. Les motards composent un sous-groupe de délinquants distinct à la fois de la population criminelle en générale et des autres groupes criminels marqués d'un soupçon de formalisme. Leur manière de fonctionner, leurs traits distinctifs notamment en ce qui a trait à l'affichage de leur appartenance, leur hiérarchie et leur histoire font d'eux un groupe qui s'apparente difficilement à d'autres groupes de criminels. Ils sont d'ailleurs reconnus comme les motards les plus violents parmi les motards de la planète (GRC, 1999). Le conflit dont il est question dans ce mémoire et les séquences de règlements de compte répertoriées par Cordeau (1990) le prouvent bien. Une seconde limite consiste justement à l'ampleur du conflit. Malgré qu'aucune recherche n'ait été faite pour identifier les conflits criminels importants dans des pays industrialisés et en contexte de paix, il apparaît évident que celui-ci fait partie des plus violents. Si l'on se fie aux travaux de Cordeau (1990), la grande majorité des conflits criminels se résument à moins d'une dizaine de victimes. Les conflits criminels faisant plus de vingt morts et/ou s'étirant sur plus de deux ans semblent former une proportion marginale de tous les conflits de ce type. Ainsi, il serait imprudent de s'avancer à généraliser ce conflit à tous les conflits criminels se situant dans les mêmes paramètres. D'abord parce que cette généralisation équivaut à prédire la reproduction ultérieure d'un conflit de cet ordre, ce qui en reviendrait à adopter un ton faussement alarmiste. Ensuite, simplement parce qu'il est scientifiquement impossible de généraliser à partir d'un fait aussi particulier. Ces limites à la généralisation n'occultent cependant pas toute l'implication de ce mémoire.

Cette recherche souffre aussi d'un manque d'information. Les tentatives répétées de demandes d'accès aux données policières, infructueuses, ainsi qu'une contrainte de temps ont obligé une réorientation des stratégies de validation de la banque des victimes et de cueillette des données portant sur la répression. On comprendra que le silence des journaux sur l'activité criminelle de certains individus ou l'attentat à leurs vies ne signifie pas

nécessairement l'inexistence de ces faits. En conséquence, il se peut que des individus effectivement liés au milieu des bandes de motards criminalisés et/ou visés par un attentat aient été retiré de la banque. Le phénomène est d'ailleurs le même pour ce qui est du nombre d'arrestations. Ces deux lacunes peuvent avoir une certaine incidence sur les analyses fines, mais moindre sur les tendances générales. Parallèlement, le manque d'information se traduit aussi par une méconnaissance des individus impliqués directement dans le milieu. Ce point touche principalement l'importance différenciées de chacune des victimes. Avec une telle information, il aurait été possible de donner un poids à chaque attentat et d'opérer une nouvelle analyse encore plus poussée.

3. Les implications

Bien entendu, il est incertain que nous retrouvions un jour un conflit de cette ampleur, souhaitons-le d'ailleurs, mais certaines des conclusions faites antérieurement peuvent s'avérer utiles pour appréhender d'autres conflits criminels, peu importe qu'on se place dans la perspective policière ou dans la perspective scientifique. Les policiers en retirerons premièrement une certaine fierté ; à l'usure, ils ont eu raison du conflit. Mais, deuxièmement, que cette victoire s'est acquise par à-coups ; il aura fallu des vagues d'arrestations à plusieurs reprises pour convaincre les motards qu'il vaut mieux cesser leurs hostilités. Troisièmement, qu'ils ne sont pas le seul agent d'influence sur l'issue du conflit ; les motards ont contribué d'eux-mêmes à cette finalité.

Scientifiquement, nous retiendrons qu'une tierce partie, telle que la police, qui adopte un rôle de «repressive peacemaker» et qui s'attaque à un conflit criminel a effectivement un impact sur son issue et ce, même si une importante distance organisationnelle sépare ces deux instances. Nous retiendrons parallèlement qu'il est impératif de tenir compte de l'influence que le tiers peut avoir sur les suites du conflit, mais aussi que l'action des parties impliquées ainsi que l'effet structurant de leurs gestes amènent le conflit à avoir lui-même une incidence sur sa propre finalité. Donc, que l'influence sur l'issue d'un conflit ne saurait se mesurer qu'à partir du tiers et des parties impliquées, mais aussi d'un effet structurant qui les dépasse et qui finit par se mêler à la substance du conflit.

4. Des pistes pour les recherches futures

En terme de «ici et maintenant», le sujet traité suscite un problème de taille, celui d'être trop collé à la réalité à l'étude. Les implications opérationnelles de la police et le méga-procès qui a fait suite à l'opération Printemps 2001, encore en cours au moment d'écrire ces lignes, créent un contexte où l'accès à de l'information supplémentaire est extrêmement difficile, voire impossible. Dans le futur, il serait intéressant de reprendre le sujet et d'exploiter plus à fond les dynamiques délinquants-contrôle et interne au milieu dans une perspective socio-historique plus complète. Notamment, la reconstitution du réseau personnel et l'analyse d'un échantillon des victimes pourraient permettre d'expliquer plus en détail en quoi le positionnement des victimes dans leur réseau criminel peut expliquer leur mort. Cette analyse de réseau ouvre aussi la porte à une étude des mouvements structurels du réseau d'une victime avant sa mort, en tenant compte des événements qui, de l'extérieur du réseau comme tel, peuvent influencer cette mouvance.

Plus intéressant encore serait d'explorer une autre catégorie de règlements de compte, disséminés au travers des autres attentats du conflit. Selon Reuter (1983), il existe deux types de violences, les violences compétitives et les violences non-compétitives. Alors que le premier type renvoie à une violence motivée par le désir d'avancement, l'autre sert plutôt à protéger les intérêts. Tout au long de ce mémoire, il a été question de violences compétitives, soit les motards qui s'entretuent, ou qui essaient de le faire, en vue d'acquérir une part de marché. Or, il apparaît évident que ce ne sont pas tous les attentats qui ont servi une cause compétitive. Le premier indice de cet état de fait est tiré des propos d'un Sergent de la Direction des Renseignements criminels de la Sûreté du Québec. Les autres indices sont issus de nos données. Sans pouvoir valider scientifiquement l'existence de ce type de règlement de compte, elles nous ont tout de même permis d'éveiller notre curiosité et de nous questionner à propos de certaines anomalies dans le conflit.

Le premier indice a été trouvé au hasard de la consultation des quotidiens lors de l'exercice visant à valider la présence de chacune des victimes dans la banque. Selon le Sergent Ouellette, «[...] une bonne vingtaine de meurtres sont le résultat de purges internes,

surtout chez les Hells Angels» (La Presse, 12-02-2000). On indique aussi que même si la plupart de ces purges ont été faites dans le clan des HA, il en a aussi eu chez les RM en plus faible nombre.

Tout au long des analyses, des anomalies sont ressorties. Elles convergent toutes vers un même point ; des individus des HA ont profité du conflit pour éliminer des leurs. Un indice est apparu dès l'étape du décompte des victimes. On retrouve une plus forte proportion de morts chez les HA. Cordeau (1990) avait avancé qu'il existait principalement deux manières d'opérer lorsque venait le temps d'abattre un individu ; le guet-apens et l'attaque. Le premier consiste à tendre un piège à la cible. Tel qu'il est entendu par Cordeau, le guet-apens sous-entend que l'individu visé est connu de ses assaillants et qu'il entretient des liens avec eux. Ainsi, ils peuvent profiter de ces liens pour l'attirer loin des témoins éventuels. Cette façon de procéder permet aussi aux assassins de contrôler certains paramètres de manière à s'assurer de meilleures chances de réussite. Inversement, l'attaque sous-entend que les meurtriers doivent s'adapter aux trajets et aux habitudes quotidiennes de la cible, qu'ils soient réguliers ou non. Ils doivent aussi s'assurer d'un certain effet de surprise pour que, d'une part, la victime ne puisse se sauver et, d'autre part, pour éviter qu'elle ait le temps de répliquer. Il apparaît ainsi que l'attaque demande une planification plus poussée et que son résultat est plus incertain que le guet-apens. D'autant plus que le repérage de la victime et de ses habitudes sous-entend deux risques supplémentaires ; celui d'être détecté par elle-même et/ou celui de l'être par la répression, puisque la cible peut faire l'objet d'une investigation. Le guet-apens offre la possibilité de soustraire la cible à cette surveillance et de ne pas être assujettie au risque qu'elle s'aperçoive qu'on veut attenter à sa vie. Toutefois, on doit concéder sur ce dernier élément que la victime potentielle peut se méfier de son entourage et devenir par le fait même difficile à attirer dans un piège. Un plus grand nombre de victimes effectivement mortes offre ainsi le premier indice que parmi elles, certaines sont tombées aux mains d'individus de leur clan. Rappelons que 59,3% des victimes HA sont mortes et que cette proportion se situe à 52,4% pour les Rock Machine. La différence n'est pas énorme, mais on s'imagine mal avoir un nombre important de purges internes. Les meurtres servant la protection d'intérêts sont davantage des cas isolés que des opérations de masse. On pense aussi à une catégorie de

victimes qui ne font pas partie de la banque, et qui n'ont pas d'incidence sur ces proportions, c'est-à-dire les individus portés disparus. Des 15 individus déclarés disparus, 13 sont des HA, un est des RM et on ne connaît pas l'affiliation de l'autre. Ainsi, la disproportion est possiblement encore plus grande, considérant que les disparus ont peut-être été victime d'un guet-apens et que les assaillants ont réussi à se débarrasser adéquatement des corps.

Un autre indice tient à certaines particularités de la tendance des victimes par clan. On peut effectivement voir qu'à deux reprises le conflit semblait se dérouler seulement pour les HA. Une première fois à l'été de 1994 et une seconde aux trois premiers trimestres de 1996. Dans chacun des cas, la très forte majorité des victimes sont d'allégeance HA. Une série d'attentats sans réponses immédiates pose la question de l'origine de l'attentat alors que d'autres moments du conflit nous ont appris que les motards ont la réplique facile.

Enfin, un quatrième et dernier indice est issu de l'analyse des représailles. À de multiples reprises, on a trouvé des attentats pour lesquels on ne distingue pas de correspondance chez l'ennemi. Ces attentats asymétriques sont compris comme des incohérences dans les représailles. On les retrouve lorsqu'il y a une non-correspondance des événements de part et d'autre d'une série d'événements d'un même côté. Ces attentats sans contrepoids amènent à poser de nouveau la question de leur origine. Comme nous l'avons montré lors de l'analyse des représailles (Chapitre III, partie 4), les motards sont relativement prompts à répliquer à un attentat. Il apparaît ainsi curieux que plusieurs attentats soient commis les uns après les autres sans que l'ennemi donne la réplique. À la lumière de la figure VI, quelques séries d'attentats asymétriques étonnent par leur longueur. À l'appui d'une concentration de ces purges internes chez les HA, il faut aussi spécifier que ces asymétries sont généralement du côté des HA.

Un constat intéressant tient à ce que ces séquences d'asymétries succèdent bien souvent une vague d'arrestations. Toutefois, compte tenu des données actuellement disponibles, on ne peut s'avancer à dire si ces attentats sont le résultat d'un stress dans le milieu via la répression, d'un conflit interne pour les postes laissés libres ou une

combinaison des deux. D'une manière ou d'une autre, ces attentats découlent de l'action policière. Un peu comme l'exemple que présente Block (1983), un criminel a éliminé des éléments de son entourage délinquant à la suite de l'intensification de l'investigation policière. Dans ce cas précis, le rôle de tiers que joue la police tend à provoquer une violence létale. Ainsi, dans son action de «repressive peacemaker», tel que le présente Black (1993), en voulant faire cesser un conflit, les forces policières provoquent parfois l'effet contraire. Cependant, il faut mentionner que le «repressive peacemaker» provoque deux types de réactions. Il a été question précédemment de son effet sur le conflit en général ; les policiers ont effectivement réussi à mettre un terme au conflit entre les motards. On n'a qu'à se référer au tableau 6 pour voir les chiffres qui le prouvent. Toutefois, ils créent aussi des épisodes d'intensification des violences létales, noyées dans les statistiques de l'ensemble du conflit. Parce qu'ils font un nombre plus restreint de victimes et qu'ils sont éparpillés dans la série, ces attentats sont plus difficiles à identifier, mais existent tout de même. C'est ce qui nous pousse à formuler l'hypothèse selon laquelle la tierce partie extérieure au conflit criminel collectif qu'est la police tend généralement à rentrer dans le moule du «repressive peacemaker» et faire effectivement diminuer les hostilités, mais que plus spécifiquement, elle met en place les conditions favorables à l'apparition de violences létales. En fait, son effet de diminution et de cession se fait sentir sur des meurtres inter-clans, ou compétitifs selon la terminologie de Reuter (1983), et son effet accélérant ou favorisant se produit sur les meurtres intra-clans, ou non-compétitifs.

Bien que ces derniers constats permettent de conclure à l'existence de certaines anomalies et donnent à penser qu'il s'agit de purges internes, ils sont scientifiquement insuffisants pour en valider empiriquement l'existence. Les données ne permettent effectivement pas de prouver que ces anomalies sont en fait le lot de meurtres de protection et qu'ils sont réactifs à l'intensification de l'action policière. Il serait par conséquent intéressant de reprendre ce conflit pour vérifier s'il s'agit effectivement de cas de purges internes et pour voir si ces meurtres surviennent vraiment après une recrudescence de l'investigation et de la répression.

BIBLIOGRAPHIE

- Alain, Marc
1993, «Les bandes de motards au Québec : hypothèse du déclin d'une population», *Revue Canadienne de criminologie*, octobre 1993 : 407-435.
- Axelrod, Robert
1980, «Effective choice in the prisoner's dilemma», *The journal of conflict resolution*, vol. 24, no. 1 : 3-25.
- Beaulieu, Carole
2000, «Contre les motards, une seule arme : l'argent !», *l'Actualité*, 1^{er} novembre : 13.
- Black, Donald
1983, «Social control as a dependent variable», in Black, Donald, *Toward a general theory of social control. Volume 1. Fundamentals*, Orlando, Academic Press, Inc. : 1-36.
- Black, Donald
1984, «Crime as social control», in Black, Donald, *Toward a general theory of social control. Volume 2. Selected Problems*, Orlando, Academic Press, Inc. : 1-28.
- Black, Donald
1993, *The social structure of right and wrong*, New York, Academic Press inc. : 224 pages.
- Block, Alan A.
1983, *East side-West side. Organizing crime in New York, 1930-1950*, New Brunswick (USA), Transaction Books : 265 pages.
- Block, Alan A et Chambliss, William J.
1981, *Organizing crime*, New York, Elsevier : 238 pages.
- Burt, Ronald S.
1995, «Le capital social, les trous structuraux et l'entrepreneur», *Revue française de sociologie*, 36 : 599-628.
- Cooney, Mark
1997, «The decline of elite homicide», *Criminology*, vol. 35, no. 3 : 381-407.
- Cooney, Mark
1998, *Warriors and peacemakers. How third parties shape violence*, New York, New York University Press : 210 pages.
- Cordeau, Gilbert
1989, «Les homicides entre délinquants : une analyse des conflits qui provoquent les règlements de compte», *Criminologie*, vol. 22, no. 2 : 13-34.
- Cordeau, Gilbert
1990, *Les règlements de compte dans le milieu criminel québécois de 1970 à 1986*, Montréal, Thèse de Doctorat inédite, École de Criminologie, Université de Montréal : 188 pages.
- Cordeau, Gilbert et Tremblay, Pierre
1989, «The occupational hazard of doing crime», document de travail, inédit.

- Cusson, Maurice
1985, «La vengeance», École de Criminologie, Centre Internationale de Criminologie Comparée, document inédit : 88 pages.
- Cusson, Maurice
1993, «Le virage stratégique en criminologie appliquée», *Revue internationale de criminologie et de police technique*, 3 : 295-308.
- Cusson, Maurice
1994, «La criminologie de l'acte, le délinquant et le policier», *Revue internationale de police criminelle*, 450 : 16-20.
- Cusson, Maurice
1996, «Le délinquant est-il un être rationnel ou un malade mental ? Le cas de l'agression sexuelle», Pradel, Jean (dir), *Question contemporaines de science criminelle*, Éditions Cujas : 67-81.
- Cusson, Maurice
2000, «Les homicides d'hier à aujourd'hui», in , «L'acteur et ses raisons. Mélanges en l'honneur de Raymond Boudon», Paris, Presses Universitaires de France : 43-58.
- Cusson, Maurice ; Cordeau, Gilbert et Boisvert, Raymonde (avec la collaboration de)
1994, «Le crime du point de vue de l'analyse stratégique», in Szabo, Denis et LeBlanc, Marc (sous la direction de), *Traité de criminologie empirique* (deuxième édition) : 91-112.
- Decker, Scott H. et Van Winkle, Barrik
1996, *Life in the gang. Family, friends, and violence*, Cambridge, Cambridge University press : 303 pages.
- Degenne, Alain et Forsé, Michel
1994, *Les réseaux sociaux*, Paris, Normands Collin Éditeurs : 288 pages.
- Dobrin, Adam
2001, «The risk of offending on homicide victimisation : a case control study», *Journal of research in crime and delinquency*, vol. 38, no. 2 : 154-173.
- Eklund-Olson, Sheldon ; Lieb, John et Zurcher, Louis
1984, «The paradoxical impact of criminal sanctions : some microstructural findings», *Law and society review*, vol. 18, no. 2 : 159-178.
- Furstenberg, M.
1969, «Violence in organized crime», in *Crimes of violence, staff report to the Commission on the causes and prevention of violence*, Vol. 113, Washington D.C. : U.S. Government Printing Office : 911-939.
- Gauthier, Annie
2003, *Les homicides non-résolus : Analyse des facteurs distinctifs et de leur impact sur l'enquête policière*, Rapport de stage, École de criminologie, Université de Montréal.
- Gignac, Hélène
2001, «Les homicides reliés aux motards sur le territoire de la Communauté urbaine de Montréal de 1994 à 2000», document inédit, mémoire de maîtrise, Université de Montréal, École de criminologie : 159 pages.
- Goldman, Ralph M.
1966, «A theory of conflict process and organizational offices», *The journal of conflict resolution*, vol. 10, no. 3 : 328-343.

- Gould, Roger V.
1999, «Collective violence and group solidarity : evidence from the feuding society», *American sociological review*, vol. 64 : 356-380.
- Granovetter, Mark
1985, «Economic action and social structure : the problem of embeddedness», *American journal of sociology*, vol. 93, no. 3 : 481-510.
- GRC/RCMP
1999, «Des criminels en uniforme» (numéro spécial), *Gazette de la GRC*, vol. 61, no. 7 à 12 : 64 pages.
- GRC/RCMP
2002, «Le Canada en guerre contre les bandes de motards hors-la-loi», *Gazette de la GRC*, vol. 64, no. 3 : 32 pages.
- Grenier, Sylvie
1993, «L'évolution des divers types d'homicides au Québec de 1954 à 1989», *Criminologie*, vol. 36, no. 2 : 63-83.
- Katz, Jack
1988, *Seductions of crime*, New York, Basic Books, inc., Publishers : 367 pages.
- Kennedy, Peter
1998, «A guide to econometrics», Cambridge, The MIT Press : 468 pages.
- Lemieux, Vincent
1999, *Les réseaux d'acteurs sociaux*, Paris, Presses Universitaires de France : 146 pages.
- Loftin, Collin
1984, «Assaultive violence as a contagious process», *Bulletin of the New York Academy of medicine*, vol. 62 : 550-555.
- McAndrew, Duncan
1999, «The structural analysis of criminal network», in Canter, D. and Alison, L. (Eds), *Offender profiling series : III - The social psychology of crime : groups, teams and networks* : 51-94.
- McCarthy, Bill ; Hagan, John ; Cohen, L
1998, «Uncertainty, cooperation, and crime : understanding the decision to co-offend», *Social Force*, vol. 77, no. 1 : 155-176.
- Mélard, Guy
1990, «Méthodes de prévision à court terme», Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, Éditions Ellipses : 468 pages.
- Morselli, Carlo
2001, «Structuring Mr. Nice : entrepreneurial opportunities and brokerage positioning in the cannabis trade», *Crime, law, and social change*, no. 35 : 203-244.
- Morselli, Carlo
2003, «Career opportunities and network-based privileges in Cosa Nostra», *Crime, law, and social change*, no. 39 : 383-418.
- Morselli, Carlo ; Turcotte, Mathilde ; Petit, Katia
2003, «Des éléments du crime organisé et son contrôle au Québec», in Leblanc, M. ; Ouimet, M. et Szabo, D. (eds), *Traité de criminologie empirique*, 3^{ième} édition : 161-192. (à paraître)

- Naylor, Thomas R.
1997, «Mafias, myths and markets : on the theory and practice of organized crime», *Transnational organized crime*, vol. 3 : 1-45.
- Naylor, Thomas R.
2003, «Toward a general theory of profit-driven crimes», *British journal of criminology*, vol. 43, no. 1 : 81-101.
- Ouimet, Marc
1998, «Les tendances de la criminalité au Québec : les nouvelles réalités et les nouveaux enjeux», Document inédit.
- Reuter, Peter
1983, *Disorganized crime. The economics of the visible hand*, Cambridge, The MIT Press : 233 pages.
- Reuter, Peter
1984, «Social control in illegal markets», in Black, Donald, *Toward a general theory of social control. Volume 2. Selected problems*, Orlando, Academic Press, Inc. : 29-58.
- Rhodes, Robert P.
1984, *Organized crime : crime control vs. civil liberties*, New York, Random House : 275 pages.
- Schelling, Thomas C.
1986, *Stratégie du conflit*, Paris, Presses universitaires de France : 312 pages.
- Tabachnick, B.G. et Fidell, L.S.
2001, «Using multivariate statistics», (4^{ième} édition), Boston, Allyn and Bacon : 837-897.
- Tremblay, Chantal
1996, «L'homicide associé à un autre crime», *Revue internationale de criminologie et de police technique*, vol. XLIX, no. 4 : 30-46.
- Tremblay, Pierre et Cusson, Maurice
1996, «Marchés criminels transnationaux et analyse stratégique», in Leclerc, Marcel (Ed), *La criminalité organisée*, Paris, La documentation française : 19-42.
- Tremblay, Pierre ; Cusson, Maurice et Morselli, Carlo
1998, «Market offenses and limits to growth», *Crime, law and social change*, 29 : 311-330.
- Tremblay, Pierre ; Laisne, Sylvie ; Cordeau, Gilbert ; McLean, Brian ; Shewshuck
1989, «Carrières criminelles collectives : évolution d'une population délinquante (les groupes de motards)», *Criminologie*, vol. 22, no. 2 : 65-94.
- Tremblay, Pierre et Paré, Paul-Philippe
2002, «La «vida loca» : délinquance et destinée», *Criminologie*, vol. 35, no. 1 : 25-52.
- Turcotte, Mathilde
2003, *La transmission du savoir au sein d'une unité spécialisée dans la lutte au crime organisé : Le cas de l'escouade Carcajou*, Mémoire de maîtrise, École de criminologie, Université de Montréal.
- Turk, Austin T.
1966, «Conflict and criminality», *American sociological review*, vol. 31, no. 3 : 338-352.

Wellman, Barry

1983, «Network analysis : some basic principles», in Collins, Randall (Eds), *Sociological theory*, San Francisco, Jossey Bass : 155-200.

Yntema, Theodore O.

1941, «Competition as a norm of economic behavior», *The journal of business of the University of Chicago*, vol. 14, no. 3 : 270-283.

Journaux :

Anonyme

1995, «Guerre des motards : au moins deux attentats par mois depuis un an», *La Presse*, Nouvelles générales, 14 septembre 1995 : A4.

Blanchard, Sylvain

1997, «La loi antimotards proposée par Bégin serait inapplicable, estime le bâtonnier», *Le Devoir*, 9 avril : A1.

Carignan, Gilles

1997, «Le Chef des Hells Angels est libre», *Le Soleil*, 12 juillet, A1.

Cédilot, André

1995, «Hells Angels vs Rock Machine. Des criminels riches et bien organisés, capables de soutenir une guerre à finir», *La Presse*, 9 septembre : A25.

Charbonneau, Jean-Paul

1998, «Carcajou : la moitié des policiers de la CUM partent», *La Presse*, 20 février : A2.

Crevier, Gilles

2002a, «Cours sur le motards pour le maire de Toronto. Leçon n° 4 : Les clubs-écoles au Québec», *Journal de Montréal*, 23 janvier : 2.

Crevier, Gilles

2002b, «Cours sur le motards pour le maire de Toronto. Leçon n° 5 : Les clubs-écoles au Québec (suite)», *Journal de Montréal*, 24 janvier : 2.

Crevier, Gilles

2002c, «Cours sur le motards pour le maire de Toronto. Leçon n° 6 : Les organigrammes des gangs au Québec», *Journal de Montréal*, 26 janvier : 2.

Crevier, Gilles

2002d, «Cours 101 sur le motards criminels. Leçon n° 11 : Les statuts des Bandidos et des Outlaws», *Journal de Montréal*, 7 février : 2.

Crevier, Gilles

2002e, «Cours 101 sur le motards criminels. Leçon n° 13 : La hiérarchie chez les Hells Angels», *Journal de Montréal*, 13 février : 2.

Crevier, Gilles

2002f, «Cours 101 sur le motards criminels. Leçon n° 15 : Les statuts officiels dans les clubs-écoles et les statuts non officiels», *Journal de Montréal*, 18 février : 2.

Desjardins, Christiane

2000, «L'histoire des Rock Machine, racontée par un agent du SPCUM», *La Presse*, 12 décembre : A12

Hébert, Michel

2001, «Québec construira une annexe à Bordeaux pour le procès des motards», *La Presse Canadienne*, 30 mars.

Laroche, Marcel

1997, «Un carnage qui a fait 54 morts. La guerre entre les Hells Angels et les Rock Machine, pour la mainmise sur la drogue, n'a toujours pas fait de maître», *La Presse*, 19 avril 1997 : A19.

Lavoie, Kathleen

1998, «L'ancienne piquerie de la rue de la Reine flambe à nouveau», *Le Soleil*, 19 avril : A3.

Lessard, Denis

2001, «Pour juger les Hells : Québec érigera un tribunal sur mesure», *La Presse*, 31 mars : A1.

Ménard, Réal

1997, «Lutte contre les bandes de motards criminalisés : Le projet de loi anti-gang en vaut la peine. Les autorités peuvent gagner la guerre contre le crime organisé à la condition qu'on leur en donne les moyens», *Le Devoir*, 10 janvier : A9.

Ménard, Réal et Marceau, Richard

1998, «L'héritage du jeune Daniel Desrochers», *La Presse*, Opinions, 13 août : B2.

Parent, George-André et Rancourt, Jean-Pierre

1997, «La guerre des motards a fait, à elle seule ... 35 morts !», *Allô Police*, 8 juin : 4-6.

Parent, Rollande,

1999, «Le SPCUM prend les commandes de Carcajou», *Le Devoir*, 16 avril 1999 : A3.

Salvet, Jean-Marc

1995, «Guerre des motards : la SQ s'ajustera à la situation», *Le Soleil*, 17 mars : A5.

Turenne, Martine

1996, «Wô les motards !», *L'Actualité*, vol. 21, no. 3.

Vaillancourt, Claude

1995, «315 motards criminalisés au Québec. 264 identifiés aux Hell's, 51 à la Rock Machine», *Le Soleil*, 27 décembre : A1.

Vaillancourt, Claude

1997, «La liste des membres des Hell's Angels et des Rock Machine», *Le Soleil*, 19 avril : A1.

Annexe I

Distribution mensuelle des arrestations et victimes selon les périodes de la répression, les phases du conflit et les événements

